

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

DEUTSCHE PFANDBRIEFBANK AG

Société de droit allemand au capital de 380.376.059,67 €
Siège social : Parkring 28, 85748 Garching. HRB 41054
(Registre du commerce de Munich) (Succursale)
Adresse établissement : 19, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.
487 699 175 R.C.S.Paris

États financiers consolidés**I. — Compte de résultat.**

(En millions d'Euros)	Note	2025	2024
Produits d'intérêt nets	35	409	465
dont : les produits d'intérêts des instruments financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat (IAS 1.82a)		1 498	1 954
Produits nets des honoraires et commissions	36	4	5
Produits nets des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat (Produits nets de l'évaluation de la juste valeur) 1)	37	-33	-3
Produit net de la décomptabilisation des instruments financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat (produit net des réalisations) 1)	38	22	79
dont : provenant des actifs financiers au coût amorti		20	40
Produits nets de la comptabilité de couverture	39	3	3
Dépreciations des entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	40	-8	
Autres produits d'exploitation nets	41	25	-5
Provisions pour pertes de crédit sur des actifs financiers (produits nets des provisions pour risques) 1)	42	-410	-170
Frais administratifs et généraux	43	-236	-245
Charges bancaires et frais similaires	44	-3	-4
Produits nets des réductions de valeur et des réévaluations d'actifs non financiers	45	-21	-21
Produits nets de la restructuration	46	-2	
Résultat avant impôt		-250	104
Impôt sur le résultat	47	-34	-14
Résultat net		-284	90
Attribuable aux : Actionnaires de pbb		-284	90
1) Seuls les postes condensés entre parenthèses sont utilisés par la suite.			

Bénéfices par action (En Euros)	Note	2025	2024
Bénéfices de base par action	49	-2,30	0,48
Bénéfices par action dilués	49	-2,30	0,48

II. — État du résultat global.

(En millions d'Euros)	2025	2024
Résultat net	-284	90
Autres éléments cumulés du résultat global	14	-11
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat, nets d'impôt	19	-3
Profits/pertes des engagements de retraite, avant impôt	20	-4
Impôt sur le résultat afférent aux éléments qui seront reclassés en résultat	-1	1
Éléments qui peuvent être reclassés en résultat, nets d'impôt	-5	-8
Profits/pertes sur la comptabilité de couverture de flux de trésorerie, avant impôt	-5	-13
Profits/pertes reclassé(e)s en résultat	-5	-13
Profits/pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global, avant impôt	-3	3
Profits/pertes non réalisé(e)s	-3	3
Impôt sur le résultat afférent aux éléments qui peuvent être reclassés en résultat	3	2
Résultat global sur l'exercice	-270	79
Attribuable aux : Actionnaires	-270	79

III. — État de la situation financière.
(En millions d'Euros)

Actifs	Note	31/12/2025	31/12/2024	01/01/2024
Réserve de trésorerie	9, 50	1 558	2 010	2 728
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	10, 51	912	1 247	944
Justes valeurs positives des produits dérivés autonomes		170	484	494
Instruments de capitaux propres		1		
Titres de créance		41	127	123
Prêts et avances aux clients		697	633	324
Participations dans des sociétés et des fonds qualifiés d'instruments de dette		3	3	3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	11, 52	1 404	1 256	1 475
Titres de créance		1 404	1 255	1 354
Prêts et avances aux clients			1	121
Actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit	12, 53	35 638	39 225	45 228
Actifs financiers au coût amorti avant provisions pour pertes de crédit		36 470	39 764	45 811
Titres de créance		4 839	2 471	4 014
Prêts et avances aux autres banques		1 228	1 737	2 507
Prêts et avances aux clients		30 294	35 434	39 155
Créances résultant de contrats de location-financement		109	122	135
Provisions pour pertes de crédit sur les actifs financiers au coût amorti		-832	-539	-583
Justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	13, 54	102	135	251
Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (actifs)	14, 55	-31	-43	-56
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	15	4	14	
Biens et équipements	16, 56	28	33	20
Actifs incorporels	17, 57	44	51	53
Autres actifs	18	113	72	68
Actifs d'impôt courant	28	21	51	43
Actifs d'impôt différé	28	88	118	129
Total des actifs		39 881	44 169	50 883

Capitaux propres et passifs	Note	31/12/2025	31/12/2024	01/01/2024
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	19, 59	220	700	662
Justes valeurs négatives des produits dérivés autonomes		220	700	662
Passifs financiers évalués au coût amorti	20, 60	35 816	39 369	45 913
Dettes envers les autres banques		1 364	2 943	6 079
Dettes envers les clients		16 847	18 091	18 829
Obligations au porteur		16 965	17 732	20 402
Passifs de second rang		640	603	603
Justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	21, 61	607	493	789
Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (passifs)	22, 62	-26	-2	-49
Provisions	23, 63	92	115	117
Autres passifs	24	58	63	68
Passifs d'impôt courant	28	9	10	18
Passif d'impôts différés	28	1	2	
Passifs		36 777	40 750	47 518
Capitaux propres imputables aux actionnaires de pbb	25, 66	2 806	3 121	3 067
Capital souscrit		380	380	380
Capital d'apport supplémentaire		1 637	1 637	1 637
Bénéfices non répartis		898	1 227	1 162
Autres éléments cumulés du résultat global		-109	-123	-112
Autres instruments de capitaux propres (capital AT1)		298	298	298
Capitaux propres		3 104	3 419	3 365
Total des fonds propres et du passif		39 881	44 169	50 883

IV. — État des variations de capitaux propres.

(En millions d'Euros)	Capital souscrit	Prime d'émission	Bénéfices non distribués	Capitaux propres imputables aux actionnaires				Capitaux propres
				Cumul des autres éléments du résultat global(AERG) issus de			Autres instruments de capitaux propres (capital AT1)	
				Engagements de retraite	Comptabilité de couverture des flux de trésorerie	Actifs financiers à la juste valeur par le biais des AERG		
Solde au 01.01.2024	380	1 637	1 162	-70	-30	-12	298	3 365
Distribution (dividende)								
Versement sur du capital AT1			-25					-25
Résultat global pour la période			90	-3	-11	3		79
Résultat net			90					90
AERG après impôts sur l'exercice				-3	-11	3		-11
Solde au 31.12.2024	380	1 637	1 227	-73	-41	-9	298	3 419
Solde au 01.01.2025	380	1 637	1 227	-73	-41	-9	298	3 419
Distribution (dividende)			-20					-20
Versement sur du capital AT1			-25					-25
Résultat global pour la période			-284	19	-3	-2		-270
Résultat net			-284					-284
AERG après impôts sur l'exercice				19	-3	-2		14
Solde au 31.12.2025	380	1 637	898	-54	-44	-11	298	3 104

V. — État des flux de trésorerie (1)

(En millions d'Euros)	2025	2024
Résultat net	-284	90
Réductions de valeur et amortissement sur les actifs corporels et incorporels	21	21
Réductions de valeur, provisions pour pertes et réévaluations sur les actifs financiers au coût amorti	414	207
Dépréciation ou réévaluation des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des AERG		
Résultat de la cession de titres financiers au coût amorti	-10	-74
Résultat de la cession de titres évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		-2
Variation des autres positions hors trésorerie	-131	453
Autres ajustements	-375	-452
Sous-total	-365	243
Variation des actifs et passifs des activités opérationnelles après correction des éléments non monétaires		
Augmentation des actifs/diminution des passifs (-)		
Diminution des actifs/augmentation des passifs (+)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et justes valeurs positives ou négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	113	-385
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	1	118
Instruments financiers au coût amorti (sans versements dans/du capital subordonné)	-814	-2 442
Autres actifs résultant des activités d'exploitation		-7
Autres passifs résultant des activités d'exploitation	-82	-87
Produits d'intérêt reçus	2 249	3 032
Charges d'intérêts payées	-1 960	-2 654
Impôt sur le résultat payé/remboursé	25	-13
Flux de trésorerie résultant des activités d'exploitation	-833	-2 195
Produits de la vente de titres	1 009	1 986
Paielements pour l'acquisition de titres	-568	-454
Versements pour l'acquisition d'actifs corporels et incorporels	-7	-24
Paielements anticipés liés à des regroupements d'entreprises	-43	
Flux de trésorerie résultant des activités d'investissement	391	1 508
Produits d'autres instruments de capitaux propres (AT1)		
Versement de dividendes	-20	
Paielement en/de passifs de second rang	40	
Paielements des passifs liés à la location	-5	-6
Versement sur du capital AT1	-25	-25
Variation de la participation ne donnant pas le contrôle		
Vente d'actions de filiales consolidées		
Flux de trésorerie résultant des activités de financement	-10	-31
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice précédent	2 010	2 728
+/- Flux de trésorerie résultant des activités d'exploitation	-833	-2 195
+/- Flux de trésorerie résultant des activités d'investissement	391	1 508
+/- Flux de trésorerie résultant des activités de financement	-10	-31
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 558	2 010
(1) Explications dans la note « Note concernant les éléments de l'état consolidé des flux de trésorerie ».		

VI. — Notes.**1. Informations générales.**

Deutsche Pfandbriefbank AG (pbb), dont le siège social est à Munich, en Allemagne, est une société anonyme et un fournisseur majeur de financement pour l'immobilier commercial et l'investissement public. La Société est immatriculée au registre du commerce du tribunal d'instance de Munich (Amtsgericht München) sous le numéro HRB 41054 ; elle est la société mère du Groupe Deutsche Pfandbriefbank (Groupe pbb). Son principal établissement est sis Parkring 28, 85748 Garching, Allemagne. Les états financiers sont établis en euros, la devise de présentation du Groupe pbb et les montants sont généralement arrondis au million d'euros (M€). Les informations sont présentées en suivant le principe du seuil de signification. Des différences mineures peuvent apparaître entre les chiffres et les totaux indiqués car les valeurs ont été arrondies. Les postes inférieurs à 500 000,00 € sont présentés comme ayant une valeur de zéro. Les soldes à zéro sont indiqués par un tiret.

Le Directoire de pbb a établi les présents états financiers consolidés le 3 mars 2026 et en a approuvé la publication.

PRINCIPES COMPTABLES.**2. Principes.**

Comme le préconise le Règlement 1606/2002 du Parlement et du Conseil européens en date du 19 juillet 2002, pbb a établi les présents états financiers consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2025 conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Les IFRS sont des normes et des interprétations qui ont été adoptées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB). Elles comprennent les normes internationales d'information financière (IFRS), les normes comptables internationales (IAS) ainsi que les interprétations du comité d'interprétation des IFRS (anciennement appelées IFRIC), l'ancien comité permanent d'interprétation (SIC). Elles reposent également sur les règles du droit commercial applicables conformément à l'Article 315e (1) du HGB (Code de commerce allemand).

Les états financiers consolidés reposent sur les IFRS telles que celles-ci ont été adoptées en droit communautaire par la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'approbation. Hormis certaines règles relatives à la comptabilité de couverture de juste valeur pour les couvertures de portefeuilles de risques de taux d'intérêt qui sont prévues par l'IAS 39 intitulée « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », l'ensemble des IFRS qui sont publiées par l'IASB et qui doivent être appliquées ont été entièrement adoptées par l'Union européenne (UE). Conformément à la possibilité donnée par l'IFRS 9.7.2.21, le Groupe pbb continue à appliquer pour la comptabilité de couverture les exigences de l'IAS 39 plutôt que les exigences prévues par le chapitre 6 de l'IFRS 9. Dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur pour une couverture de portefeuille des risques de taux d'intérêt, le Groupe pbb applique, en partie, les dérogations autorisées par le droit communautaire. Par conséquent, les présents états financiers consolidés sont conformes aux IFRS applicables dans l'UE, mais pas à l'ensemble des IFRS telles que celles-ci ont été promulguées par l'IASB.

IFRS adoptées pour la première fois en 2025, interprétations et amendements

Au cours de l'exercice 2025, le Groupe pbb a appliqué toutes les normes, interprétations et modifications obligatoires dans la mesure où elles ont été approuvées par l'Union européenne. Toutefois, afin d'assurer l'intelligibilité et le contenu informatif des présents états financiers consolidés, le Groupe pbb a omis, le cas échéant, de fournir des informations sur des questions non pertinentes ou non significatives. Les amendements suivants ont été appliqués pour la première fois :

- Amendements apportés à l'IAS 21 : Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Absence d'échangeabilité : Les amendements à l'IAS 21 ont pour but d'aider les entités à déterminer si une monnaie peut être échangée contre une autre monnaie et quel traitement comptable appliquer si elle ne peut être échangée. Dans la mesure où le Groupe pbb n'a que des actifs et des passifs dans des monnaies actuellement échangeables, les amendements ne devraient pas avoir d'impact sur la situation financière et la performance.

Normes, interprétations et amendements adoptés en droit européen qui ne sont pas encore obligatoires

Le Groupe pbb ne prévoit pas d'appliquer par anticipation les normes et amendements qui ont été adoptés en droit européen à la date du bilan, mais dont l'adoption ne sera obligatoire qu'au cours des exercices ultérieurs. Les normes et amendements suivants ont été adoptés en droit européen à la date du bilan, mais leur application n'est pas encore obligatoire :

Désignation	Publication	Première application	Effets prévus
Améliorations annuelles Volume 11	18.07.2024	01.01.2026	Les améliorations apportées par l'IASB, qui sont résumées dans une norme d'amendements groupés, se limitent à des modifications et corrections moins urgentes, mais néanmoins nécessaires, des normes IFRS. Le volume 11 des améliorations annuelles comprend des amendements aux normes IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7. Aucun de ces amendements ne devrait avoir d'incidence significative sur l'actif net, la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe pbb.
Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 : Contrats faisant référence à l'électricité dépendante de la nature –	18.12.2024	01.01.2026	Ces amendements et clarifications portent sur le traitement comptable des contrats de fourniture d'électricité. Conformément à ces amendements, l'exemption dite « d'usage propre » prévue par la norme IFRS 9 s'applique également aux contrats de fourniture d'électricité pour lesquels la quantité effectivement fournie est incertaine en raison de facteurs naturels et où des ventes partielles sont effectuées en raison de cette incertitude naturelle et sont inévitables compte tenu des conditions du marché. Les modifications et clarifications portent également sur l'application de la comptabilité de couverture et sur des informations supplémentaires à fournir pour ces contrats. Étant donné que le Groupe pbb ne dispose d'aucun contrat de fourniture d'électricité pour lequel la quantité effectivement fournie est incertaine en raison de facteurs naturels, la première application ne devrait avoir aucune incidence sur l'actif net, la situation financière et les résultats d'exploitation.
Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 : Classification et évaluation des instruments financiers	30.05.2024	01.01.2026	Ces amendements portent notamment sur les règles d'application du critère des flux de trésorerie aux fins de la classification des instruments financiers, par exemple ceux assortis de conditions ESG ou les actifs sans recours, ainsi que les instruments liés par contrat. Ils portent également sur la décomptabilisation des passifs financiers qui ont été réglés au moyen d'un système de paiement électronique. De nouvelles obligations d'information ont en outre été ajoutées. Sur la base du portefeuille du Groupe pbb au 31 décembre 2025, le Groupe pbb ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence significative sur son actif net, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

IFRS, interprétations et amendements publiés mais pas encore adoptés par l'UE

Les amendements suivants n'ont pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date du bilan :

Désignation	Publication	Application pour la première fois	Effets prévus
IFRS 19 : Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public Informations à fournir et modifications apportées à l'IFRS 19	09.05.2024 et 21.08.2025	01.01.2027	L'IFRS 19 et les amendements connexes prévoient un allègement significatif des obligations d'information pour les filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public et dont les sociétés mères appliquent les normes IFRS pour leurs états financiers consolidés publiés. Dans la mesure où pbb est une société ne possédant aucune filiale concernée par cette norme et les amendements connexes, aucun impact n'est attendu.
IFRS 18 : Présentation et publication des états financiers	09.04.2024	01.01.2027	L'IFRS 18 remplacera l'ancienne norme IAS 1 - Présentation des états financiers. Elle vise à améliorer la présentation des informations financières et à rendre les états financiers plus transparents et comparables. Entre autres, la nouvelle norme introduit trois nouvelles catégories dans le compte de résultat : les activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Pour pbb, en tant que banque, ces dispositions s'appliquent aux sociétés dont l'activité principale consiste à fournir des financements à des clients, car elles précisent les modalités d'affectation des produits et des charges à ces trois catégories. En outre, la norme IFRS 18 contient de nouvelles obligations d'information, plus détaillées, concernant les indicateurs de performance définis par la direction (MPM) qui sont communiqués au public. La norme IFRS 18 modifiera la structure du compte de résultat du Groupe pbb et exigera de nouvelles informations dans les notes. La norme IFRS 18 a été transposée en droit européen le 16 février 2026.
Amendements apportés à l'IAS 21 : Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Conversion dans une monnaie de présentation hyperinflationniste	13.11.2025	01.01.2027	Ces modifications visent à clarifier la manière dont les sociétés doivent convertir les montants exprimés dans une monnaie fonctionnelle non hyperinflationniste en une monnaie de présentation hyperinflationniste. Le Groupe pbb n'ayant pas de monnaie de présentation hyperinflationniste, l'application de ces modifications ne devrait avoir aucune incidence sur son actif net, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Déclaration de conformité au Code allemand de gouvernance d'entreprise

Le Directoire et le Conseil de surveillance de la Société ont publié une déclaration de conformité au Code allemand de gouvernance d'entreprise conformément à l'Article 161 de la Loi allemande sur les sociétés par actions dans le présent rapport annuel ainsi que sur le site internet de pbb : (<https://www.pfandbriefbank.com/en/the-company/corporate-governance.html>).
Rapport de gestion combiné.

Le rapport de gestion combiné répond aux exigences des paragraphes 315 (1) et (2) du HGB et de la norme DRS 20 publiée par le Deutschen Rechnungslegungs Standards Committee (DRSC). Il contient les informations essentielles à propos du Groupe, un rapport sur sa situation économique, un rapport sur les risques et les opportunités, un rapport sur les perspectives d'évolution ainsi qu'un commentaire sur les comptes annuels non consolidés du Groupe pbb établis conformément au Code de commerce allemand (HGB) et des informations complémentaires. Le rapport sur les risques et les opportunités contient des informations dont la déclaration est obligatoire en vertu de l'IFRS 7.

3. Cohérence

Le Groupe pbb applique ses méthodes comptables de manière cohérente, conformément au Cadre conceptuel de l'information financière, ainsi qu'aux normes IAS 1 et IAS 8. Les mêmes principes comptables ont été appliqués que dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2024 :

4. Consolidation.

Nombre de filiales/d'entités(1)	Filiales			
	Filiales entièrement consolidées		Filiales non entièrement consolidées	
	Total	Dont : entités ad hoc	Total	Dont : entités ad hoc
01.01.2024	1			
Ajouts	4	4	1	
Cessions				
Fusions/concentrations				
31.12.2024	5	4	1	
01.01.2025	5	4	1	
Ajouts	5	3	1	1
Cessions			-1	
Fusions/concentrations				
31.12.2025	10	7	1	1
(1) Sans pbb.				

Une filiale est une entité contrôlée par une autre entité. Pbb est réputée avoir le contrôle d'une filiale si elle dispose du pouvoir décisionnel pour diriger les activités concernées, si elle a un droit sur les rendements significatifs produits par la filiale et si elle peut utiliser son pouvoir décisionnel pour influencer le montant des rendements variables significatifs.

Les entités structurées sont des entités dans lesquelles les droits de vote ou les droits similaires ne sont pas les facteurs déterminants pour exercer le contrôle, par exemple lorsque les droits de vote ne concernent que des tâches administratives et que les activités concernées sont régies par des accords contractuels. En 2025 et 2024, pbb ne comptait aucune société consolidée pour ces raisons.

En mars 2025, pbb Invest GmbH a été fondée, avec son siège social sis à Munich. Son unique actionnaire est pbb Beteiligungs GmbH, dont le siège social est sis à Munich, une filiale à 100 % de pbb. Le capital social de la société s'élève à 25 000 €. pbb Beteiligungs GmbH, qui n'était pas significative l'année précédente, ainsi que pbb Invest GmbH ont été intégrées pour la première fois dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

Au cours de la période considérée, les filiales à 100 % Alabama Four Asset Management LLC, Alabama Five Asset Management LLC, Alabama Six Asset Management LLC et Alabama Seven Asset Management LLC, basées à Atlanta, aux États-Unis, ont été créées. Ces sociétés ont été créées afin de restructurer le financement immobilier de pbb aux États-Unis. Alabama Four Asset Management LLC, Alabama Five Asset Management LLC et Alabama Six Asset Management LLC ont été intégrées pour la première fois dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2025. Alabama Seven Asset Management LLC ne disposait d'aucun actif, passif ou capitaux propres significatifs au 31 décembre 2025 et n'a donc pas été intégrée dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

Comptabilité consolidée uniforme

Les états financiers non consolidés des sociétés consolidées sont intégrés aux états financiers consolidés de pbb conformément à des principes comptables et à des principes d'évaluation uniformisés. Les actifs, les passifs, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de toutes ses filiales apparaissent comme s'il s'agissait d'une seule et même entité. Les relations commerciales au sein du groupe de sociétés consolidées sont mutuellement compensées aux fins de la consolidation.

Les relations commerciales au sein du périmètre de consolidation sont compensées et les résultats intermédiaires des transactions intra-groupe sont éliminés.

5. Déclaration des participations au sein des filiales

Dans le cadre des présents états financiers, une liste des participations comprenant les filiales ainsi que les autres participations figure dans la note intitulée « participations de pbb ». L'exercice pour toutes les sociétés entièrement consolidées correspond à l'année civile.

Restrictions significatives concernant l'accès aux actifs au sein du Groupe

Les restrictions légales, contractuelles ou réglementaires ainsi que les droits de protection des participations minoritaires peuvent limiter la capacité du Groupe à accéder aux actifs et à les transférer facilement depuis une ou plusieurs autres sociétés pour payer les dettes du Groupe. Il n'y avait aucune participation ne donnant pas le contrôle à la date de clôture.

6. Déclaration des participations au sein des sociétés associées.

En janvier 2024, pbb a acquis 21,7 % des parts de la société 161 North Clark Holdco LLC, New York, États-Unis, par l'intermédiaire de sa filiale consolidée Niagara Asset Management LLC, Atlanta, États-Unis, dans le cadre d'une acquisition de sauvetage réalisée avec des partenaires du consortium. Le Groupe pbb comptabilise les parts détenues dans 161 North Clark Holdco LLC selon la méthode de la mise en équivalence. Conformément à la norme IAS 1.54, le Groupe pbb comptabilise ces parts dans l'état de la situation financière sous la rubrique « Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ».

Dans le compte de résultat, la méthode de la mise en équivalence a donné lieu à des dépréciations de 8 millions d'euros en 2025, qui sont présentées sous la rubrique « Dépréciations sur les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». En outre, la quote-part du résultat des sociétés associées s'est élevée à 0 million d'euros en 2025 (2024 : 0 million d'euros).

La participation dans Eco Estate GmbH, dont le siège est sis à Francfort-sur-le-Main, qui n'est pas comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence en raison de son importance négligeable et qui est donc évaluée à la juste valeur par le biais du compte de résultat conformément à la norme IFRS 9, a été portée de 35 % à 45 % en janvier 2025.

7. Instruments financiers.

Selon l'IAS 32, un instrument financier correspond à un contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres pour une autre entité.

Comptabilisation et décomptabilisation

Le Groupe pbb comptabilise un actif ou un passif financier dans son état de la situation financière si une société du Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les achats ou les ventes d'instruments financiers sont comptabilisés à la date de la transaction. Les primes et les escomptes sont comptabilisés conformément au concept de la comptabilité d'exercice en produits d'intérêt nets. Conformément au concept principal de décomptabilisation de l'IFRS 9, un actif financier doit être décomptabilisé si la quasi-totalité des risques et des avantages a été transférée. Lorsque les principaux risques et avantages associés à la possession de l'actif financier transféré ne sont ni transférés, ni conservés et que le contrôle sur l'actif transféré est conservé, la société doit comptabiliser l'actif en fonction du lien conservé. Il n'existe aucune transaction au sein du Groupe pbb qui résulte de la décomptabilisation partielle en raison d'un lien conservé. Les indemnités pour le remboursement anticipé volontaire des créances par les clients sont présentées dans le produit net des réalisations pour des raisons de transparence.

Dans le cas d'authentiques mises en pension et de titrisations synthétiques, les actifs transférés ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation, car les critères de décomptabilisation de l'IFRS 9 ne sont pas remplis.

Une garantie ayant la même contrepartie et les mêmes conditions (par exemple, un contrat-cadre ISDA) doit être compensée. Par conséquent, seul le montant net sera déclaré.

Classification et évaluation des instruments financiers

Un actif ou un passif financier sera mesuré à sa juste valeur au moment où il est comptabilisé pour la première fois plus ou moins, dans le cas d'un actif ou d'un passif financier qui n'est pas évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Les coûts amortis correspondent à la valeur attribuée à un actif financier ou à un passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé (calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif modifié) de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et, dans le cas d'un actif financier, ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes.

Les instruments financiers à la juste valeur sont évalués sur la base des cours de marché pour les actions ou des autres cours de marché, le cas échéant (Niveau 1). Si un cours n'est pas disponible sur un marché actif, on a recours aux cours de marché observables qui sont applicables à des instruments financiers comparables (Niveau 2). Si les cours des instruments financiers comparables ne sont pas disponibles, on a recours à des modèles d'évaluation fondés sur des paramètres observables sur le marché. Si ces paramètres ne sont pas observables sur le marché, l'évaluation des actifs financiers est fondée sur des modèles ayant recours à des paramètres non observables sur le marché (Niveau 3). Les modèles d'évaluation utilisés sont, en général, des modèles standard du marché. Ces modèles, au même titre que les produits, sont décrits dans la note intitulée « juste valeur des instruments financiers ».

La meilleure preuve de la juste valeur d'un instrument financier au moment où il est comptabilisé pour la première fois est normalement le prix de la transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie qui est donnée ou reçue. Si le Groupe pbb détermine que la juste valeur au moment de la première comptabilisation diffère du prix de la transaction, l'instrument financier sera évalué à la juste valeur au moment de la première comptabilisation si cette juste valeur est attestée par un prix annoncé sur un marché actif pour un actif ou un passif identique (niveau 1) ou en se basant sur une technique d'évaluation qui utilise uniquement des données issues de marchés observables (niveau 2). Le Groupe pbb comptabilise la différence en bénéfice ou en perte dans ces cas-là. Dans tous les autres cas, la différence entre la juste valeur et le prix de la transaction (on parle de « *day one profit* ») est différée. Au cours des exercices 2025 et 2024, il n'y a pas eu de *day one profit*.

En vue de leur évaluation, les actifs financiers doivent être regroupés dans les trois catégories suivantes :

- à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVCR)
- à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)
- au coût amorti (CA)

La classification des instruments financiers dépend du modèle économique de l'entité concernée en termes de gestion des actifs financiers (critère du modèle économique) et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier (critère du flux de trésorerie contractuel) lors de la comptabilisation initiale.

Un actif financier doit être évalué au coût amorti (CA) si les deux conditions suivantes sont réunies :

- l'actif financier est détenu au sein d'un modèle économique dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels ; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) si les deux conditions suivantes sont réunies :

- l'actif financier est détenu au sein d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir des flux de trésorerie et de vendre des actifs financiers ; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVCR) s'il n'est pas évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Une entité peut toutefois effectuer un choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, concernant des investissements particuliers dans des instruments de capitaux qui auraient été évalués en cas contraire à la juste valeur par le biais du compte de résultat, afin de rendre compte des modifications ultérieures au niveau de la juste valeur des autres éléments du résultat global. Le Groupe pbb détient un montant non significatif d'instruments de capitaux. Ceux-ci sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

En premier lieu, les actifs financiers sont classés en fonction du critère de modèle économique. Le modèle économique d'une entité est établi à un niveau qui rend compte de la manière dont des groupes d'actifs financiers sont gérés dans leur ensemble pour atteindre un objectif économique particulier. Par conséquent, cette condition ne consiste pas à déterminer le classement instrument par instrument et son application doit se faire à un niveau de regroupement supérieur. Pour ce faire, une entité doit prendre en compte tous les éléments pertinents qui sont disponibles à la date de l'évaluation. Ces éléments pertinents comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la manière dont la performance du modèle économique et des actifs financiers détenus au sein de ce modèle économique est évaluée et dont elle est remontée aux principaux dirigeants de l'entité ;
- les risques qui ont un effet sur la performance du modèle économique (et sur les actifs financiers détenus au sein de ce modèle économique) et, en particulier, la manière dont ces risques sont gérés ;
- la manière dont les dirigeants de l'entreprise sont rémunérés (la rémunération est par exemple basée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, la valeur et les dates des ventes telles que celles-ci ont été prévues dans les exercices précédents, les motifs de ces ventes et les prévisions concernant les activités de ventes à l'avenir.

Dans une large mesure le Groupe pbb cumule ses actifs financiers pour déterminer le critère de modèle économique au niveau des secteurs. Toutefois, dans le segment Real Estate Finance (REF), les transactions à syndiquer constituent un portefeuille spécial. En outre, le segment Secondaire (NC) est divisé en un portefeuille destiné à être détenu et un portefeuille destiné à être détenu et vendu. En outre, le poste Consolidation et ajustements (C&A) comprend les portefeuilles destinés à être détenus ainsi que le portefeuille de liquidités, pour lequel il existe une intention de détention et de vente.

Conformément à l'IFRS 9 B4.1.3A, le modèle économique peut être maintenu dans le but de percevoir des flux de trésorerie contractuels même si l'entité vend les actifs financiers dans certains cas particuliers. Ces exceptions peuvent être motivées par une augmentation du risque de crédit de l'actif financier que le Groupe pbb mesure entre autres par le rapport prêt-valeur du financement ou par une modification de la non-investment grade. Les autres exceptions concernent les ventes d'actifs financiers avec une courte durée résiduelle si les produits réalisés se rapprochent des flux de trésorerie restants. Par ailleurs, les ventes peuvent être cohérentes par rapport au modèle économique de conservation pour percevoir les flux de trésorerie contractuels si ces ventes sont occasionnelles (et ce même si elles sont significatives en termes de valeur) ou si elles sont d'une valeur non significative, que ce soit de manière individuelle ou cumulée (et ce même si elles sont fréquentes). Pour établir le niveau de signification, le Groupe pbb fixe entre autres le volume des actifs vendus par rapport au volume total du portefeuille auquel les actifs appartiennent.

Si les flux de trésorerie sont réalisés d'une manière différente des attentes du Groupe pbb au moment de l'évaluation du modèle d'affaires, cela n'entraîne pas d'erreur de la période précédente dans les états financiers de l'entité et ne modifie pas la classification des actifs financiers restants détenus dans le cadre de ce modèle d'affaires. La condition préalable est que pbb ait pris en compte toutes les informations pertinentes disponibles au moment de l'évaluation du modèle économique. Il peut y avoir un écart par rapport au modèle d'entreprise si, par exemple, plus ou moins d'actifs que prévu lors de la classification des actifs ont été vendus. Un tel écart existe dans le Groupe pbb pour les actifs financiers évalués au coût amorti dans le segment NC. Étant donné que toutes les informations pertinentes disponibles au moment de l'évaluation ont été prises en compte pour ces actifs, ils continuent d'être évalués au coût amorti.

Le Groupe pbb doit reclasser les actifs financiers si cela modifie le modèle économique de gestion de ces actifs financiers. Ces modifications, conformément à l'IFRS 9 B4.41, qui devraient être très rares sont décidées par les instances dirigeantes suite à des modifications significatives en externe ou en interne et suite à des modifications qui peuvent être démontrées en externe. Cela peut concerner par exemple les regroupements d'entreprises ou l'arrêt des activités. Il n'y a pas eu de reclassement d'actifs financiers sur les exercices 2025 et 2024.

La deuxième étape de la classification pour une entité consiste à classer un actif financier en fonction des caractéristiques du flux de trésorerie contractuel (critère du flux de trésorerie contractuel). Pour ce faire, une entité doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. Les intérêts correspondent à la prise en compte de la valeur temps de l'argent pour le risque de crédit lié au montant du principal restant dû pour une période de temps donnée, ainsi que pour d'autres risques et d'autres coûts de base liés aux prêts (par exemple le risque de liquidité), avec une marge de bénéfice. Lorsqu'il évalue les flux de trésorerie contractuels, le Groupe pbb tient également compte des produits dérivés qui sont incorporés au contrat hôte. Par exemple, si un levier augmente la volatilité des flux de trésorerie contractuels, le critère du flux de trésorerie contractuel ne sera pas rempli. En outre, pour les financements d'entités structurées sans droit de recours sur des actifs spécifiques de l'emprunteur ou sur des paiements provenant de ces actifs, il convient d'évaluer s'il existe en premier lieu un risque de prêt ou un risque d'investissement. S'il y a principalement un risque d'investissement et non pas un risque de prêt, le critère du flux de trésorerie contractuel ne sera pas rempli. Le Groupe pbb évalue cette distinction en se basant sur le rapport prêt-valeur à la date de la première comptabilisation de l'actif financier.

Lors de la comptabilisation initiale, une entité peut déterminer de manière irrévocable qu'un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat si cela permet d'éliminer ou de réduire de manière significative une incohérence au niveau de l'évaluation ou de la comptabilisation qui surviendrait en cas d'évaluation des actifs ou des passifs ou en cas de comptabilisation par un autre moyen des profits et des pertes réalisés sur ces actifs (on parle d'option de juste valeur). Le Groupe pbb n'utilise pas l'option de juste valeur pour les actifs financiers.

Les passifs financiers non dérivés doivent être évalués au coût amorti, sauf s'ils sont détenus à des fins commerciales ou s'ils sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le Groupe pbb n'a pas émis d'instruments financiers composés avec plusieurs produits dérivés incorporés.

Le montant de la variation au niveau de la juste valeur des passifs financiers qui est attribuable aux modifications du risque de crédit pour ce passif doit figurer dans les autres éléments du résultat global et le montant restant de la variation doit figurer dans le compte de résultat. Le Groupe pbb n'a pas de passifs financiers non dérivés évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et il n'utilise pas l'option de juste valeur pour les passifs financiers. Les produits dérivés doivent être évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat comme auparavant, sauf s'ils sont utilisés comme des instruments de couverture dans le cadre de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Conformément à l'IFRS 9, les instruments financiers non dérivés du Groupe pbb sont classés et évalués de la façon suivante :

- Segment « Real Estate Finance » (REF) : Les instruments financiers non dérivés sont principalement évalués au coût amorti (modèle économique : l'actif financier est détenu au sein d'un modèle économique dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels). Les exceptions sont les suivantes :
 - o les actifs financiers ou les parties d'actifs financiers pour lesquels il existe une intention de syndication (modèle économique : l'actif financier n'est pas détenu au sein d'un modèle économique dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels ni au sein d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir des flux de trésorerie et de vendre des actifs financiers). Ces actifs doivent être comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.
 - o Le financement d'entités structurées sans droit de recours sur d'autres actifs du débiteur ni sur les paiements provenant de ces actifs, lorsqu'il existe principalement un risque d'investissement. Ceux-ci doivent être comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.
- Segment secondaire (NC) : Les instruments financiers non dérivés sont principalement évalués au coût amorti (modèle économique : l'actif financier est détenu au sein d'un modèle économique dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels). Les exceptions sont les suivantes :
 - o Les actifs financiers ou les parties d'actifs financiers détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir des flux de trésorerie et de vendre des actifs financiers. Ces actifs sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
 - o Les actifs financiers qui ne remplissent pas le critère de flux de trésorerie contractuel et qui doivent donc être évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.
- Portefeuilles de consolidations et ajustements (C&A) : Les instruments financiers non dérivés sont principalement évalués au coût amorti (modèle économique : l'actif financier est détenu au sein d'un modèle économique dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels). Les exceptions sont les suivantes :
 - o Les actifs financiers détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir des flux de trésorerie et de vendre des actifs financiers. Ces actifs financiers du portefeuille de liquidités sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le règlement sur l'infrastructure du marché européen (EMIR) impose une obligation de compensation pour les produits dérivés de gré à gré qui sont standardisés. Pbb utilise Eurex Clearing comme plateforme de compensation centrale pour les produits dérivés. Pour les transactions qui sont compensées avec Eurex, pbb applique la compensation sur bilan. La compensation sur bilan est appliquée pour chaque devise et elle inclut les valeurs comptables des produits dérivés ainsi que les marges calculées (et recouvrées ou créditées) par Eurex Clearing. Les valeurs comptables nettes sont indiquées dans les postes « justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture » ou « justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture ».

En accord avec le client, les flux de trésorerie contractuels d'un instrument financier dans le cadre de l'activité actuelle peuvent être renégociés ou modifiés d'une autre manière. Ces changements qui sont apportés aux conditions d'une relation contractuelle en vigueur pendant la durée du contrat sont appelés modifications. Les modifications peuvent correspondre à des renégociations commerciales dictées par le marché ou être introduites pour éviter des défauts de paiement plus importants. Il est nécessaire de vérifier si la modification est significative ou non.

Les modifications significatives sont importantes dans la mesure où, par nature, elles constituent un nouvel instrument financier. La modification peut être significative pour des raisons qualitatives (par exemple un changement au niveau de l'autre partie ou au niveau de la devise) ou quantitatives. En cas de modifications significatives, l'ancien instrument financier doit être décomptabilisé et le nouvel actif financier modifié doit être comptabilisé comme nouvel actif.

Dans le cas des modifications non significatives, les amendements convenus concernant les flux de trésorerie contractuels doivent être soustraits et la différence entre la valeur actuelle des paiements contractuels modifiés qui sont calculés de cette manière et la valeur comptable (valeur actuelle des paiements contractuels avant la modification) est comptabilisée par le biais du compte de résultat.

Les prêts comprenant un risque de défaut sont restructurés par le Groupe pbb si la situation financière de l'emprunteur s'est détériorée mais que des prévisions positives en matière de poursuite de l'activité pour l'encours de prêt restent toujours possibles. Cela est effectué par la modification des modalités correspondantes ou des accords parallèles par voie de déclaration d'intention unilatérale ou mutuelle. Les accords de restructuration doivent augmenter les possibilités de réaliser ses créances en souffrance ou, au moins, de réduire le risque de défaut de l'encours de prêt. Ils incluent généralement, entre autres, des accords moratoires, des reports d'échéances, la modification des modalités de paiement des intérêts ou du remboursement, des réductions des intérêts ou du remboursement ou la suspension des accords contractuels (par exemple des clauses financières), afin que

l'emprunteur puisse à nouveau honorer ses obligations de paiement. Le risque de crédit associé aux prêts restructurés est géré par les unités Gestion du risque de crédit du Groupe.

Comptabilisation de la dépréciation

Les règles concernant la dépréciation dans le cadre de l'IFRS 9 concernent des actifs qui sont évalués soit « au coût amorti », soit « à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global », en plus des obligations non comptabilisées telles que les engagements de prêt et les garanties financières. Les règles n'ont pas à être appliquées pour les instruments de capitaux propres. Une dépréciation est sous-entendue pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat lors de l'évaluation ultérieure. L'IFRS 9 contient un modèle en vertu duquel les provisions pour pertes de crédit peuvent être créées lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier (ou à la date à laquelle le Groupe devient partie au contrat dans le cadre de l'engagement de prêt ou de la garantie financière), sur la base des pertes de crédit potentielles qui sont attendues à ce moment-là. Dans le cadre de l'IFRS 9.5.5.17, il s'agit d'un montant objectif et pondéré en fonction des probabilités, qui est établi en évaluant toute une série de résultats et de situations possibles. Il sera précisé qu'il s'agit d'une moyenne pondérée en fonction des probabilités et pas du montant le plus probable.

Lors de la comptabilisation initiale, les dépréciations dans l'activité de prêt se fondent sur les pertes de crédit attendues au cours des douze mois suivants (on parle de niveau 1). La perte de crédit attendue sur 12 mois fait partie des pertes de crédit attendues pendant la durée de vie de l'actif et elle correspond aux pertes de crédit attendues qui sont dues aux défauts de paiement pouvant survenir au niveau de l'instrument financier dans les douze mois suivant la date de clôture du bilan. En cas d'augmentation significative du risque de crédit pour l'actif financier dans le cadre d'une évaluation ultérieure (niveau 2) ou en cas de dépréciation du crédit (niveau 3), la dépréciation doit refléter les pertes de crédit attendues pendant la durée de vie de l'actif. Le Groupe pbb n'utilise pas la démarche simplifiée pour les prêts dans les contrats de location mais il les distingue au niveau 1 et 2 des dépréciations.

On retrouve dans l'IFRS 9 la même définition de défaut que celle qui est utilisée dans le cadre réglementaire. Ainsi, un défaut intervient :

- lorsqu'il est peu probable que l'emprunteur puisse remplir ses obligations de paiement, ou
- lorsque l'emprunteur a des retards de paiement importants supérieurs à 90 jours.

Le Groupe pbb établit les pertes de crédit attendues au cas par cas.

Le Groupe pbb a créé des critères de vérification pour l'attribution des trois niveaux de dépréciation prévus par l'IFRS 9 qui sont très étroitement liés aux méthodes ainsi qu'aux instruments de crédit et de surveillance des risques. Par ailleurs, la pratique de la gestion du risque de crédit donne lieu à une intensification de la supervision au fur et à mesure que le niveau de dépréciation augmente. Chaque actif financier qui n'a pas besoin d'être évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat doit être classé au niveau 1 lors de la comptabilisation initiale s'il n'est pas déprécié. Un actif financier passe au niveau 2 si le risque de crédit a augmenté de manière significative mais que l'actif n'est pas déprécié. C'est le cas lorsque :

- il existe une présomption réfutable de retard de paiement de plus de 30 jours ; ou
- le produit financier a une qualification de *non-investment grade* et, à la date de clôture du bilan, la probabilité de défaut de paiement sur plusieurs années dépasse avec un coefficient d'au moins 2,5 la probabilité de défaut de paiement sur plusieurs années lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier.
- toute mesure d'abstention a été mise en œuvre pour un instrument financier performant.

Le critère du retard de paiement de 30 jours peut être réfuté par exemple dans le cas de ce que l'on appelle les « retards de paiement techniques ». Cela peut être le cas lorsque l'emprunteur transfère le montant dû vers un compte en banque erroné et qu'il répare cette erreur rapidement.

Les contreparties des prêts et des titres dont la créance s'est détériorée par rapport à la date de comptabilisation initiale mais qui ont encore une qualification *investment grade* et qui n'ont pas de retard de paiement de plus de 30 jours sont évaluées comme ayant un risque très faible au niveau de l'attribution des niveaux de dépréciation.

Un actif financier devra passer au niveau 3 s'il est déprécié. Une affaire sera dépréciée si un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur l'estimation des flux de trésorerie futurs de cet actif financier se sont produits. Les preuves qu'un actif financier est déprécié comprennent les données observables concernant les événements suivants :

- des difficultés financières significatives de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement au contrat, par exemple un défaut ou un retard de paiement ;
- pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, le Groupe pbb a accordé à l'emprunteur des concessions qu'il n'aurait pas envisagées dans un autre cas ;
- il devient probable que l'emprunteur fasse faillite ou qu'il fasse l'objet d'une autre restructuration financière ;
- la disparition d'un marché actif pour cet actif financier en raison des difficultés financières ;
- l'achat ou le montage d'un actif financier avec une forte décote qui reflète les pertes de crédit subies.

Concernant les actifs financiers dépréciés qui sont achetés ou montés (*purchased or originated credit-impaired financial assets* en anglais, POCI), seules les variations cumulées des pertes de crédit attendues au cours de la durée de vie de l'actif à par tir de la comptabilisation initiale doivent être comptabilisées comme des provisions pour pertes à la date de clôture du bilan. Pour ces actifs financiers, les pertes de crédit attendues doivent être décomptées en utilisant le taux d'intérêt effectif ajusté au crédit qui a été déterminé lors de la comptabilisation initiale. Le taux d'intérêt effectif ajusté au crédit doit être appliqué au coût amorti défini lors de la comptabilisation initiale. La comptabilisation des produits d'intérêts devra être calculée de cette manière pour l'ensemble des échéances, et ce même si l'emprunteur se redresse. Les produits d'intérêts sont attribués à l'actif POCI et les remboursements reçus doivent être comptabilisés comme des remboursements. Le Groupe pbb n'a pas acheté ni créé d'actifs financiers ayant subi une perte de crédit au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024.

Le Groupe pbb utilise principalement une démarche par modèles pour calculer le montant des pertes de crédit attendues. Les paramètres de risques réglementaires (probabilité de défaut de paiement/PD, et pertes en cas de défaut de paiement/LGD) ainsi que les informations contractuelles, par exemple les flux de trésorerie convenus par contrat, sont utilisés comme base pour calculer le montant des pertes de crédit pour les instruments financiers de niveau 1 et 2. Le degré d'exposition découle de la

comparaison entre les flux de trésorerie convenus par contrat et les flux de trésorerie attendus. Les paramètres de risques qui sont énumérés ci-dessus sont combinés au niveau d'exposition pour déterminer les pertes attendues. Les flux de trésorerie attendus tiennent compte, entre autres, des prévisions relatives aux remboursements anticipés (appelés « taux de remboursement anticipé »), des prolongations prévues des prêts (appelées « taux de prolongation ») et des prélèvements attendus sur les parties non utilisées d'un engagement (appelés « facteur de conversion de crédit » ou FCC). Le paramètre de risques PD est calculé pour chaque emprunteur à l'aide de méthodes de notation propres à chaque client. Plusieurs facteurs de risques propres à chaque client, comme le ratio d'endettement, les indicateurs de rentabilité et les indicateurs quantitatifs similaires constituent des facteurs d'entrée au niveau de la méthode de notation. Le paramètre de risques LGD est calculé à l'aide de modèles LGD spécifiques dans lesquels les ratios de rentabilité qui sont particulièrement prévus pour l'aliénation de garanties ou d'autres parties de l'actif, le rapport propre à la transaction entre les garanties actuelles et la valeur comptable du prêt, et le délai prévu avant la réception des paiements, constituent des facteurs d'entrée importants. Ces méthodes de notation PD et ces modèles LGD constituent également des méthodes utilisées comme approche pour l'évaluation et le contrôle des risques.

Les paramètres réglementaires de risque sont transformés de manière adéquate pour remplir les exigences de l'IFRS 9. Cela comprend notamment la déduction des ajustements prudents qui sont utilisés à des fins réglementaires, la prise en compte de facteurs macro-économiques dans le cadre de ce qu'on appelle la transformation à un moment précis et la transition depuis un taux d'actualisation réglementaire vers le taux d'intérêt effectif exigé par l'IFRS 9. Les transformations garantissent notamment que les paramètres de risques ne sont pas biaisés. Les données historiques sur la migration des notations ainsi que les prévisions des développements macro-économiques (par exemple : la croissance économique par pays, le taux deswap à 5 ans par devise et – pour les financements immobiliers – le développement des valeurs de marché des garanties différenciées par types d'objets et par régions) sont utilisées pour déterminer les probabilités de défaut sur plusieurs années. Pour ce faire, des informations dépendant du type de client sont utilisées. Le Groupe pbb prévoit des indicateurs pertinents en se basant sur des analyses internes et sur des données disponibles en externe. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif sur l'actif financier, donc sur la valeur comptable brute (valeur comptable avant provision pour risque).

Pour déterminer les probabilités de défaut à un moment donné, on utilise les projections macroéconomiques publiées, par exemple, par la BCE, d'autres banques centrales et des instituts de recherche économique en ce qui concerne le produit intérieur brut. Seule la prévision relative à l'année 2026 est utilisée pour les affaires qui relèvent des provisions du Niveau 1. Les prévisions établies jusqu'à l'année 2029 sont utilisées pour les affaires qui relèvent des provisions du Niveau 2. À compter de 2030, un modèle de convergence vers la moyenne à long terme sera appliqué.

Au 31 décembre 2025, le Groupe pbb a comptabilisé un ajustement temporaire des pertes de crédit attendues sous la forme d'une majoration discrétionnaire afin de refléter la situation actuelle en matière de risques liés au financement immobilier aux États-Unis. La superposition de gestion est décrite en détail dans la note intitulée « Actifs financiers au coût amorti après corrections pour pertes de crédit (notamment les créances résultant de contrats de location-financement) ». Au 31 décembre 2024, le Groupe pbb n'avait procédé à aucun ajustement des pertes de crédit attendues sous la forme d'une majoration de gestion, estimant que la provision pour risque calculée à partir du modèle reflétait de manière adéquate la situation actuelle en matière de risque.

La perte de crédit attendue pour la dépréciation de niveau 3 est déterminée sur la base des flux de trésorerie individuels dans plusieurs scénarios pondérés en fonction de la probabilité. La provision pour risque correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus. Cette dernière est calculée à l'aide du taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie futurs attendus tiennent compte de la possibilité de réalisation des garanties fournies, telles que les charges foncières/hypothèques. Les produits d'intérêts sont calculés à l'aide du taux d'intérêt effectif sur le coût amorti de l'actif financier.

Les incertitudes liées au climat constituent des facteurs de risque qui sont généralement pris en compte de manière implicite dans les modèles utilisés pour déterminer les pertes de crédit attendues. Dans le segment REF, par exemple, les prêts sont garantis par les biens immobiliers financés. Les risques à long terme dans le portefeuille de pbb concernent principalement certains risques physiques et des risques transitoires pouvant découler de nouvelles réglementations en matière de durabilité et d'environnement, de la tarification du CO2 et de l'évolution du sentiment du marché. En raison des exigences relatives au pool de couverture dans l'activité des Pfandbriefe, l'emprunteur est généralement tenu de souscrire une assurance adéquate contre les dommages résultant d'événements liés à des risques physiques. Les risques de transition se reflètent indirectement dans les valeurs de marché des biens immobiliers. Étant donné que les valeurs de marché des biens immobiliers sont généralement dérivées de transactions comparables sur le marché immobilier, la part des incertitudes liées au climat dans les pertes de crédit attendues ne peut être isolée. Par conséquent, il n'est généralement pas possible de déterminer si, ou pour quels contrats de financement immobilier, les niveaux de dépréciation ont changé en raison d'incertitudes liées au climat.

Un actif financier doit être radié en utilisant la dépréciation comptable existante si un recouvrement n'est pas possible sur la base d'un jugement adéquat. C'est généralement le cas si, lors du processus d'exécution de la garantie, il reste encore une créance impayée et qu'il est probable qu'aucun autre montant ne puisse être attendu de la part de l'emprunteur (par exemple en cas d'insolvabilité ou de manque de fonds). Pour les prêts radiés et pour certaines exceptions justifiées, le Groupe pbb tente de percevoir la créance impayée dans sa totalité ou au moins en partie grâce à des mesures d'exécution.

En juin 2025, pbb a décidé de mettre définitivement fin à ses activités aux États-Unis et entend réduire, titriser ou céder son portefeuille dans ce pays de manière à préserver sa valeur. Dans le cadre de ce processus, pbb a conclu en décembre 2025 un transfert de risque significatif (TRS) sur une base synthétique avec plusieurs fonds gérés par Oaktree Capital Management, L.P. (« Oaktree »), un gestionnaire d'investissements mondial dont le siège social est sis aux États-Unis. Oaktree a pris en charge la couverture du risque de crédit pour une tranche mezzanine de la majeure partie du portefeuille américain non performant de pbb, d'un montant d'environ 321 millions de dollars américains. Le portefeuille américain sous-jacent se compose principalement de prêts garantis par des immeubles de bureaux. Au 31 décembre 2025, les prêts sous-jacents avaient une valeur comptable de 1 791 millions d'euros et une juste valeur de 1 758 millions d'euros, dont 95 % ont été comptabilisés dans le transfert de risque significatif. La tranche mezzanine prend effet après une tranche de première perte à la charge de pbb. Les prêts sous-jacents ont fait l'objet de provisions pour pertes de crédit de niveau 2 au 31 décembre.

Dans le cadre de l'opération de TRS, Oaktree a souscrit à un titre de créance indexé sur le crédit et portant intérêt, émis par pbb et garanti en espèces par Oaktree à hauteur du montant de la tranche mezzanine. Les prêts sous-jacents figurent toujours au bilan du Groupe pbb et continuent de générer des produits d'intérêts, tandis que la prime versée au titre du TRS sera comptabilisée en charges d'intérêts. Des provisions pour risques doivent continuer à être constituées pour les prêts sous-jacents. Si un remboursement provenant du TRS est prévisible, un actif distinct doit être comptabilisé. Cela signifie que les éventuels défauts de paiement sont largement couverts par les provisions pour risques existantes et par le TRS. Les charges potentielles liées à de futures dotations aux provisions pour risques sont partiellement compensées par la comptabilisation des créances de remboursement.

Comptabilité de couverture

Tant que les règles sur la comptabilité de macrocouverture n'ont pas été adoptées, l'IASB offre la possibilité d'appliquer les anciennes règles de l'IAS 39. Concernant la comptabilité de couverture, le Groupe pbb a exercé l'option de comptabilité lui permettant de maintenir la réglementation actuelle de l'IAS 39. La comptabilité des relations de couverture figure dans la partie « notes sur les transactions dérivées et les éléments de couverture ».

Déclarations/Notes

IFRS 7 (« Instruments financiers ») : Déclarations et l'IFRS 13 (« Évaluation de la juste valeur ») exigeaient de déclarer les informations en fonction des classes d'instruments financiers. Le Groupe pbb a principalement suivi les catégories d'évaluation de l'IFRS 9 - subdivisées en produits des prêts et des avances et en titres de créances, ainsi qu'en dettes envers les autres banques, dettes envers les clients, obligations au porteur et passifs de second rang - avec les engagements de prêts irrévocables, les garanties financières, les dérivés de couverture et les réserves de trésorerie, ainsi que les créances résultant de contrats de location-financement.

Les déclarations spécifiques exigées par l'IFRS 7 figurent dans le rapport sur les risques et opportunités, par exemple au niveau du risque de crédit, du risque de marché et du risque de liquidité.

8. Contrats de location.

Comme le stipule l'IFRS 16, un contrat de location confère le droit d'utiliser un actif pour une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie.

Le Groupe pbb en tant que bailleur

Lors de la première comptabilisation d'un contrat de location, les preneurs comptabilisent un passif locatif ainsi qu'un actif au titre du droit d'utilisation. Le passif locatif est évalué à la valeur actualisée des loyers futurs ; en parallèle, les preneurs comptabilisent les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation à hauteur de la valeur actualisée du passif locatif. L'actualisation est basée sur le taux d'intérêt sous-jacent au contrat de location ou, si ce taux n'est pas aisément disponible, sur le taux d'emprunt marginal du Groupe pbb pour le contrat de location concerné. En général, les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée prévue du contrat de location. Toutes les obligations de paiement du preneur au titre des contrats de location sont ensuite évaluées au coût amorti selon la méthode des intérêts réels. La dette de location est réévaluée lorsque les paiements de location futurs sont modifiés en raison d'un changement du taux d'indice, ou lorsque le Groupe pbb modifie son appréciation quant à l'exercice des options de prolongation ou de résiliation. Dans le cas d'une telle réévaluation de la dette de location, la valeur comptable de l'actif lié au droit d'utilisation est également ajustée en conséquence.

Le Groupe pbb déclare les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation dans les « actifs corporels », tandis que les passifs locatifs sont déclarés dans le poste « autres passifs ». L'amortissement des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation est comptabilisé dans la note sur le « résultat net des réductions de valeur et des réévaluations d'actifs non financiers ». Les charges d'intérêt résultant des passifs locatifs sont déclarées dans le poste « produits d'intérêts nets ».

Le Groupe pbb en tant que preneur à bail

En tant que bailleur, le Groupe pbb a souscrit uniquement des contrats de location-financement. En ce qui concerne les contrats de location-financement, la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué a été transférée au preneur. Le bailleur comptabilise des créances à hauteur de la valeur de l'investissement net. Les loyers perçus sont divisés en deux parties : une partie correspondant aux intérêts qui est comptabilisée par le biais du compte de résultat et une partie correspondant au principal.

Le Groupe pbb présente les prêts et avances provenant de contrats de location-financement dans les actifs financiers au coût amorti. Les produits d'intérêts découlant des contrats de location-financement sont déclarés dans les produits d'intérêts nets.

9. Réserve de trésorerie.

La réserve de trésorerie contient les soldes auprès des banques centrales qui sont évalués au coût.

10. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprennent les justes valeurs positives des produits dérivés autonomes ainsi que les actifs financiers non dérivés suivants :

- Prêts et avances, titres de créance, parts dans des fonds d'investissement et dans des entités qui ne sont pas évalués avec une mise en équivalence en raison de leur caractère négligeable et qui ne remplissent pas le critère de flux de trésorerie contractuel.
- Parties des actifs financiers pour lesquelles il existe une intention de syndication.

Les actifs financiers de cette partie du bilan sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur au cours d'une période affectent le résultat au niveau du poste « produits nets de l'évaluation à la juste valeur » du compte de résultat. Les versements d'intérêts et les amortissements pour ces postes figurent dans les « produits d'intérêts nets ».

11. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global.

Le poste « actifs financiers à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global » comprend les prêts et avances ainsi que les titres de la catégorie d'évaluation « à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global ». Il s'agit d'actifs financiers non dérivés qui remplissent le critère de flux de trésorerie contractuel de l'IFRS 9 et qui sont détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif consiste à la fois à percevoir des flux de trésorerie et à vendre des actifs financiers. Les parties des titres de créance et des avances au niveau du Portefeuille de valeurs et de la consolidation et l'ajustement remplissent ces critères.

Les actifs financiers de cette partie du bilan sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur au cours d'une période figurent dans les « autres éléments cumulés du résultat global » des actifs et n'affectent pas le résultat. Les paiements et les amortissements d'intérêts pour ce poste figurent dans les produits d'intérêts nets. Les dépréciations des trois niveaux prévus par l'IFRS 9 figurent dans les « produits nets des provisions pour risques » au niveau du compte de résultat et dans les « autres éléments cumulés du résultat global » au niveau de l'état de la situation financière. Les profits ou les pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global figurent dans les « produits nets des réalisations ».

12. Actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit.

Le poste « actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit » comprend les prêts et les avances ainsi que les titres de la catégorie d'évaluation « au coût amorti ». Il s'agit d'actifs financiers non dérivés qui répondent au critère des flux de trésorerie de la norme IFRS 9 et qui sont détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels. Les titres de créance et les créances du segment Real Estate Finance satisfont à ces critères à condition qu'ils ne soient pas destinés à la syndication et qu'il ne s'agisse pas de financements sans recours accordés à des entités structurées, sans recours sur des actifs spécifiques du débiteur ni sur les paiements provenant de ces actifs, lorsqu'il existe principalement un risque d'investissement. En outre, les parties des segments « Secondaire » et « Consolidation et Ajustements » qui satisfont au critère de flux de trésorerie et sont détenues dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sont comptabilisées au coût amorti.

Les actifs financiers correspondant à ce poste du bilan sont évalués au coût amorti. Les produits et les charges des intérêts pour ce poste figurent dans les « produits d'intérêts nets ». Les dépréciations des trois niveaux prévus par l'IFRS 9 figurent dans les « produits nets des provisions pour risques » au niveau du compte de résultat. Les actifs sont présentés avant et après les dépréciations dans la partie « produits » de la situation financière. Les profits ou les pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global figurent dans les « produits nets des réalisations ».

13. Justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture.

Le poste « justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture » comprend la juste valeur des produits dérivés qui sont soumis à la comptabilité de couverture et qui ont une valeur positive. Étant donné que le Groupe pbb ne désigne pas de dérivés en comptabilité de couverture des flux de trésorerie, la position ne comprend plus que des dérivés de la comptabilité de couverture de la juste valeur et du portefeuille de couverture des risques de taux d'intérêt ; dans une moindre mesure, des risques de change. Ces produits dérivés sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sur une période affectent le résultat au niveau du poste « produits nets de la comptabilité de couverture » du compte de résultat. Les versements d'intérêts et les amortissements pour ces postes figurent dans les « produits d'intérêts nets ».

14. Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (actifs)

Le poste « Ajustement de la valeur de la comptabilité de couverture du portefeuille (actifs) » comprend les justes valeurs qui sont soumises à des risques couverts dans les flux de trésorerie couverts au sein des portefeuilles d'éléments couverts du côté des actifs. Dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille, les risques de taux d'intérêt associés aux prêts et aux avances ainsi qu'aux engagements sont couverts par portefeuilles.

15. Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence.

Le poste « Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence » comprend les titres de participation dans des sociétés associées qui sont intégrées dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence en raison de leur importance relative. Les dépréciations et les reprises de valeur concernant les sociétés associées sont comptabilisées dans la ligne « Pertes de valeur sur les sociétés évaluées selon la méthode de la mise en équivalence ».

16. Actifs corporels.

Les actifs corporels sont généralement évalués au coût d'achat ou au coût de production.

Les valeurs comptables sont amorties selon une méthode linéaire conformément à la durée d'utilité prévue pour les actifs. En outre, les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation chaque année ou dès qu'il existe un indice laissant supposer que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur ou que sa durée de vie utile restante pourrait avoir diminué. Si les raisons de la dépréciation n'existent plus, un montant ne dépassant pas le coût amorti ou le coût de production est contrepassé par le biais du compte de résultat. En ce qui concerne les équipements des immeubles locatifs, les calculs se basent sur la durée du contrat en tenant compte des options de prolongation si cette durée est inférieure à la durée d'utilité normale.

Voici la durée d'utilité normale par type d'actif :

- Équipements situés dans des immeubles loués : de 5 à 15 ans
- Équipement informatique (au sens large) : de 3 à 5 ans
- Autres équipements d'exploitation : de 3 à 25 ans

Le coût d'achat ou les coûts de conversion ultérieurs sont inscrits si la société en retire un avantage économique supplémentaire. Les frais de maintenance des actifs corporels sont comptabilisés en résultat sur l'exercice au cours duquel ils ont été dégagés.

Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont déclarés dans le poste « actifs corporels ». La comptabilisation des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation est décrite dans la note « contrats de location ».

17. Actifs incorporels.

Les principaux éléments comptabilisés en actifs incorporels sont les logiciels achetés et créés en interne. Le *goodwill*, les marques et les relations clients ne sont pas inscrits.

Les logiciels sont des actifs incorporels avec une durée d'utilité déterminée. Les logiciels achetés sont évalués au coût d'achat amorti. Les logiciels générés en interne seront capitalisés s'il est probable que le Groupe en tirera des avantages économiques futurs et si les dépenses peuvent être évaluées de manière fiable. Les charges admissibles pour l'inscription à l'actif des logiciels créés en interne comprennent les frais externes de matériels et de services qui sont directement attribuables à la création du logiciel utilisé par la société, ainsi que les frais de personnel pour les salariés qui y sont directement associés. Les logiciels sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile prévue de trois à huit ans. En outre, les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité déterminée sont testés en termes de dépréciation tous les ans ou chaque fois qu'un élément indique que l'actif incorporel peut être déprécié ou que sa durée d'utilité s'est réduite.

18. Autres actifs.

Les autres actifs comprennent les garanties qui sont données au titre des charges bancaires. Les garanties sont comptabilisées au coût amorti. La valeur au bilan de la garantie est indiquée dans la note « Actifs donnés en garantie ». La comptabilisation des garanties est présentée dans la note « Passifs éventuels, autres obligations et actifs éventuels ».

En outre, ce poste comprend le paiement, le 30 décembre 2025, du prix d'achat de base d'un montant de 43 millions d'euros pour l'acquisition des sociétés suivantes du groupe Deutsche Investment : 89,9 % de Deutsche Investment Kapitalverwaltung AG, 74,9 % de Deutsche Investment Retail GmbH, 100 % de EB Immobilienmanagement GmbH, 100 % de B worx Project GmbH et 100 % de B worx Service GmbH. B worx Service GmbH détient 100 % de B worx Facility Management GmbH. Le transfert de la propriété légale et du contrôle des sociétés a eu lieu après la date de clôture du bilan.

19. Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat contiennent les justes valeurs négatives des produits dérivés autonomes. Les passifs financiers correspondant à ce poste du bilan sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur au cours d'une période affectent le résultat au niveau du poste « produits nets de l'évaluation à la juste valeur » du compte de résultat. Les versements d'intérêts et les amortissements pour ces postes figurent dans les « produits d'intérêts nets ».

20. Passifs financiers évalués au coût amorti

Le poste « Passifs financiers évalués au coût amorti » comprend tous les passifs financiers non dérivés. Les passifs financiers correspondant à ce poste du bilan sont évalués au coût amorti. Les produits et les charges des intérêts pour ce poste figurent dans les « produits d'intérêts nets ». Les profits ou les pertes résultant de la décomptabilisation des passifs financiers évalués au coût amorti apparaissent dans les « produits nets de la comptabilité de couverture ». Ces décomptabilisations peuvent entraîner des remboursements anticipés de la part des emprunteurs.

Entre autres éléments, le poste « Passifs financiers évalués au coût amorti » contient des passifs de second rang. En cas d'insolvabilité ou de liquidation, les passifs de second rang ne peuvent être remboursés qu'une fois que toutes les créances qui ne sont pas de second rang ont été satisfaites. Pour certains instruments de passifs de second rang, les titulaires participent aux pertes nettes ou aux bénéfices nets non répartis et non affectés. De plus, le droit à intérêt peut être interrompu ou diminué dans des conditions particulières. Pour les autres instruments, le remboursement d'intérêts ne cesse qu'en cas de perte nette au niveau des bénéfices non répartis et non affectés, qui peut être rattrapée en fonction de la structuration.

En vertu de l'IAS 32, les instruments de capitaux de second rang émis par les sociétés du Groupe pbb étaient classés comme passifs financiers ou comme instruments de capitaux propres en fonction de la teneur des accords contractuels et des définitions du passif financier et des instruments de capitaux propres.

21. Justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture

Le poste « justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture » comprend la juste valeur des produits dérivés qui sont soumis à la comptabilité de couverture et qui ont une valeur négative. Étant donné que le Groupe pbb ne désigne pas de dérivés en comptabilité de couverture des flux de trésorerie, la position ne comprend plus que des dérivés de la comptabilité de couverture de la juste valeur et du portefeuille de couverture des risques de taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, des risques de change. Ces produits dérivés sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sur une période affectent le résultat au niveau du poste « produits nets de la comptabilité de couverture » du compte de résultat. Les versements d'intérêts et les amortissements pour ces postes figurent dans les « produits d'intérêts nets ».

22. Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (passif).

Le poste « Ajustement de la valeur de la comptabilité de couverture du portefeuille (passif) » comprend les justes valeurs qui sont soumises à des risques couverts dans les flux de trésorerie couverts au sein des portefeuilles d'éléments couverts du côté des passifs. Dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille, les risques de taux d'intérêt associés aux prêts et aux avances ainsi qu'aux engagements sont couverts par portefeuilles.

23. Provisions

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision sera comptabilisée quand une entité possède une obligation actuelle résultant d'un événement passé, quand il est probable qu'un décaissement de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire afin d'honorer l'obligation et quand il est possible d'estimer le montant de l'obligation de manière fiable. Conformément à l'IAS 37 point 15, dans de rares cas, il n'est pas évident de savoir s'il s'agit d'une obligation actuelle. Dans ces cas, un événement passé est réputé donner lieu à une obligation actuelle si, en tenant compte de toutes les preuves disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une obligation actuelle existe au terme de la période comptable. Dans de rares cas, par exemple dans le cadre d'un procès, le fait que certains événements aient eu lieu ou que ces événements découlent d'une obligation actuelle peut être contesté. Dans ce cas, pbb détermine l'existence d'une obligation actuelle à la clôture de la période déclarative en tenant compte de l'ensemble des éléments disponibles, y compris, par exemple, des avis d'experts.

En vertu de l'IAS 37 point 36 et suivants, la meilleure estimation est utilisée pour évaluer les provisions pour passifs éventuels et pertes éventuelles attribuables aux transactions en cours. Les provisions à long terme sont généralement actualisées avec un taux d'intérêt qui reflète les évaluations actuelles de la valeur temporelle des fonds et des risques spécifiques au passif et si le taux d'intérêt est positif.

Les provisions au titre des engagements et des garanties données sont comptabilisées sur la base des règles de dépréciation de l'IFRS 9 et déclarées en « provisions ».

Les provisions pour les régimes à prestations définies sont calculées selon les rapports actuariels conformément à l'IAS 19. Elles sont évaluées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Le montant de la provision est égal au passif dit net au titre des prestations définies, qui est la différence entre la valeur actuelle de l'obligation à prestations définies et la juste valeur des actifs du régime. Pbb a clôturé les actifs du régime sous la forme d'une police d'assurance éligible dans le but de couvrir des parties du risque associé aux obligations liées aux prestations définies. La réassurance est garantie au profit des bénéficiaires du régime.

Le calcul du passif net au titre des prestations définies repose sur des hypothèses actuarielles financières et démographiques. Une hypothèse démographique correspond par exemple à la mortalité, pour laquelle pbb a recours à des tableaux d'orientation. Dans les hypothèses actuarielles financières, le taux d'actualisation a la plus forte incidence sur le montant du passif au titre des prestations définies. Le taux d'intérêt utilisé pour l'évaluation est établi selon les rendements du marché des obligations d'entreprise de qualité supérieure à intérêt fixe à la clôture de la période déclarative.

L'intérêt net sur le passif au titre des prestations définies est calculé en multipliant le passif au titre des prestations définies par le taux d'actualisation. Le calcul est réalisé au début de l'exercice en tenant compte de toutes les variations du passif net au titre des prestations définies en raison des paiements des cotisations et des prestations au cours de la période. L'intérêt net sur le passif au titre des prestations définies figure dans le compte de résultat avec tous les autres effets des obligations au titre des prestations définies et des actifs du régime, au niveau des frais administratifs et généraux dans le poste « charges de retraite et charges connexes liées aux avantages sociaux des employés ».

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies découlent des profits et des pertes actuariels ainsi que du rendement des actifs du régime, à l'exception des montants qui sont inclus en intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies. Des réévaluations du passif net au titre des prestations définies sont indiquées en capitaux propres, au poste « profits/pertes des obligations de retraite ». Les variations de réévaluation du passif net au titre des prestations définies au cours d'une période figurent au sein de l'état du résultat global. Des profits et des pertes actuariels sont provoqués par des augmentations ou des diminutions de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies en raison des changements des hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les variations du taux d'actualisation ont généralement la plus forte incidence sur les profits et les pertes actuariels.

Comme d'autres établissements financiers allemands, le Groupe pbb est membre du fonds de pension BVV Versorgungskasse des Bankgewerbes e.V. (« BVV »). Le Groupe pbb en tant qu'employeur, au même titre que les salariés éligibles, verse des cotisations régulières aux régimes de retraite de BVV. Les tarifs d'assurance de BVV sont calculés et pensés de manière à assurer des versements de retraite fixes plus des participations aux bénéfices. Chaque entité membre de BVV est responsable subsidiaire des droits de retraite de ses salariés éligibles. Le Groupe pbb classe le régime de retraite de BVV comme un régime à prestations définies mais il le déclare à des fins de comptabilité comme un régime à cotisations définies car l'information disponible n'est pas suffisante pour le reconnaître comme un régime à prestations définies. Le Groupe pbb considère que le risque d'être redevable d'obligations de retraite en raison de sa responsabilité subsidiaire est très faible et aucune provision n'est comptabilisée à cet égard.

24. Autres passifs.

Les charges à payer constituent un poste des « autres actifs ». Elles incluent également les montants à court terme à verser aux salariés, les crédits au titre de la flexibilité du temps de travail et les congés payés par exemple. Les passifs à payer sont comptabilisés à hauteur du montant qui sera probablement déboursé. Si les obligations indiquées dans cette note ne peuvent pas être quantifiées de manière précise à la date de clôture du bilan et si les critères précisés à l'IAS 37 au titre de la comptabilisation des provisions sont réunis, ces éléments doivent être déclarés en provisions. Les passifs locatifs constituent un autre poste des « autres passifs » et leur comptabilisation est décrite dans la note « contrats de location ».

25. Capitaux propres.

Les capitaux propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ainsi que les autres instruments de capitaux propres (capital AT1). Les capitaux propres attribuables aux actionnaires comprennent le capital souscrit, le capital d'apport supplémentaire, les bénéfices non répartis, le résultat consolidé et les autres éléments cumulés du résultat global. Les autres éléments cumulés du résultat global comprennent les réserves pour les réévaluations des engagements à prestations définies

(profits ou pertes résultant des obligations de retraite), pour la comptabilité de couverture de flux de trésorerie et pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global (JVAERG).

Le capital AT1 est classé en capitaux propres puisqu'il n'y a pas d'obligation de rembourser le capital ni d'assurer le service courant de la dette. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission de capital AT1 et aux coupons rémunérés sont directement déduits des capitaux propres.

26. Paiement fondé sur des actions

Depuis l'exercice 2016, conformément au règlement allemand sur la rémunération dans les institutions financières (Institutsvergütungsverordnung - InstVergV), la structure de paiement de la rémunération liée à la performance du Groupe pbb pour les membres du Comité de direction et certains employés dont les activités ont une influence significative sur le profil de risque global du Groupe pbb est divisée en une partie versée et une partie dite de report. 50 % de la partie versée sont payés en espèces au cours de l'exercice suivant. Les 50 % restants de la partie versée sont liés économiquement à la performance du cours de l'action pbb et sont versés après une période de conservation. La période d'ajournement pour la partie de la rémunération différée est de quatre ou cinq ans. Si les éléments de rémunération différée constituent un droit, la moitié de la partie différée respective est versée en espèces. L'autre moitié est à son tour influencée économiquement par l'évolution du cours de l'action de pbb et est également versée après l'expiration d'une période de conservation.

La partie différée de la rémunération variable susmentionnée, qui est influencée en termes financiers par l'évolution du cours de l'action pbb, représente une rémunération basée sur des actions. Ce paiement fondé sur des actions ne représente pas un programme d'options sur des actions physiques, mais plutôt sur des actions virtuelles dont le montant est converti en un nombre équivalent d'actions virtuelles. Ce nombre équivalent correspond au nombre d'actions virtuelles attribuées au cours de la période considérée. Le calcul du nombre d'actions virtuelles est basé sur le cours de clôture moyen Xetra de l'action pbb en février de l'année suivant l'exercice financier pour lequel la rémunération variable est octroyée (prix de souscription). Le nombre d'actions virtuelles qui en résulte est automatiquement converti en un montant en espèces après une période de détention d'un an, et payé. Au cours de l'année de paiement, ces actions virtuelles sont présentées comme « exercées au cours de la période de référence ». La conversion est basée sur le prix moyen de clôture Xetra de l'action pbb en février de l'année de versement (prix de versement). Par conséquent, la moitié de la rémunération variable des employés concernés est liée à la performance du cours de l'action pbb dans le cadre de la composante de durabilité.

La rémunération basée sur des actions peut être perdue après l'octroi si le bénéficiaire a été impliqué de manière significative ou s'il a commis des actes qui ont entraîné des pertes importantes ou une sanction réglementaire significative pour l'institution, ou s'il a gravement violé les réglementations externes ou internes pertinentes en matière d'aptitude et de conduite (§§ 18 (5), 20 IVV).

Lorsque, dans le cadre d'un paiement fondé sur des actions, le service est fourni par le bénéficiaire, le passif du Groupe pbb qui en résulte est comptabilisé à sa juste valeur par le biais du compte de résultat. La juste valeur du passif est réévaluée à chaque date de clôture, en tenant compte du cours de l'action de pbb, jusqu'à ce que le passif soit réglé, toutes les variations de la juste valeur étant comptabilisées en résultat. Le volume des paiements fondés sur des actions est indiqué dans la note intitulée « Informations relatives aux parties liées ».

27. Conversion de devises

La conversion de devises s'effectue conformément aux règles de l'IAS 21. À la date de clôture du bilan, les éléments monétaires dans une devise étrangère sont convertis en monnaie fonctionnelle. La devise de présentation est l'euro. Les éléments non monétaires qui sont indiqués dans une devise étrangère à partir du coût historique d'achat sont évalués au cours de change applicable à la date d'achat.

Les produits et les charges qui sont attribuables à la conversion de devises vers la monnaie fonctionnelle sont généralement comptabilisés en résultat dans les autres produits/charges d'exploitation nets.

L'euro est devenu la devise fonctionnelle pour toutes les entités du Groupe. Par conséquent, le groupe de sociétés consolidées ne comprend pas de sociétés issues de pays hyperinflationnistes.

28. Impôt sur le résultat.

L'impôt sur le résultat est comptabilisé et évalué conformément à l'IAS 12 et en suivant l'IFRIC 23. Hormis les exceptions qui sont définies dans la norme, les impôts différés sont calculés pour toutes les différences temporelles entre les valeurs IFRS et les valeurs fiscales (méthode du bilan). Les actifs d'impôt différé découlant du report des pertes non utilisées, des actifs d'intérêt et des crédits d'impôt sont comptabilisés conformément à l'IAS 12 point 34 et suivants lorsque cela est nécessaire.

Les impôts différés sont calculés en utilisant les taux d'imposition nationaux applicables au moment où les différences sont susceptibles d'être compensées. Les effets des modifications des taux d'imposition ou de la législation fiscale sur les actifs et passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés au cours de la période au cours de laquelle le processus législatif de fond est achevé. La réduction progressive du taux d'imposition des sociétés d'un point de pourcentage par an pour les exercices 2028 à 2032, qui a été décidée pour l'Allemagne, a été prise en compte.

S'il est peu probable que les montants reportés par pbb dans ses déclarations fiscales soient réalisés (positions fiscales incertaines), des passifs d'impôt sont comptabilisés. Le montant du passif est obtenu à partir de la meilleure estimation possible du versement d'impôt qui est attendu ou montant le plus probable de l'incertitude fiscale). Les créances fiscales dérivant de positions fiscales incertaines sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'elles soient réalisées.

Le Groupe pbb applique l'exonération de comptabilisation des impôts différés résultant de la mise en œuvre, par les pays concernés, des réglementations fiscales mondiales en matière d'imposition minimale. Le Groupe pbb a fourni les informations

requis au titre des amendements à la norme IAS 12 dans la note « Impôts sur le résultat » de la section « Informations relatives au compte de résultat ».

29. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Conformément à l'IFRS 5, un actif non courant ou un groupe d'actifs devant être cédé doit être classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable relative est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Pour reclasser un actif détenu en vue de la vente, des conditions doivent être réunies. Avant tout, il doit y avoir une intention manifeste de vendre, l'actif doit être immédiatement disponible et la cession doit être hautement probable. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le Groupe pbb ne détenait aucun actif en vue de la vente.

30. Jugements et estimations

Lors de l'élaboration des états financiers, le Groupe pbb procède à des jugements et à des estimations concernant l'avenir qui peuvent comporter un risque considérable de modification majeure au niveau des actifs et des passifs déclarés pour l'exercice suivant. Les hypothèses et les paramètres sur lesquels s'appuient les estimations reposent sur un jugement approprié. Les conditions et prévisions macroéconomiques et sectorielles sont présentées dans le rapport de gestion. Celles-ci peuvent avoir une incidence sur les décisions discrétionnaires et les estimations.

Continuité de l'activité : Les états financiers consolidés de pbb reposent sur l'hypothèse de la continuité de l'activité. Les conditions de la continuité de l'activité sont décrites dans le rapport sur les évolutions attendues.

Classification des instruments financiers (critères du modèle d'entreprise) : À des fins d'évaluation, les actifs financiers doivent être classés dans les trois catégories d'évaluation : « à la juste valeur par le biais du compte de résultat », « à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global » et « au coût amorti ». Le classement dépend du critère de modèle économique et du critère de flux de trésorerie contractuel. L'évaluation du classement repose sur les jugements qui sont décrits dans la note « instruments financiers ». Par exemple, cela concerne l'évaluation de l'intention de détenir des actifs financiers dans le futur.

Provisions : pbb doit comptabiliser une perte de valeur au titre des pertes de crédit attendues sur un actif financier évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sur une créance liée à des contrats de location, ou sur certains engagements de prêt et garanties financières. Il convient de tenir compte d'informations pertinentes et fiables, y compris d'informations prospectives.

Les pertes de crédit attendues sont une estimation des pertes de crédit pondérée en fonction des probabilités, autrement dit il s'agit de la valeur actuelle des décalages de trésorerie attendus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Un décalage de trésorerie correspond à la différence entre les flux de trésorerie qui sont dus à une entité en vertu du contrat et les flux de trésorerie que l'entité s'attend à percevoir. Lors de la comptabilisation initiale, les dépréciations dans l'activité de prêt se fondent sur les pertes de crédit attendues sur douze mois (on parle de niveau 1). La perte de crédit attendue sur douze mois correspond à la partie des pertes de crédit attendues pendant la durée de vie de l'actif qui est égale aux pertes de crédits attendues et susceptibles de survenir en raison de défauts au niveau de l'instrument financier dans les douze mois suivant la date de clôture du bilan. En cas d'augmentation significative du risque de crédit pour l'actif financier dans le cadre d'une évaluation suivante (niveau 2) ou en cas de dépréciation du crédit (niveau 3), la dépréciation doit refléter les défaillances attendues sur la durée de la transaction (pertes de crédit attendues pendant la durée de vie de l'actif).

Les méthodes ainsi que les jugements, y compris les informations prospectives, qui sont utilisés pour calculer une variation du niveau de dépréciation et pour estimer le montant de la dépréciation sont révisés chaque année. Cela peut donner lieu à un ajustement temporaire des pertes de crédit attendues sous la forme d'une correction de gestion. Au 31 décembre 2025, le Groupe pbb a procédé ainsi pour ses financements immobiliers non performants aux États-Unis afin de refléter la situation actuelle en matière de risques des financements immobiliers aux États-Unis.

Conformément à l'IAS 8.34, les estimations comptables doivent être révisées si les circonstances sur lesquelles l'estimation était fondée changent ou à la suite de nouvelles informations ou d'une expérience accrue. La détermination des provisions pour pertes de crédit sur les instruments financiers repose sur des estimations comptables. En 2025, le Groupe pbb a procédé à une modification de ses estimations comptables dans l'évaluation des provisions pour pertes de crédit relatives aux instruments financiers non dépréciés (Niveaux 1 et 2).

Les paramètres de risque que sont la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (PCD) servent de base à la détermination du montant des provisions pour pertes de crédit des niveaux 1 et 2. La vision à plus long terme couvrant l'ensemble des cycles économiques (through-the-cycle) est convertie en une estimation ponctuelle de la situation actuelle, comme l'exige l'IFRS 9.

Pour son activité REF, le Groupe pbb appliquait auparavant les trois paramètres de transformation ponctuelle suivants : taux de swap à 5 ans par devise, évolution des valeurs de marché des garanties différenciées par type de bien immobilier et par région, et taux de chômage. Une analyse a montré que l'influence du paramètre du taux de chômage sur la probabilité de défaut a diminué ces dernières années dans un environnement de marché modifié, notamment dans le contexte de la nouvelle activité. Il n'est plus statistiquement significatif et a donc été retiré de la transformation ponctuelle. En conséquence, il n'est plus utilisé pour la transformation ponctuelle ; seuls les deux paramètres suivants sont désormais utilisés : le taux swap à 5 ans par devise et l'évolution des valeurs de marché des garanties, différenciées par type de bien immobilier et par région.

La modification des estimations comptables a entraîné une reprise des provisions pour risques et, par conséquent, un produit net lié aux provisions pour risques de 1 million d'euros, imputable aux actifs financiers.

— **Justes valeurs des instruments financiers dérivés et originaux :** La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur les marchés actifs est évaluée au moyen de modèles de valorisation. Dans de tels cas, une vérification est réalisée régulièrement pour évaluer si les modèles de valorisation fournissent une norme comparable pour les prix de marché actuels.

Les modèles de valorisation ne peuvent prendre en compte que des facteurs quantifiables (par exemple les flux de trésorerie et les taux d'actualisation) qui nécessitent également des estimations. Les changements des estimations associées à ces facteurs pourraient avoir des conséquences sur les justes valeurs des instruments financiers.

Les critères dans le domaine de l'environnement, du social et de la gouvernance (ESG) devraient avoir une influence croissante sur les justes valeurs des instruments financiers à l'avenir. Cela pourrait conduire à des ajustements des estimations et des modèles d'évaluation.

Comptabilité de couverture : Les relations entre les éléments couverts et les instruments de couverture peuvent être présentées en comptabilité de couverture. Une relation n'est éligible à la comptabilité de couverture que lorsque des conditions prévues par l'IAS 39 point 88 sont réunies. La couverture doit notamment être très efficace pour compenser les risques découlant des variations de juste valeur ou des flux de trésorerie qui sont attribuables au risque couvert.

La détermination de l'efficacité de la couverture du risque dépend des méthodes d'évaluation des risques, des paramètres utilisés et des estimations afférentes à la probabilité de l'occurrence. Ces méthodes et ces paramètres sont développés en permanence en fonction des objectifs et des stratégies de gestion du risque.

Actifs incorporels et actifs corporels, y compris les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation dans les contrats de location

Les actifs incorporels et les actifs corporels, y compris les actifs liés au droit d'utilisation des biens loués, sont soumis à des incertitudes en matière d'estimation, notamment en ce qui concerne la détermination de la durée de vie utile des actifs par rapport à la période contractuelle prévue du contrat de location et le montant correspondant de l'amortissement comptabilisé pour chaque période.

Le Groupe pbb s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre conformément à une trajectoire climatique définie. À cette fin, le portefeuille REF fait l'objet d'une gestion active visant à réduire l'intensité des émissions de CO₂. Les émissions de gaz à effet de serre et les autres aspects de l'empreinte environnementale liés à ses propres activités sont considérés comme non significatifs. Par conséquent, cela n'a aucune incidence sur la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles du Groupe pbb. Cette évaluation comporte des incertitudes.

Provisions : Le Groupe pbb a recours à des estimations pour évaluer les provisions. L'incertitude liée aux estimations apparaît notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer le montant des décaissements futurs, l'horizon temporel et le taux d'actualisation. L'évaluation visant à déterminer si, compte tenu de tous les éléments probants disponibles, il existe davantage d'éléments indiquant l'existence d'une obligation actuelle à la date de clôture que le contraire est également sujette à incertitude.

À l'instar de l'évaluation des valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles, les risques climatiques n'ont aucune incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des provisions par le Groupe pbb. Cette évaluation est également sujette à des incertitudes.

Prélèvement bancaire : Le Groupe pbb a fait usage de la possibilité de verser des contributions au Prélèvement bancaire européen, au Fonds de protection des dépôts et au Système d'indemnisation des banques allemandes, non seulement sous la forme de contributions régulières, mais aussi en partie sous la forme d'une obligation de paiement irrévocable par le biais d'une garantie en espèces. Le Groupe pbb reconnaît les garanties conformément aux rapports de réunion du Comité bancaire de l'Institut allemand des commissaires aux comptes. Il y est indiqué que le transfert d'espèces à titre de garantie en espèces entraîne la comptabilisation d'une créance financière sur le preneur de garantie (fonds de restructuration) et la décomptabilisation des espèces. Le Groupe pbb estime qu'il n'est pas nécessaire de constituer des provisions, car il est peu probable que le CRU utilise la garantie.

La méthode comptable repose sur des décisions discrétionnaires. Il ne peut être exclu que cette évaluation puisse évoluer.

Impôt sur le résultat : Le Groupe pbb est soumis à un large éventail de réglementations fiscales nationales concernant le calcul de l'impôt sur le résultat. Afin d'évaluer la charge fiscale, il convient de procéder à des estimations qui sont calculées à partir des connaissances à la date de clôture du bilan et qui sont étroitement liées à la déclaration fiscale à élaborer au cours de l'exercice suivant. Dans certains pays, la charge fiscale actuelle qui est attribuable à l'exercice en cours ne peut être finalisée qu'après la réalisation du contrôle fiscal correspondant. Les écarts par rapport à l'estimation de la charge fiscale peuvent avoir une influence positive ou négative sur la charge fiscale dans les années à venir.

En ce qui concerne la capitalisation des impôts différés sur les reports de pertes et autres crédits d'impôt, l'étendue ainsi que la disponibilité réelle de ces avantages fiscaux sont sujettes à estimation. Ces dernières sont susceptibles d'être modifiées en fonction de nouvelles informations et découvertes. Les pertes importantes qui sont reportées sont soumises au droit fiscal allemand et leur applicabilité dépend, entre autres, des restrictions prévues par l'Article 10d de l'ESTG, par l'article 8c de la KStG et par l'Article 10a de la GewStG. Les actifs d'impôt différé découlant des pertes reportées sont donc comptabilisés dans la mesure où il est possible qu'un revenu imposable ultérieur soit disponible pour compenser les pertes fiscales non utilisées qui ont été reportées. Le résultat fiscal réel des périodes futures - et donc l'utilisation réelle des reports de pertes et d'intérêts - peut différer de l'estimation faite au moment de la comptabilisation des impôts différés.

Consolidation : Les sociétés et les entités structurées doivent être consolidées si pbb possède un contrôle direct ou indirect sur celles-ci. Le contrôle est réputé exister si pbb dispose du pouvoir décisionnel pour gérer les activités concernées, si elle possède un droit sur les rendements significatifs produits par la filiale et si elle peut utiliser son pouvoir décisionnel pour influencer le montant des rendements variables significatifs. Le niveau de contrôle est évalué en fonction des relations économiques et contractuelles avec la société ou l'entité structurée. L'appréciation quant au fait que pbb exerce un contrôle ou une influence significative sur la société peut entraîner une marge au niveau du jugement.

31. Notes concernant les informations par secteur opérationnel .

Les informations par secteur pour l'exercice 2025 ont été établies conformément à l'IFRS 8 intitulée « secteurs opérationnels ». En vertu de l'approche de gestion prévue par l'IFRS 8, les informations par secteur donnent des informations financières relatives à la gestion par secteur, qui sont régulièrement utilisées par le directoire (principal décideur opérationnel) pour décider de l'allocation des ressources et pour évaluer la capacité de rendement des secteurs. La structure organisationnelle, qui est alignée sur les différents produits et services offerts, comprend deux secteurs d'activité définis conformément aux rapports de gestion en interne.

Dans le cadre des informations par secteur, le résultat est établi en déduisant du taux d'intérêt facturé au client les taux de financement à échéances symétriques qui sont applicables à la conclusion d'une transaction. À ce titre, les paramètres nécessaires au niveau des données d'entrée sont indiqués à l'origine d'une nouvelle transaction commerciale dans le cadre de la comptabilisation des transactions individuelles. De plus, les produits du placement des fonds propres de la banque sont intégrés au niveau des segments. L'affectation du coût des liquidités sur les secteurs opérationnels repose sur le mécanisme de prix de transfert pour chaque transaction. Le résultat des secteurs opérationnels du Groupe pbb est basé exclusivement sur les transactions réalisées avec des clients externes. De ce fait, pbb ne présente pas les revenus par secteur d'activité séparément selon les revenus internes et externes. Les produits d'intérêts générés et les charges d'intérêts correspondantes sont présentés sous forme de produit net d'intérêts, la gestion des secteurs opérationnels s'appuyant sur ce chiffre net.

Les produits ou les charges qui ne peuvent pas être attribués directement à un Segment spécifique (notamment les résultats de la cession d'actifs détenus pour la gestion des liquidités, les effets induits par le marché sur le résultat net de l'évaluation à la juste valeur, les relations de couverture, la reprise ou l'ajout de provisions dans les activités autres que de prêt ainsi que le prélèvement bancaire) sont attribués aux secteurs d'activité, généralement au prorata, en fonction des volumes de financement.

Concernant l'affectation des frais administratifs et généraux aux secteurs opérationnels, on établit une différence entre les frais qui peuvent être directement affectés et ceux qui ne peuvent pas l'être. Les frais (des unités commerciales, par exemple) qui sont directement imputables peuvent être clairement affectés aux secteurs au travers du centre de coût. Les dépenses qui ne peuvent être directement imputées (par exemple les divisions centrales) sont réparties entre les segments à l'aide de clés de répartition pour chaque centre de coûts.

Les actifs pondérés en fonction des risques (APR) par secteur sont établis conformément à l'affectation des différentes transactions (de risque de crédit, par exemple) et aux types de risques affectés (les risques opérationnels, par exemple). Les types de risques qui ne sont pas directement attribuables sont répartis entre les segments selon des clés définies.

La répartition des capitaux propres du bilan entre les segments s'effectue selon le principe du goulot d'étranglement, sur la base des actifs pondérés en fonction des risques (APR).

Real Estate Finance (REF) : Le secteur d'activité de REF comprend le financement destiné aux investisseurs immobiliers professionnels, regroupé sous la dénomination « Real Estate Finance Solutions » (REFS). Il s'agit notamment de sociétés immobilières nationales et internationales, d'investisseurs institutionnels et de fonds immobiliers, ainsi que de moyennes entreprises et de clients à vocation régionale, en particulier en Allemagne. Les biens financés sont principalement des immeubles de bureaux, des immeubles résidentiels, des immeubles commerciaux et logistiques ainsi que des hôtels (d'affaires). En raison de leur taille encore modeste, les composantes de résultat de la division Real Estate Investment Solutions, y compris pbb Invest, sont également présentées dans le segment REF jusqu'à nouvel ordre.

Segment secondaire (NC) : Le segment opérationnel non stratégique NC comprend des financements éligibles à la couverture des lettres de gage, principalement pour la fourniture et l'amélioration d'infrastructures publiques, ainsi que des financements non affectés au secteur public (financements budgétaires).

Consolidation et Ajustements (C&A) rapproche les résultats sectoriels cumulés du résultat consolidé. La colonne inclut les produits tirés de l'investissement des capitaux propres alloués.

Le nouveau secteur d'activité « **Real Estate Investment Solutions** » (REIS) n'apparaît pas encore comme un secteur distinct, car ni son résultat d'exploitation, ni son résultat avant impôts, ni ses actifs ne représentent au moins 10 % du total des actifs de l'ensemble des secteurs d'activité. Il faisait donc partie de REF. REIS a pour objectif d'assurer le courtage d'actifs immobiliers commerciaux et de leur financement, ou de les placer et de les gérer sous forme de fonds. Comme pour REF, les caractéristiques économiques de REIS dépendent donc de l'immobilier commercial et de son financement.

32. Compte de résultat par secteur opérationnel

Produits/charges (En millions d'Euros)		REF	Secondaire	C&A	Groupe pbb
Résultat d'exploitation	2025	393	29		422
	2024	451	93		544
<i>Produits d'intérêt nets</i>	2025	392	17		409
	2024	438	27		465
<i>Produits nets des honoraires et commissions</i>	2025	6	-2		4
	2024	6	-1		5
<i>Produits nets de l'évaluation de la juste valeur</i>	2025	-33			-33
	2024	-2	-1		-3
<i>Produits nets des réalisations</i>	2025	13	9		22
	2024	11	68		79
<i>Produits nets de la comptabilité de couverture</i>	2025	2	1		3
	2024	2	1		3
<i>Dépréciations des entités comptabilisées selon la méthode de l'amise en équivalence</i>	2025	-8			-8
	2024				
<i>Autres produits d'exploitation nets</i>	2025	21	4		25
	2024	-4	-1		-5
Produits nets des provisions pour risques	2025	-410			-410
	2024	-171	1		-170
Frais administratifs et généraux	2025	-221	-15		-236
	2024	-231	-14		-245
<i>Dont les frais de personnel</i>	2025	-127	-9		-136
	2024	-123	-8		-131
<i>Dont charges non liées au personnel</i>	2025	-94	-6		-100
	2024	-108	-6		-114
Charges bancaires et frais similaires	2025	-2	-1		-3
	2024	-3	-1		-4
Produits nets des réductions de valeur et des réévaluations d'actifs non financiers	2025	-20	-1		-21
	2024	-20	-1		-21
Produits nets de la restructuration	2025	-2			-2
	2024				
Résultat avant impôts (résultat du segment)	2025	-262	12		-250
	2024	26	78		104

Ratios clés :

(En %)		REF	Secondaire	pbb Konzern
Coefficient d'exploitation (1)	2025	61,3	55,2	60,9
	2024	55,7	16,1	48,9
Rendement des capitaux propres corporels avant impôts (2)	2025	-10,5	43,0	-9,9
	2024	0,1	152,6	2,7

(1) Le coefficient d'exploitation correspond aux frais généraux et administratifs et aux produits nets des réductions de valeur et des réévaluations d'actifs non financiers par rapport au résultat opérationnel.

(2) Le rendement des capitaux propres corporels avant impôts correspond au rapport entre le bénéfice avant impôts, déduction faite du coupon des titres AT1, et la moyenne des capitaux propres selon les normes IFRS, à l'exclusion des actifs incorporels, des actifs d'impôts différés et du capital AT1.

33. Évaluations liées au bilan par secteur opérationnel.

Le directoire contrôle les évaluations qui sont liées au bilan par secteur opérationnel et qui sont basées sur les volumes de financement, les actifs pondérés en fonction des risques et les capitaux propres.

Évaluations liées au bilan (En milliards d'Euros)		REF	Secondaire	C&A	Groupe pbb
Volumes de financement ¹⁾	31.12.2025	27,3	8,5		35,8
	31.12.2024	29,0	9,7		38,7
Actifs pondérés en fonction des risques ²⁾	31.12.2025	17,1	0,2	0,2	17,5
	31.12.2024	20,2	0,2	0,2	20,6
Equity ³⁾	31.12.2025	2,6	0,1		2,7
	31.12.2024	2,9		0,1	3,0

(1) Montants notionnels des tranches résultant des prêts consentis et des tranches de portefeuilles de titres.
(2) Y compris les positions de risque de crédit pondérées en fonction des risques ainsi que les exigences de capitaux propres pour les positions de risque de marché et les risques opérationnels avec un facteur d'échelle de 12,5.
(3) Hors immobilisations incorporelles, actifs d'impôts différés et capital AT1.

34. Répartition du résultat d'exploitation :**Résultat d'exploitation par produits :**

(En millions d'Euros)		Financement de biens immobiliers	Autres produits	Groupe pbb
Résultat d'exploitation	2025	393	29	422
	2024	451	93	544

Produits d'exploitation par région : Le Groupe pbb distingue les régions Allemagne, Reste de l'Europe et États-Unis. L'affectation des valeurs aux régions dépend de l'endroit où se trouvent les sièges sociaux des sociétés du Groupe ou leurs succursales/bureaux de représentation.

Produits d'exploitation par région :

(En millions d'Euros)		Allemagne	Reste de l'Europe	États-Unis d'Amérique	Groupe pbb
Produits d'exploitation par région	2025	421	25	-24	422
	2024	504	33	7	544

Produits d'exploitation par client :

Il n'y a pas eu de clients significatifs au sens de l'IFRS 8.34 au cours des exercices 2025 et 2024.

NOTES CONCERNANT LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.**35. Produits d'intérêt nets :**

(En millions d'Euros)	2025	2024
Produits d'intérêt	2 217	2 951
Résultat d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	716	994
Résultat d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	33	32
Résultat d'actifs financiers au coût amorti	1 465	1 922
Résultat d'autres actifs	3	3
Charges d'intérêt	-1 808	-2 486
Résultat de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-763	-1 067
Résultat de passifs financiers évalués au coût amorti	-1 036	-1 161
Produits dérivés de la comptabilité de couverture (nets)	-8	-257
Résultat d'autres passifs	-1	-1
Total	409	465

36. Produits nets des honoraires et commissions :

(En millions d'Euros)	2 025	2 024
Produits des honoraires et commissions	11	11
Résultant des actifs financiers au coût amorti et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11	11
Autre activité de prêt	11	11
Charges des honoraires et commissions	-7	-6
Résultant des actifs financiers au coût amorti et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-7	-6
Titres et services de garde	-5	-5
Autre activité de prêt	-1	-1
Services fiduciaires et autres services	-1	
Total	4	5

Les « produits des commissions et des honoraires » sont comptabilisés à un moment précis auquel l'exécution de l'obligation est assurée, c'est-à-dire au moment où le service est effectué par le Groupe pbb. Les « produits des commissions et des honoraires » sont générés principalement au niveau du segment REF.

37. Produits nets de l'évaluation de la juste valeur :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Produits nets des produits dérivés autonomes	6	3
Produits dérivés des intérêts	6	3
Produits nets résultant d'autres actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-39	-6
Dérivés des instruments de capitaux propres	-1	
Dérivés des instruments de dette	-38	-6
Titres de créance	-6	3
Prêts et avances	-32	-9
Total	-33	-3

38. Produits nets des réalisations :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Produits de la décomptabilisation d'instruments financiers	23	116
Résultant d'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		2
Résultant de cessions		2
Résultant d'actifs financiers au coût amorti	21	75
résultant de cessions	8	69
résultant de remboursements anticipés	12	6
résultant d'autres revenus	1	
Résultant de passifs financiers évalués au coût amorti	2	39
Résultant de remboursements anticipés	2	39
Charges de la décomptabilisation d'instruments financiers	-1	-37
Résultant d'actifs financiers au coût amorti	-1	-35
résultant de cessions		-35
autres dépenses	-1	
Résultant de passifs financiers évalués au coût amorti		-2
Résultant de remboursements anticipés		-2
Total	22	79

39. Produits nets de la comptabilité de couverture :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Produits nets de la comptabilité de micro-couverture de juste valeur	2	-3
Résultant des éléments couverts	174	-225
Résultant des instruments de couverture	-172	222
Produits nets de la comptabilité de couverture de portefeuille	1	6
Résultant des éléments couverts	-42	-56
Résultant des instruments de couverture	43	62
Total	3	3

40. Dépréciations des entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les pertes de valeur sur les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (-8 millions d'euros ; 2024 : 0 million d'euros) concernaient la société associée 161 North Clark Holdco LLC, New York, créée en 2024 dans le cadre d'une acquisition de sauvetage. Au cours du premier semestre 2025, des dépréciations d'un montant de 11 millions d'euros ont été comptabilisées en lien avec le retrait du marché américain et la comptabilisation concomitante du produit de cession à court terme des biens immobiliers détenus. Grâce à une meilleure appréciation du produit de la vente, ces dépréciations ont été réduites de 3 millions d'euros au quatrième trimestre 2025.

41. Autres produits d'exploitation nets :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Produits nets de la conversion de devises étrangères	9	-7
Produits nets des provisions hors activité de prêt	-3	-3
Autres produits d'exploitation	19	5
Total	25	-5

42. Produits nets des provisions pour risques :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Résultant d'actifs financiers	-413	-172
Niveau 1	-9	2
Niveau 2	-32	10
Niveau 3	-372	-184
Produits des recouvrements d'actifs financiers radiés	1	
Produits nets des provisions dans l'activité de prêt hors bilan	-1	2
Produits nets issus de modifications d'instruments financiers	3	
Total	-410	-170

Les produits nets liés aux provisions pour risques sur les actifs financiers provenaient presque exclusivement des actifs financiers « au coût amorti ».

43. Frais administratifs et généraux :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Frais de personnel	-136	-131
Salaires et rémunérations	-107	-108
Cotisations sociales	-17	-17
Charges de retraite et charges connexes liées aux avantages sociaux des employés	-8	-9
Autres charges ou produits liés au personnel	-4	3
Frais non liés au personnel	-100	-114
Charges opérationnelles et frais de bureau	-5	-8
Frais de conseil	-33	-27
Frais informatiques	-45	-64
Autres frais non liés au personnel	-17	-15
Total	-236	-245

44. Charges bancaires et frais similaires :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Charges bancaires	-1	
Mécanisme d'indemnisation des banques allemandes	-2	-4
Total	-3	-4
<i>(1) Comprend les répartitions des coûts facturées au titre des cotisations/redevances.</i>		

45. Produits nets des réductions de valeur et des réévaluations d'actifs non financiers :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Dépréciation ou amortissement	-21	-21
Actifs corporels	-8	-8
Dont : actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation dans le cadre des contrats de location	-5	-6
Actifs incorporels	-13	-13
Total	-21	-21

46. Produits nets de la restructuration :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Produits des reprises de provisions de restructuration	1	
Charges des dotations aux provisions de restructuration	-3	
Total	-2	

Le résultat net lié à la restructuration est imputable aux mesures prises au niveau du personnel dans le cadre du retrait du marché américain.

47. Impôt sur le résultat :**Répartition :**

(En millions d'Euros)	2025	2024
Impôt courant	-3	2
Impôt différé	-31	-16
Dont : Impôt différé sur les déficits reportés	-30	-18
Total	-34	-14

Les impôts réels comprennent des produits d'impôts relatifs aux exercices antérieurs s'élevant à 3 millions d'euros (2024 : 12 millions d'euros). Ces produits d'impôts relatifs aux exercices antérieurs sont significatifs et résultent de remboursements d'impôts pour les exercices antérieurs ainsi que de la persistance de risques liés aux contrôles fiscaux.

Les impôts différés ont été calculés pour les sociétés nationales en utilisant un taux d'imposition moyen futur de 14,42 % pour l'impôt sur les sociétés, majoré de la surtaxe de solidarité applicable de 5,5 % et du taux de la taxe professionnelle en fonction du taux d'imposition correspondant (le chiffre de référence est de 3,5 %). Il en résulte un taux d'imposition différé total de 27,06 % pour pbb (2024 : 27,67 %). La décision de réduire progressivement le taux d'imposition des sociétés d'un point de pourcentage par an pour les exercices 2028 à 2032 en Allemagne a été prise en compte.

Le tableau suivant montre l'évolution de l'impôt différé comptabilisé dans les états financiers :

Évolution de l'impôt différé :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Impôt différé comptabilisé dans l'état de la situation financière	87	116
Différence par rapport à l'année précédente	-29	-13
Dont : Comptabilisé en résultat	-31	-16
AERG issus des engagements de retraite	-1	1
AERG issus des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des AERG	1	
AERG issus de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie	2	2

Dans l'ensemble, les impôts différés portés directement au capital ont augmenté de 2 millions d'euros (2024 : 3 millions d'euros).

Réconciliation :

(En millions d'Euros) (sauf indication contraire)	2025	2024
Résultat avant impôt	-250	104
Taux d'imposition (légal) applicable en %	27,67	27,67
Charge d'impôt attendue (calcul)	69	-29
Effets de l'impôt		
résultant de baisses du taux d'imposition	-2	
résultant des éléments déductibles et non déductibles	-2	8
résultant des corrections de valeur et de la non-application de l'impôt différé	-102	-5
résultant des exercices précédents	3	12
Impôt sur le résultat déclaré	-34	-14
Taux d'imposition du Groupe en %	-13,60	13,46

Sur une base euro pour euro, le taux d'imposition effectif du Groupe s'est établi à -13,74 % (2024 : 13,53 %).

Le taux d'imposition applicable pour l'exercice considéré, y compris la contribution de solidarité, s'élevait à 27,67 % (2024 : 27,67 %) et comprenait le taux d'imposition sur les sociétés allemand actuellement en vigueur de 15,0 %, la contribution de solidarité de 5,5 % qui s'y applique, ainsi que le taux moyen de la taxe professionnelle de 11,84 % (2024 : 11,84 %).

Les taux d'imposition à l'étranger varient entre 20,6 % et 28,11 %. En Allemagne, la charge fiscale effective actuelle, comprenant l'impôt sur les sociétés, la surtaxe de solidarité et la taxe professionnelle, s'élève à 9,49 % (2024 : 9,49 %) en raison de l'utilisation des reports de pertes dans le cadre du régime allemand d'imposition minimale.

Le taux d'imposition du groupe est calculé comme le rapport entre l'impôt sur le résultat déclaré (impôts courants et différés) et le résultat avant impôts.

Le taux d'imposition négatif résulte de la perte avant impôts, ainsi que des charges d'impôts courants et différés. La charge d'impôts différés est principalement attribuable aux effets de l'évaluation des impôts différés. En raison de différences temporelles dans le traitement fiscal des provisions pour risques, une charge d'impôt a également été enregistrée en Allemagne, comme ce fut le cas pour les entités étrangères.

Les effets des ajouts et déductions fiscaux concernent principalement les excédents et déficits fiscaux, ainsi que les charges d'exploitation non déductibles fiscalement pour lesquelles aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé en raison de la différence permanente, mais qui ont réduit ou augmenté la base d'imposition.

Le poste « Effets des ajustements d'évaluation et de la non-application des impôts différés » comprend les effets de la comptabilisation et de la reprise d'actifs d'impôts différés liés aux différences de bilan et aux reports de pertes fiscales.

Le poste « Effets des exercices antérieurs » comprend les impôts réels des exercices antérieurs, qui sont significatifs en raison des demandes de remboursement d'impôts et de la réévaluation des risques liés aux contrôles fiscaux.

Les passifs ou les actifs d'impôt différé concernent les éléments suivants :

Passifs/actifs d'impôt différé :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Actifs et passifs financiers à la juste valeur	115	181
Actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit	46	3
Justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	11	8
Autres actifs/passifs	16	17
Passifs d'impôt différé avant compensation	188	209
Compensation	-187	-207
Passifs d'impôt différé après compensation	1	2
Actifs et passifs financiers à la juste valeur	102	147
Actifs et passifs financiers au coût amorti	112	65
Justes valeurs positives/négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	37	49
Autres actifs/passifs	10	17
Provisions	4	6
Déficits reportés	10	40
Actifs d'impôt différé avant compensation	275	324
Compensation	-187	-207
Actifs d'impôt différé après compensation	88	117

L'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé sur les différences temporaires déductibles et sur les reports de pertes est basée sur la planification fiscale dérivée de la planification générale de l'entreprise.

À la date de clôture, les reports de pertes fiscales non utilisés s'élevaient à 2 566 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés (31 décembre 2024 : 2 453 millions d'euros) et à 2 784 millions d'euros au titre de la taxe professionnelle et des impôts locaux similaires (31 décembre 2024 : 2 632 millions d'euros), pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Les reports de pertes peuvent être utilisés indéfiniment, sous réserve d'un changement de propriété préjudiciable. Sur les reports de pertes fiscales non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé, 67 millions d'euros concernaient des reports de pertes fiscales locales, 7 millions d'euros des reports de pertes fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés de l'établissement stable aux États-Unis et 5 millions d'euros des reports de pertes fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés de l'établissement stable en Espagne (31 décembre 2024 : 6 millions d'euros de reports de pertes pour l'établissement stable en Espagne). En outre, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé sur les différences temporaires déductibles et indéfiniment reportables d'un montant de 522 millions d'euros (31 décembre 2024 : 257 millions d'euros). La comptabilisation et la reprise des différences temporelles ont donné lieu à une charge d'impôt différé de 2 millions d'euros (2024 : produit d'impôt de 2 millions d'euros).

Les variations des taux d'imposition n'ont donné lieu à aucune charge ou produit d'impôt différé significatif, ni pour l'exercice en cours ni pour l'exercice précédent.

L'utilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement n'a entraîné aucune réduction de la charge d'impôt sur le résultat effective (2024 : réduction de 14 millions d'euros). L'utilisation et les déductions pour pertes reportées antérieurement comptabilisées ont donné lieu à une charge d'impôt différé de 30 millions d'euros (2024 : 17 millions d'euros).

En 2025 et 2024, il n'y a pas eu de différences liées à des investissements dans des filiales.

Impôt minimum mondial : Le Groupe pbb relève du champ d'application des règles relatives à l'impôt minimum mondial. L'impôt minimum mondial est prélevé au niveau de la Deutsche Pfandbriefbank AG, en tant que société mère ultime, pour la période de référence en Allemagne. Par ailleurs, pbb est également soumise à des règles comparables au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas, en Espagne et en Suède.

Aucun impôt minimum n'a été encouru dans un pays au cours de la période de référence.

48. Profits nets/pertes nettes :

Le compte de résultat contient les profits nets et les pertes nettes suivants qui sont comptabilisés au résultat en fonction des catégories d'évaluation :

Profits nets/pertes nettes par catégorie d'évaluation :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Actifs financiers		
à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-33	-3
résultant de produits dérivés autonomes	6	3
résultant d'instruments de capitaux propres	-1	
résultant des instruments de dette	-38	-6
à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		2
au coût amorti	-391	-132
Passifs financiers		
au coût amorti	2	37

Les gains et pertes nets indiqués dans le tableau comprennent les dotations et les reprises de provisions pour pertes de crédit, la décomptabilisation des profits et des pertes ainsi que les résultats de l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au compte de résultat.

49. Bénéfices par action :

		2025	2024
Résultat net attribuable aux actionnaires de pbb	(En millions d'€)	-284	90
Dont : attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	(En millions d'€)	-309	65
Dont : attribuable aux investisseurs AT1	(En millions d'€)	25	25
Nombre moyen d'actions ordinaires émises		134 475 308	134 475 308
Nombre moyen ajusté d'actions ordinaires émises		134 475 308	134 475 308
Bénéfices de base par action	(En €)	-2,30	0,48
Bénéfices par action dilués	(En €)	-2,30	0,48

Les bénéfices par action sont calculés conformément à l'IAS 33 en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires. Le revenu net/la perte nette est alloué(e) en supposant que les intérêts après

impôts pour le capital AT1, qui sont accumulés pro rata temporis, ainsi qu'en supposant le plein fonctionnement du coupon AT1 discrétionnaire.

NOTES CONCERNANT L'ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE (ACTIFS)

50. Réserve de trésorerie :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Solde auprès des banques centrales	1 558	2 010
Total	1 558	2 010

Au 31 décembre 2025, les avoirs en caisse s'élèvent à 0 million d'euros, soit le même montant qu'à la date de clôture de l'exercice précédent.

51. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2025
Justes valeurs positives des produits dérivés autonomes	170	484
Instruments de capitaux propres	1	
Actions de sociétés	1	
Autres intérêts financiers	1	
Participations dans des sociétés et des fonds qualifiés d'instruments de dette	3	3
Parts de fonds d'investissement	3	3
Titres de créance	41	127
Obligations et effets de commerce	41	127
Émetteurs du secteur public		87
Autres émetteurs	41	40
Prêts et avances aux clients	697	633
Prêts et avances au secteur public	132	135
Prêts et avances immobiliers	565	498
Total	912	1 247

52. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Titres de créance	1 404	1 255
Obligations et effets de commerce	1 404	1 255
Émetteurs du secteur public	553	369
Autres émetteurs	851	886
Prêts et avances aux clients		1
Prêts et avances au secteur public		1
Total	1 404	1 256

Actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit (y compris les créances résultant de contrats de location-financement)

53. Actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit (y compris les créances résultant de contrats de location-financement) :

Actifs financiers au coût amorti avant provisions pour pertes de crédit :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Titres de créance	4 839	2 471
Instruments du marché monétaire	273	
Émetteurs du secteur public	273	
Obligations et effets de commerce	4 566	2 471
Émetteurs du secteur public	4 425	1 763
Autres émetteurs	141	708
Prêts et avances aux autres banques	1 228	1 737
Prêts et avances au secteur public	546	547
Investissements en monnaie	101	407
Prêts et avances aux autres banques	581	783
Prêts et avances aux clients	30 294	35 434
Prêts et avances au secteur public	3 555	6 907
Prêts et avances immobiliers	26 688	28 491
Autres prêts et avances aux clients	51	36
Créances résultant de contrats de location-financement	109	122
Total	36 470	39 764

Évolution des provisions pour risques :

(En millions d'Euros)	01/01/2025	Transfert vers le Niveau 1	Transfert vers le Niveau 2	Transfert vers le Niveau 3	Nouvelles affaires et ajouts	Remboursements et décomptes	Montants utilisés	Variations du risque de crédit(nettes)	Autres variations	31/12/2025
Provisions pour pertes de crédit sur des actifs financiers	-539				-14	17	121	-416	-1	-832
évalués au coût amorti	-539				-14	17	121	-416	-1	-832
Titres de créance										
Prêts et avances aux clients	-539				-14	17	121	-416	-1	-832
Niveau 1	-37	-1	13		-14	6		-1	1	-33
Niveau 2	-91	1	-13	20		11		-43	7	-108
Niveau 3	-411			-20			121	-372	-9	-691
Provisions pour les activités de prêt hors bilan (passifs éventuels et autres engagements)	-4				-1	1		-1	1	-4
Niveau 1	-1				-1			1		-1
Niveau 2	-3					1		-2	1	-3
Total	-543				-15	18	121	-417		-836

Évolution des provisions pour risques :

(En millions d'Euros)	01/01/2024	Transfert vers le Niveau 1	Transfert vers le Niveau 2	Transfert vers le Niveau 3	Nouvelle s affaires et ajouts	Rembourse ments et décomptes	Montants utilisés	Variations du risque de crédit (Nettes)	Autres variations	31/12/2024
Provisions pour pertes de crédit sur des actifs financiers	-583				-14	12	250	-170	-34	-539
évalués au coût amorti	-583				-14	12	250	-170	-34	-539
Titres de créance	-1					1				
Niveau 1	-1					1				
Prêts et avances aux clients	-582				-14	11	250	-170	-34	-539
Niveau 1	-38	-10	6		-14	5	4	10		-37
Niveau 2	-130	10	-6	21		6	8	4	-4	-91
Niveau 3	-414			-21			238	-184	-30	-411
Provisions pour les activités de prêt hors bilan (passifs éventuels et autres engagements)	-6					2				-4
Niveau 1	-2					1				-1
Niveau 2	-4					1				-3
Total	-589				-14	14	250	-170	-34	-543

Les provisions pour pertes sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et sur les créances de contrats de location-financement s'élevaient à moins d'1 million d'euros au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, le Groupe pbb avait constitué une majoration de provision de 26 millions d'euros, le Directoire de pbb estimant que la provisionnement de risque basé sur des modèles ne reflétait pas de manière adéquate les incertitudes et les risques actuels liés à l'évolution de l'économie et des marchés du financement immobilier aux États-Unis. D'une part, cette marge de sécurité de la direction comprenait un ajustement des taux de perte en cas de défaut (LGD) basés sur des modèles pour l'ensemble des activités américaines à haute performance. Les LGD dérivés des moyennes historiques à long terme ont été remplacés par des estimations de réalisation actuelles. D'autre part, les financements immobiliers américains ne présentant aucun indicateur de dégradation de la qualité de crédit ont fait l'objet d'une provision collective à hauteur de la perte de crédit attendue sur toute la durée de vie et ont été classés au niveau 2.

Cette superposition de gestion a été initialement constituée le 30 juin 2025 pour un montant de 75 millions d'euros. Au cours du second semestre 2025, elle a été partiellement reprise à hauteur de 49 millions d'euros pour s'établir à 26 millions d'euros au 31 décembre 2025, notamment parce que la stratégie de recouvrement a pu être ajustée à la suite du transfert de risque significatif (TRS) qui a été mené à bien. Au 31 décembre 2024, le Groupe pbb n'avait pas ajusté ses provisions pour risques basées sur des modèles par le biais d'une superposition de gestion.

Si tous les actifs financiers de niveau 1 se trouvaient au niveau 2, le solde des provisions pour pertes sur créances augmenterait de 45 millions d'euros au 31 décembre 2025 (31 décembre 2024 : 44 millions d'euros). En ce qui concerne les opérations hors bilan, cela entraînerait également une augmentation de 3 millions d'euros à la date de clôture (31 décembre 2024 : 2 millions d'euros).

Si tous les actifs financiers de niveau 2 se trouvaient au niveau 1, le solde des provisions pour pertes de crédit diminuerait de 46 millions d'euros (31 décembre 2024 : 38 millions d'euros). Pour les activités hors bilan, il y aurait également une réduction de 1 million d'euros (31 décembre 2024 : 1 million d'euros).

Le Groupe pbb a utilisé un scénario de base pondéré à 55 % (31 décembre 2024 : 55 %), un scénario positif pondéré à 5 % (31 décembre 2024 : 5 %) et un scénario négatif pondéré à 40 % (31 décembre 2024 : 40 %). Si le scénario positif était pondéré à 100 %, les provisions pour pertes de crédit seraient réduites de 20 millions d'euros (2024 : 17 millions d'euros). Si le scénario négatif était pondéré à 100 %, les provisions pour pertes de crédit augmenteraient de 19 millions d'euros (2024 : 10 millions d'euros).

Conformément à l'IFRS 9.5.17, les informations relatives aux événements passés, aux conditions actuelles et aux prévisions d'évolutions économiques futures sont prises en compte dans la détermination des provisions pour pertes sur créances. Les paramètres significatifs pour l'évolution économique sont les prévisions concernant l'évolution des prix de l'immobilier. Le Groupe pbb s'est basé sur les valeurs suivantes :

Prévisions du taux swap à cinq ans en pourcentage :

Devise/année	Positif			Base			Négatif		
	2026	2027	2028	2026	2027	2028	2026	2027	2028
EUR	2,5	2,7	2,9	2,7	2,9	3,0	3,1	3,2	3,3
GBP	3,6	3,8	4,0	3,8	4,0	4,1	4,1	4,3	4,4
USD	3,3	3,5	3,7	3,5	3,7	3,9	3,9	4,0	4,2
CHF	0,4	0,6	0,7	0,5	0,6	0,8	0,6	0,8	0,9
SEK	2,6	2,8	3,0	2,8	3,0	3,1	3,2	3,3	3,4

Prévisions des prix de l'immobilier en pourcentage

Pays/année	Type de bien immobilier	Scénario								
		Positif			Base			Négatif		
		2026	2027	2028	2026	2027	2028	2026	2027	2028
Allemagne	Bureaux	2	4	3	0	2	2	-7	-5	0
	Commerce	2	3	2	0	1	1	-4	-2	0
	Résidentiel	4	4	4	2	2	3	0	1	2
	Logistique	4	5	3	2	3	2	-7	-4	1
	Hôtellerie	3	4	3	1	2	2	-2	-1	2
France	Bureaux	2	4	3	0	2	2	-8	-8	-1
	Commerce	4	5	4	2	3	3	-3	-4	-1
	Logistique	4	4	3	2	2	2	-5	-6	0
Royaume-Uni	Bureaux	4	4	3	2	2	2	-9	-6	0
	Commerce	3	3	2	1	1	1	-7	-6	0
	Logistique	4	4	3	2	2	2	-10	-6	1
États-Unis d'Amérique	Hôtellerie	3	4	3	1	2	2	-3	-2	0
États-Unis d'Amérique	Bureaux	3	3	4	1	1	3	-8	-3	2
	Résidentiel	4	5	4	2	3	3	-2	-2	1

Évolution des valeurs comptables brutes :

(En millions d'Euros)	01/01/2025	Transfert vers le Niveau 1	Transfert vers le Niveau 2	Transfert vers le Niveau 3	Nouvelle activité et ajouts	Rembourse ments et décomptabi lisations	Abandons directs	Autres	31/12/2025
Valeurs comptables brutes des actifs financiers	41 031				5 771	-8 311	-99	-504	37 888
évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 267				300	-135		-14	1 418
Titres de créance	1 266				300	-134		-14	1 418
Niveau 1	1 266				300	-134		-14	1 418
Prêts et avances aux autres banques									
Prêts et avances aux clients	1					-1			
Niveau 1	1					-1			
évalués au coût amorti	39 764				5 471	-8 176	-99	-490	36 470
Titres de créance	2 471				2 949	-725		144	4 839
Niveau 1	2 471				2 949	-725		144	4 839
Prêts et avances aux autres banques	1 737				311	-815		-5	1 228
Niveau 1	1 737				311	-815		-5	1 228
Prêts et avances aux clients	35 434				2 211	-6 622	-99	-630	30 294
Niveau 1	28 646	-2 834	705		2 153	-5 339		-418	22 913
Niveau 2	5 026	2 834	-1 424	17		-1 039		-141	5 273
Niveau 3	1 762		719	-17	58	-244	-99	-71	2 108
Créances résultant de contrats de location-financement	122					-14		1	109
Niveau 1	122					-14		1	109
Activité hors bilan ⁽¹⁾	1 430				1 008	-750		-139	1 549
Niveau 1	1 065	-161	22		983	-613		-22	1 274
Niveau 2	281	161	-26			-121		-109	186
Niveau 3	84		4		25	-16		-8	89
Total	42 461				6 779	-9 061	-99	-643	39 437
<i>(1) Montants notionnels des passifs éventuels et des autres engagements.</i>									

Évolution des valeurs comptables brutes :

(En millions d'Euros)	01/01/2024	Transfert vers le Niveau 1	Transfert vers le Niveau 2	Transfert vers le Niveau 3	Nouvelle activité et ajouts	Rembourse ments et décomptab ilisations	Abandons directs	Autres	31/12/2024
Valeurs comptables brutes des actifs financiers	47 302				4 329	-10 591	-259	250	41 031
évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 491				450	-645		-29	1 267
Titres de créance	1 370				450	-527		-27	1 266
Niveau 1	1 370				450	-527		-27	1 266
Prêts et avances aux clients	121					-118		-2	1
Niveau 1	121					-118		-2	1
évalués au coût amorti	45 811				3 879	-9 946	-259	279	39 764
Titres de créance	4 014					-1 375		-168	2 471
Niveau 1	4 014					-1 375		-168	2 471
Prêts et avances aux autres banques	2 507				499	-1 266		-3	1 737
Niveau 1	2 507				499	-1 266		-3	1 737
Prêts et avances aux clients	39 155				3 380	-7 292	-259	450	35 434
Niveau 1	30 972	-1 816	1 034		3 352	-4 857	-19	-20	28 646
Niveau 2	6 697	1 747	-1 786	119		-2 099	-16	364	5 026
Niveau 3	1 486	69	752	-119	28	-336	-224	106	1 762
Créances résultant de contrats de location- financement	135					-13			122
Niveau 1	135					-13			122
Activité hors bilan1)	2 288				371	-1 104		-125	1 430
Niveau 1	1 896	-264	16		365	-943		-5	1 065
Niveau 2	320	233	-37			-115		-120	281
Niveau 3	72	31	21		6	-46			84
Total	49 590				4 700	-11 695	-259	125	42 461
(1) Montants notionnels des passifs éventuels et des autres engagements.									

Contrairement au montant figurant dans le bilan, la valeur comptable brute des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'incluait pas les variations cumulées de juste valeur, d'un montant de -14 millions d'euros (31 décembre 2024 : -12 millions d'euros).

Le risque de crédit maximal auquel le Groupe pbb est exposé se reflète dans les valeurs comptables nettes figurant dans l'état de la situation financière pour les actifs financiers au coût amorti et dans les justes valeurs figurant dans l'état de la situation financière pour les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les garanties consistent principalement en des charges foncières. À la date de clôture, les prêts et avances aux clients de niveau 3 étaient garantis à hauteur de 1 417 millions d'euros (31 décembre 2024 : 1 351 millions d'euros).

Au sein du Groupe pbb, les actifs financiers qui ont été dépréciés en 2025 et qui font toujours l'objet de mesures d'exécution présentaient des encours contractuels de 0 million d'euros (31 décembre 2024 : 0 million d'euros).

Le Groupe pbb n'a comptabilisé aucune provision pour dépréciation de niveau 3 sur les instruments financiers dont la qualité de crédit s'est détériorée et dont la valeur comptable s'élevait à 222 millions d'euros au 31 décembre 2025, en raison des garanties (31 décembre 2024 : 426 millions d'euros). Sur ce montant, 0 million d'euros (2024 : 255 millions d'euros) a été transféré au niveau 3 au cours de l'exercice. Les garanties comprennent, notamment, des charges foncières sur des biens immobiliers bien situés et des garanties publiques.

En 2025 et 2024, le Groupe pbb n'a reçu aucun actif financier ou non financier répondant aux critères de comptabilisation des normes IFRS par la prise de possession de garanties détenues sous forme d'actifs garantis ou par l'utilisation d'autres garanties de prêt.

54. Justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs de marché positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	102	135
Total	102	135

55. Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (actifs) :

Le poste « corrections de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille » inclut les justes valeurs positives au titre des risques couverts dans les portefeuilles d'éléments couverts. Elles étaient de -31 millions d'euros au 31 décembre 2025 (au 31 décembre 2024 : -43 millions d'euros).

56. Actifs corporels :

Évolution des actifs corporels (En millions d'Euros)	Équipement d'exploitation	Actifs liés au droit d'utilisation (IFRS 16)	2025	2024
			Total	Total
Coût d'acquisition/deproduction				
Solde au 1er janvier	22	44	66	59
Ajouts	1	3	4	21
Cessions		-3	-3	-14
Solde au 31 décembre	23	44	67	66
Dépréciations et réévaluations				
Solde au 1er janvier	-10	-23	-33	-39
Amortissements	-3	-5	-8	-8
Cessions		2	2	14
Solde au 31 décembre	-13	-26	-39	-33
Valeurs comptables				
Solde au 31 décembre	10	18	28	33

57. Actifs incorporels :

Évolution des actifs incorporels (En millions d'Euros)	Logiciels acquis	Logiciels développés en interne	Autres actifs incorporels	2025	2024
				Total	Total
Coût d'acquisition/deproduction					
Solde au 1er janvier	69	112	12	193	182
Ajouts	2	1	3	6	12
Reclassements	6	6	-12		
Cessions					-1
Solde au 31 décembre	77	119	3	199	193
Amortissement et réévaluations					
Solde au 1er janvier	-41	-101		-142	-129
Amortissements	-6	-7		-13	-13
Dépréciations					
Cessions					
Reclassements					
Solde au 31 décembre	-47	-108		-155	-142
Valeurs comptables					
Solde au 31 décembre	30	11	3	44	51

Les dépenses de recherche et développement qui sont comptabilisées en charges se sont élevées à 17 millions d'euros (en 2024 : 22 millions d'euros).

58. Mises en pension

En tant que constituant du gage pour les authentiques mises en pension, le Groupe pbb a mis en gage des actifs d'une valeur comptable de 0,3 milliards d'euros (au 31 décembre 2024 : 0,5 milliards d'euros). Ces titres font toujours partie de l'actif. La contrepartie reçue s'élevait à 0,3 milliard d'euros (31 décembre 2024 : 1,5 milliard d'euros). Ils sont comptabilisés exclusivement dans les passifs financiers évalués au coût amorti. Les actifs faisant l'objet de contrats de mise en pension sont les seuls actifs transférables quel'acquéreur peut vendre ou remettre en garantie en l'absence de défaut.

NOTES CONCERNANT L'ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE (CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS)**59. Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat :**

(En millions d'Euros)	31.12.2025	31.12.2024
Justes valeurs négatives des produits dérivés autonomes	220	700
Total	220	700

60. Passifs financiers évalués au coût amorti :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les autres banques	1 364	2 943
Dettes envers les banques centrales		502
Pfandbriefe hypothécaires nominatifs	232	310
Pfandbriefe publics nominatifs	359	393
Autres titres nominatifs	183	193
Autres dettes envers les autres banques	590	1 545
Dettes envers les clients	16 847	18 091
Pfandbriefe hypothécaires nominatifs	3 276	3 484
Pfandbriefe publics nominatifs	3 711	4 251
Autres titres nominatifs	1 738	1 840
Autres dettes envers les clients	8 122	8 516
Obligations au porteur	16 965	17 732
Pfandbriefe hypothécaires	10 888	10 699
Pfandbriefe publics	1 604	1 731
Autres obligations au porteur	4 473	5 302
Passifs de second rang	640	603
Passifs de second rang titrisés	625	578
Passifs de second rang non titrisés	15	25
Total	35 816	39 369

61. Justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs de marché négatives des produits dérivés de couverture	607	493
Total	607	493

62. Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (passif) :

Le poste « Ajustement de valeur de la comptabilité de couverture de portefeuille (passifs) » comprend les justes valeurs négatives au titre des risques couverts dans les portefeuilles d'éléments couverts. Elles représentaient au total -26 millions d'euros au 31 décembre 2025 (au 31 décembre 2024 : -2 millions d'euros).

63. Provisions :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Provisions pour retraites et autres obligations au titre de prestations définies postérieures à l'emploi	43	65
Provisions de restructuration	2	
Provisions pour les activités de prêt hors bilan	4	4
Autres provisions	43	46
Total	92	115

Il existe des régimes à cotisations définies et à prestations définies en faveur du personnel du Groupe pbb. Dans les régimes à cotisations définies, pbb réalise des versements dans le cadre d'engagements pris par des organismes interprofessionnels. Dans la plupart des entités à l'étranger, un pourcentage donné de la rémunération fixe est versé au profit du personnel à des fonds de pension qui sont gérés en externe, dans le cadre de régimes de retraite à cotisations définies. La charge au titre des régimes à cotisations définies a représenté 5 millions d'euros (en 2024 : 5 millions d'euros). Les dépenses devraient rester pratiquement constantes en 2026. Les charges liées aux régimes à cotisations définies destinés aux personnes occupant des fonctions clés au

sein du Groupe pbb se sont élevées à 1 million d'euros (2024 : 1 million d'euros). Les cotisations patronales au régime de retraite obligatoire se sont élevées à 6 millions d'euros (en 2024 : 6 millions d'euros).

Il existe des engagements à prestations définies en matière de retraite pour de nombreux salariés en Allemagne. Il n'y a pas d'engagements à prestations définies en matière de retraite pour les entités à l'étranger. Dans les régimes à prestations définies, les salariés reçoivent un engagement directement de la part de leur société. La jouissance des pensions de retraite ou des pensions d'incapacité commence à l'issue d'une période d'acquisition, au plus tôt lorsque l'âge minimum est atteint dans le cas d'incapacité de travail totale ou partielle et au plus tard lors du départ en retraite, généralement à l'issue de la 65^e année. Concernant le personnel actif, la plupart des régimes sont des régimes modernes de retraite modulable. Pour les autres personnes éligibles, il existe également des régimes à prestations définies qui sont basés sur la dernière rémunération. Le module de retraite annuelle dépend, entre autres, de la rémunération annuelle brute et de l'ancienneté de l'assuré. La pension pour les personnes à charge survivantes s'élève généralement à 60 % de la pension du conjoint pour l'ayant-droit concerné. Le régime de retraite est géré par pbb avec l'aide d'un prestataire de services externe.

Des provisions pour retraites sont comptabilisées pour les obligations qui découlent d'engagements directs. Les régimes à prestations définies sont pour la plupart fermés depuis le 1^{er} avril 2004 pour les nouveaux arrivants. Il n'y a eu aucune modification, aucune limitation, ni aucun règlement au niveau des régimes en 2025 et en 2024.

Le risque d'insolvabilité est couvert dans le cadre des prescriptions légales par Pensionssicherungsverein a.G. pour l'intégralité du montant des obligations de retraite.

Les hypothèses actuarielles suivantes ont été utilisées pour évaluer les obligations de retraite à prestations définies :

Hypothèses actuarielles :

En %	31.12.2025/ 01.01.2026	31.12.2024/ 01.01.2025
Taux d'actualisation	4,20	3,48
Taux d'augmentation des obligations de retraite	2,00	2,25
Taux d'augmentation de la rémunération future et des droits acquis (1)	2,50	2,50
<i>(1) Le Groupe pbb prévoit un taux d'augmentation des rémunérations futures et des droits acquis de 0 % pour les membres actifs du Directoire au cours des exercices 2025 et 2024.</i>		

Le taux de progression de carrière s'élève à 0,0% pour les membres du directoire (au 31 décembre 2024 : 0,0%), à 1,5% pour les administrateurs et le personnel hors barème de rémunération (au 31 décembre 2024 : 1,5%) et à 0,5% pour le personnel dans le barème de rémunération (au 31 décembre 2024 : 0,5 %). Les tableaux d'orientation 2018G de KLAUS HEUBECK AG ont servi de bases biométriques.

Les engagements à prestations définies pris par pbb en matière de retraite ne contiennent aucun risque inhabituel ou propre à l'entité. Pbb est confrontée aux risques démographiques habituels, par exemple à la longévité ou à l'invalidité du personnel éligible, ainsi qu'aux risques financiers habituels comme par exemple un changement du taux d'actualisation. Pbb a souscrit une réassurance afin de se protéger contre une partie de ces risques. La réassurance est une police d'assurance éligible conformément à l'IAS 19 et elle constitue un actif du régime. La juste valeur des actifs du régime est un élément du passif net et qui découle des régimes à prestations définies et qui est déduit de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies. La réassurance ne comporte aucun risque inhabituel ou propre au régime.

Pour la plupart, les versements de retraite au titre des obligations de retraite réassurées sont financés par les produits tirés des actifs du régime. Si les produits ne couvrent pas les versements de retraite, pbb doit payer les retraites sur ses fonds propres. Pour les obligations de pension non assurées, les versements sont également réalisés sur les fonds propres.

Éléments de l'état de la situation financière (passif net au titre des prestations définies) :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies	201	229
Juste valeur des actifs du régime	-158	-164
Total	43	65

Évolution du passif net au titre des prestations définies :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Solde au 1er janvier	65	62
Charges de retraite	3	4
Réévaluations	-19	4
Reclassement dans les remboursements		
Versements directs aux bénéficiaires	-6	-5
Solde au 31 décembre	43	65

Évolution des obligations au titre des prestations définies :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Solde au 1er janvier	229	232
Frais de services actuels	1	2
Charges d'intérêt	8	8
Réévaluations	-23	1
Profits/pertes actuariel(le)s résultant des hypothèses démographiques		
Profits/pertes actuariel(le)s résultant des hypothèses financières	-22	-4
Profits/pertes actuariel(le)s résultant des hypothèses liées à l'expérience	-1	5
Versements aux bénéficiaires	-14	-14
Solde au 31 décembre	201	229

Les actifs du régime se composent exclusivement de la réassurance garantie aux bénéficiaires du régime. Les actifs du régime ne contiennent donc aucun instrument financier ni aucun actif corporel propre à pbb qui serait utilisé. Aucun autre apport aux actifs du régime n'est prévu en 2026. Pbb n'a recours à aucune stratégie spéciale d'appariement des actifs et des passifs pour gérer la réassurance garantie.

Évolution de la juste valeur des actifs du régime :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Solde au 1er janvier	164	170
Produits d'intérêt	6	6
Réévaluations	-4	-3
Versements aux bénéficiaires	-8	-9
Reclassement depuis les remboursements ou vers les remboursements		
Solde au 31 décembre	158	164

Évolution des charges de retraite :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Frais de service	1	2
Frais de services actuels	1	2
Charges d'intérêt nettes	2	2
Charges d'intérêt sur les obligations au titre des prestations définies	8	8
Produits d'intérêt sur les actifs du régime	-6	-6
Total	3	4

Les dépenses de pension devraient être similaires en 2026 par rapport à 2025. Les charges de retraite font partie des frais administratifs et généraux.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies découlent des profits et des pertes actuariels ainsi que du rendement des actifs du régime, à l'exception des montants qui sont inclus en intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies.

Réévaluation comptabilisée en autres éléments du résultat (capitaux propres) :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Profits/pertes actuariel(le)s résultant des hypothèses démographiques		
Profits/pertes actuariel(le)s résultant des hypothèses financières	22	4
Profits/pertes actuariel(le)s résultant des hypothèses liées à l'expérience	1	-5
Réévaluations des actifs du plan	-4	-3
Total	19	-4

Évolution des remboursements :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Solde au 1er janvier	1	1
Ajouts		
Cessions		
Solde au 31 décembre	1	1

Les remboursements découlent de polices de réassurance qui n'ont pas été nanties.

Voici l'analyse de sensibilité quantitative concernant les principales hypothèses actuarielles, qui utilise les mêmes méthodes d'évaluation que l'obligation comptabilisée dans l'état de la situation financière :

Hypothèses actuarielles (En millions d'Euros)	Changement du niveau de sensibilité(+ : augmentation / - : diminution)		Obligation brute	
			31/12/2025	31/12/2024
Valeur de base du calcul de la sensibilité			201	229
Taux d'actualisation	En points de pourcentage	+ 0,5	191	216
	En points de pourcentage	- 0,5	213	243
Taux d'augmentation des obligations de retraite	En points de pourcentage	+ 0,5	210	241
	En points de pourcentage	- 0,5	192	219
Taux d'augmentation de la rémunération future et des droits acquis	En points de pourcentage	+ 0,5	201	229
	En points de pourcentage	- 0,5	201	229

L'hypothèse de mortalité n'a qu'un effet non significatif car le risque de longévité est principalement couvert par les actifs du régime.

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies était de 11 ans au 31 décembre 2025 (au 31 décembre 2024 : 12 ans).

Évolution des provisions pour restructuration et autres provisions :

(En millions d'Euros)	Provisions de restructuration	Autres provisions
Solde au 01.01.2024		49
Ajouts		21
Contrepassations		-8
Montants utilisés		-16
Reclassements		-1
Autres		1
Solde au 31.12.2024		46
Solde au 01.01.2025		46
Ajouts	3	29
Contrepassations	-1	-13
Montants utilisés		-19
Reclassements		-1
Autres		1
Solde au 31.12.2025	2	43

Les provisions liées aux opérations de crédit hors bilan comprennent principalement les provisions pour risques de garantie, les lettres de crédit et les engagements de prêt irrévocables. L'évolution de ces provisions est présentée en détail dans la note intitulée « Actifs financiers au coût amorti après corrections pour pertes de crédit (notamment les créances résultant de contrats de location-financement) ».

Les provisions pour obligations découlant d'opérations de paiement fondé sur des actions, présentées comme faisant partie des autres provisions, sont décrites dans la note intitulée « Informations relatives aux parties liées ».

Les autres provisions comprennent des provisions pour rémunération variable de 12 millions d'euros (au 31 décembre 2024 : 19 millions d'euros), pour indemnités de fin de contrat de 16 millions d'euros (au 31 décembre 2024 : 12 millions d'euros), pour risques juridiques et fiscaux de 5 millions d'euros (au 31 décembre 2024 : 3 million d'euros) et pour frais de justice de 1 million d'euros (au 31 décembre 2024 : 1 million d'euros).

Risques juridiques (risques de litiges) : Au vu de la nature de l'activité, du développement international des activités et du grand nombre d'exigences et de règlements concernés, pbb est impliquée dans certains pays dans des contentieux, des arbitrages et des procédures administratives. Pbb comptabilise les provisions pour les obligations incertaines découlant de ces procédures si le décaissement éventuel de ressources est suffisamment probable et si le montant de l'obligation peut être estimé. La probabilité de décaissement de ressources, qu'il est souvent impossible d'estimer avec certitude, dépend largement de l'issue des procédures. L'évaluation de cette probabilité et la quantification de l'obligation reposent en grande partie sur des estimations. Le passif réel peut s'écarter de manière considérable de cette estimation. Pour comptabiliser une procédure légale donnée, pbb analyse l'évolution du cas d'espèce et des cas comparables. En fonction de l'importance et de la complexité du cas d'espèce, pbb s'appuie sur sa propre expertise ou sur les opinions de consultants externes et notamment de conseillers juridiques. Les provisions comptabilisées pour les procédures ne sont pas déclarées de manière indépendante, pbb estimant que leur divulgation pourrait gravement compromettre l'issue des procédures.

Il n'existe pas de procédure qui, selon le Directoire, entraînerait probablement une sortie de ressources ou aurait d'autres répercussions sur les activités du Groupe pbb (ou qui, pour d'autres raisons, serait d'une importance significative pour le Groupe pbb) et qui nécessiterait une provision de plus de 5 millions d'euros. Cependant, pbb est soumise à des procédures prudentielles qui impliquent un risque de décaissement de ressources important.

64. Autres passifs

Les autres passifs comprennent notamment des passifs liés aux locations de 17 millions d'euros. (au 31 décembre 2024 : de 19 millions d'euros).

65. Échéances des actifs et des passifs financiers spéciaux :

Échéances de certains actifs et passifs financiers (sans produits dérivés et sans contrats de location-financement) :

(En millions d'Euros)	31/12/2025					
	Remboursable sur demande/ non spécifié	jusqu'à 3 mois	plus de 3 mois jusqu'à 1 an	plus de 1 an jusqu'à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Réserve de trésorerie	1 558					1 558
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	8	75	167	491		741
Titres de créance				41		41
Prêts et avances aux clients	5	75	167	450		697
Participations dans des sociétés et des fonds qualifiés d'instruments de dette	3					3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		19		1 004	381	1 404
Titres de créance		19		1 004	381	1 404
Actifs financiers au coût amorti avant provisions pour pertes de crédit	634	3 012	7 013	18 047	7 655	36 361
Titres de créance		374	251	712	3 502	4 839
Prêts et avances aux autres banques	581	2	350	295		1 228
Prêts et avances aux clients	53	2 636	6 412	17 040	4 153	30 294
Total des actifs financiers	2 200	3 106	7 180	19 542	8 036	40 064
Passifs financiers évalués au coût amorti	998	2 264	6 537	16 475	9 541	35 815
Dettes envers les autres banques	67	27	509	530	231	1 364
dont : titres nominatifs		22	181	400	170	773
Dettes envers les clients	923	1 411	2 292	4 823	7 397	16 847
dont : titres nominatifs		278	257	1 561	6 630	8 726
Obligations au porteur	8	807	3 686	10 862	1 602	16 965
Passifs de second rang		19	50	260	311	640
Total des passifs financiers	998	2 264	6 537	16 475	9 541	35 815

Échéances de certains actifs et passifs financiers (sans produits dérivés et sans contrats de location-financement) :

(En millions d'Euros)	31/12/2024					
	Rembou rsable sur demand e/non spécifié	jusqu'à3 mois	plus de3 mois jusqu'à 1 an	plus de1 an jusqu'à 5 ans	plus de5 ans	Total
Réserve de trésorerie	2 010					2 010
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	4	65	95	599		763
Titres de créance			87	40		127
Prêts et avances aux clients	1	65	8	559		633
Participations dans des sociétés et des fonds qualifiés d'instruments de dette	3					3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global		74	76	507	599	1 256
Titres de créance		74	76	506	599	1 255
Prêts et avances aux clients				1		1
Actifs financiers au coût amorti avant provisions pour pertes de crédit	825	3 891	5 842	19 769	9 315	39 642
Titres de créance		75	178	1 392	826	2 471
Prêts et avances aux autres banques	783	410		250	294	1 737
Prêts et avances aux clients	42	3 406	5 664	18 127	8 195	35 434
Total des actifs financiers	2 839	4 030	6 013	20 875	9 914	43 671
Passifs financiers évalués au coût amorti	1 150	4 935	4 775	18 745	9 764	39 369
Dettes envers les autres banques	282	1 393	324	645	299	2 943
dont : titres nominatifs		22	166	490	218	896
Dettes envers les clients	859	1 799	2 240	5 119	8 074	18 091
dont : titres nominatifs		297	467	1 691	7 121	9 576
Obligations au porteur	9	1 727	2 201	12 416	1 379	17 732
Passifs de second rang		16	10	565	12	603
Total des passifs financiers	1 150	4 935	4 775	18 745	9 764	39 369

66. Capitaux propres

Le capital social représente la responsabilité maximum de l'actionnaire à l'égard des créanciers en ce qui concerne les passifs de la société. Le capital social au 31 décembre 2025 et pendant tout l'exercice 2025 s'élevait à 380 376 059,67 euros divisés en 134 475 308 actions au porteur ordinaires sans valeur nominale, représentant une participation théorique au capital social d'environ 2,83 euros par action. Au cours des exercices 2025 et 2024, pbb n'a pas détenu d'actions propres.

Veuillez consulter la section « informations supplémentaires » du rapport de gestion combiné pour obtenir des informations sur le capital autorisé et éventuel dans le cadre de l'article 315a(1) du HGB.

Le capital d'apport supplémentaire comprend les apports de l'exercice précédent ainsi que les primes correspondant à l'émission d'actions ; en dehors d'un montant de 25 383 131,91 euros (au 31 décembre 2024 : 25 383 131,91 euros), le capital d'apport supplémentaire était librement disponible conformément à l'article 272(2) n°4 du HGB. Les bénéfices non distribués ont généralement été constitués uniquement à partir du résultat net de l'exercice en cours ou des périodes antérieures, y compris le résultat consolidé de l'exercice en cours.

La perte nette de 284 millions d'euros a eu un impact particulièrement négatif sur l'évolution des capitaux propres. En revanche, les pertes actuarielles liées aux engagements de retraite ont diminué de 19 millions d'euros, principalement en raison du taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation (31 décembre 2025 : 4,20 % ; 31 décembre 2024 : 3,48 %), qui a augmenté en ligne avec l'évolution des taux d'intérêt du marché. Les autres éléments du résultat global cumulés provenant des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ont diminué de 2 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice précédent en raison d'effets liés aux intérêts et au crédit.

Les autres instruments de capitaux propres comprennent le capital *Additional Tier 1* (AT1) pour une valeur nominale totale de 300 millions d'euros moins des coûts de transaction de 2 millions d'euros. Le capital AT1 est généralement considéré comme des capitaux propres puisqu'il n'y a pas d'obligation de remboursement ou de paiement régulier au titre du service de la dette. L'obligation émise par pbb en 2018 comprend un coupon initial de 5,75 % et elle n'a pas d'échéance finale. Le coupon pour la nouvelle période d'intérêt de cinq ans à partir du 28 avril 2023 est de 8,474%. Il existe certaines conditions associées aux

paiements des coupons. Le coupon de 25 millions d'euros sur le capital AT1 qui a été payé en avril 2025 a réduit les bénéfices non répartis et il est déclaré séparément dans l'état des variations de capitaux propres.

Dividendes	2025	2024
Dividendes reconnus comme distributions aux propriétaires en € par action	0,15	0,00
Dividendes proposés ou déclarés mais non reconnus comme distributions aux propriétaires avant l'approbation des états financiers pour publication, en € millions	0,00	20
Dividendes proposés ou déclarés mais non reconnus comme distributions aux propriétaires avant l'approbation des états financiers pour publication, en € par action	0,00	0,15

67. Activités fiduciaires

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, aucun actif ou passif fiduciaire n'était déclaré dans l'état de la situation financière.

NOTES CONCERNANT L'ETAT CONSOLIDE DES FLUX FINANCIERS

68. Informations à communiquer sur les postes de l'état consolidé des flux de trésorerie

L'état consolidé des flux de trésorerie présente les flux de trésorerie de l'exercice répartis par activités d'exploitation, par activités d'investissement et par activités de financement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent au poste « réserve de trésorerie » du bilan et elles comprennent la trésorerie ainsi que les avoirs auprès des banques centrales.

Les activités d'exploitation sont définies au sens large et elles correspondent au résultat d'exploitation. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation comprennent les paiements (encaissements et décaissements) qui sont attribuables aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou aux justes valeurs positives des dérivés de couverture, aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global, aux actifs financiers au coût amorti et aux autres actifs. Les encaissements et les décaissements qui sont attribuables aux passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou aux justes valeurs négatives des dérivés de couverture, aux passifs évalués au coût amorti (hors encaissements et décaissements résultant des passifs de second rang) et aux autres passifs sont également intégrés aux activités d'exploitation. Les paiements de l'intérêt et du dividende résultant des activités d'exploitation sont indiqués au niveau des flux de trésorerie résultant des activités d'exploitation. Cela concerne également les passifs de second rang. En outre, les paiements de la partie correspondant aux intérêts sur les passifs locatifs ainsi qu'aux contrats de location à court terme avec une échéance inférieure à 12 mois sont intégrés aux flux de trésorerie des activités d'exploitation.

Les flux de trésorerie résultant des activités d'investissement comprennent les paiements effectués au titre des portefeuilles d'investissement et des titres, ainsi qu'au titre des actifs corporels et incorporels.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent les paiements et les encaissements relatifs aux dettes subordonnées, les paiements correspondant à la partie remboursement des dettes de location, ainsi que les paiements au titre des dividendes et du capital AT1.

Évolution des passifs résultant des activités de financement :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Passifs de second rang		
Solde au 1er janvier	603	603
Variations résultant des flux de trésorerie de financement	37	-1
Autres variations		1
Solde au 31 décembre	640	603

NOTES CONCERNANT LES TRANSACTIONS DERIVEES ET LES ELEMENTS COUVERTS DANS LA COMPTABILITE DE COUVERTURE

Les risques correspondent aux possibilités de déviation par rapport aux objectifs futurs prévus, en raison du caractère imprévisible de l'avenir et des perturbations. Les risques de taux d'intérêt et les risques de change sont particulièrement importants pour le Groupe pbb. Ils découlent des positions ouvertes, par exemple en cas de discordance au niveau des échéances ou en cas de variabilité au niveau de la fixation des taux d'intérêt. Les risques de taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, les risques de change sont comptabilisés dans la comptabilité de couverture. Les autres risques liés aux éléments couverts, comme par exemple le risque de crédit, ne sont pas comptabilisés dans la comptabilité de couverture mais sont contrôlés au niveau du Groupe.

En général, le Groupe pbb couvre les risques de taux d'intérêt. Néanmoins, il est possible que cela ne soit pas faisable ou raisonnable dans certains cas particuliers. Le ratio de couverture est calculé par rapport aux prévisions attendues, par exemple pour l'évolution du taux d'intérêt ou pour les coûts de couverture. Si le risque n'est pas complètement couvert, par exemple parce que le taux d'intérêt de l'actif sous-jacent ne correspond pas complètement au taux d'intérêt de l'instrument de couverture, une inefficacité de couverture peut apparaître. Une autre source d'inefficacité peut être la différence des risques de crédit au niveau des contreparties entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.

Les relations de couverture entre les instruments financiers sont classées en couverture de juste valeur, en couverture de flux de trésorerie ou en couverture d'un investissement net dans une activité étrangère, conformément à l'IAS 39. Les instruments de

couverture utilisés pour couvrir les risques de taux d'intérêt sont essentiellement des produits dérivés de taux d'intérêt, comme des swaps de taux d'intérêt ou des options de taux d'intérêt.

Les déclarations spécifiques prévues par l'IFRS 7 figurent dans le rapport sur les risques et opportunités et elles portent entre autres sur le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité.

— PRODUITS DERIVES DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Selon l'IAS 39, avec une couverture de juste valeur, un actif ou un passif comptabilisé, un engagement ferme non comptabilisé ou une partie précisément identifiée de cet actif, de ce passif ou de cet engagement est couvert contre le risque de variation de la juste valeur qui est attribuable à un risque particulier et qui peut affecter le résultat de l'exercice.

Si la couverture de juste valeur dans le cadre de l'exercice concerné répond aux critères de l'IAS 39 point 88, la couverture est comptabilisée de la façon suivante :

- les profits ou les pertes qui en découlent lorsque l'instrument de couverture est réévalué à la juste valeur (pour un instrument de couverture dérivé) ou l'élément de change de sa valeur comptable évaluée conformément à l'IAS 21 (pour les instruments de couvertures non dérivés) sont comptabilisés en résultat pour l'exercice ; et
- La valeur comptable d'un élément couvert est corrigée en ajustant le résultat à hauteur du bénéfice ou de la perte qui résulte de l'élément couvert et qui est imputable aux risques couverts. Cela s'applique lorsque l'élément couvert n'est pas évalué au coût d'une autre manière. Le bénéfice ou la perte imputable au risque couvert est comptabilisé en résultat pour la période si l'élément couvert est un actif financier évalué à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global. L'amortissement de la correction de couverture commence à la date de révocation de la relation de couverture.

Le Groupe pbb applique la comptabilité de couverture de juste valeur pour les relations de micro-couverture et de macro-couverture. La gestion de l'actif et du passif étant axée sur la macro-gestion des taux d'intérêt du portefeuille bancaire, moins de micro-couvertures de juste valeur sont comptabilisées, de sorte que le portefeuille de relations de micro-couverture ne cesse de diminuer.

Les risques de taux d'intérêt sont couverts en vertu de la comptabilité de microcouverture de juste valeur. Toute inefficacité dans la plage acceptable en vertu de l'IAS 39 est constatée en produits nets des relations de couverture. Les valeurs de marché positives et négatives des instruments de couverture sont comptabilisées à la juste valeur dans les « justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture » ou dans les « justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture », respectivement. La correction de la valeur comptable de l'élément couvert par le résultat attribuable au risque couvert affecte directement l'élément couvert. Le test d'efficacité rétrospective est réalisé au moyen de l'analyse de régression. La méthode de compensation du dollar est utilisée pour quantifier l'inefficacité prospective. Si la relation de couverture prend fin pour d'autres raisons que la décomptabilisation de l'élément couvert, l'écart entre la valeur comptable de l'élément couvert à ce moment-là et la valeur à laquelle il aurait été comptabilisé si la couverture n'avait jamais existé (la correction de juste valeur non amortie) est amorti par le biais du compte de résultat sur la durée résiduelle de la couverture d'origine et il est comptabilisé en produits d'intérêt nets. Si l'élément couvert est décomptabilisé, en raison par exemple d'une cession ou d'un remboursement, la correction de juste valeur non amortie est comptabilisée immédiatement en résultat.

Dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille au sens de l'IAS 39, les risques de taux d'intérêt associés aux prêts et aux avances ainsi qu'aux engagements sont couverts par portefeuilles. La comptabilité de couverture de portefeuille sert à comptabiliser les effets du pilotage des intérêts au niveau macro-économique pour les positions couvertes. Concernant les risques couverts dans les flux de trésorerie couverts des portefeuilles d'éléments couverts, les justes valeurs sont déclarées soit à l'actif soit au passif en corrections de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille. Les variations de juste valeur des risques couverts résultant des portefeuilles d'éléments couverts sont comptabilisées en produits nets des relations de couverture. Les valeurs de marché des instruments de couverture sont comptabilisées à la juste valeur au niveau de l'état de la situation financière dans les « justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture » ou dans les « justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture », respectivement. Les variations de valeur sont intégrées aux produits nets des relations de couverture, compensant ainsi largement l'effet sur le compte de résultat de la valorisation des flux de trésorerie résultant des portefeuilles d'éléments couverts. Les flux de trésorerie résultant des portefeuilles d'éléments couverts sont calculés tous les mois dans le cadre d'un processus dynamique de comptabilisation et de suspension de couvertures. Les corrections de valeur qui en résultent sont amorties sur la durée résiduelle de l'intervalle de temps et elles sont comptabilisées en produits d'intérêt nets. En cas de décomptabilisation des flux de trésorerie des éléments couverts du portefeuille d'éléments couverts, l'ajustement de valeur associé est repris au prorata et comptabilisé dans le produit net des réalisations.

Les planchers intégrés pour les transactions de crédit peuvent être désignés dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille conformément à l'IAS 39. Dans la comptabilité de couverture de portefeuille, il n'y a pas de désignation régulière, mais une désignation ponctuelle. Les éléments d'ajustement de valeur sont amortis sur la durée résiduelle à partir de la résiliation anticipée.

— COMPTABILITE DE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE

Selon l'IAS 39, une couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple à tout ou partie des paiements d'intérêt futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable et qui pourrait affecter le résultat.

Selon la comptabilité de couverture de flux de trésorerie, les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur. Le résultat de l'évaluation doit être divisé entre une partie efficace et une partie inefficace de la relation de couverture. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le Groupe pbb n'avait pas désigné de produits dérivés en couverture de flux de trésorerie. La réserve de couverture de flux de trésorerie restant après les désignations sera contrepassée en fonction des flux de trésorerie couverts résultant des transactions concernées. Dans ce contexte, un test d'efficacité prospectif est effectué sur une base trimestrielle et, en cas d'inefficacité, la réserve de couverture des flux de trésorerie est reprise en conséquence par le biais du compte de résultat.

69. Transactions dérivées.

Afin de minimiser (réduire) le risque de crédit économique et réglementaire, des conventions de compensation bilatérales ont été conclues. Grâce à ces conventions de compensation, les justes valeurs positives et négatives des contrats dérivés inclus dans le contrat-cadre peuvent être compensées mutuellement et les ajouts ultérieurs au niveau du risque réglementaire concernant ces produits peuvent être réduits. Par le biais de ce processus de compensation, le risque de crédit est limité à une seule créance nette sur la partie au contrat.

Pour les rapports réglementaires comme pour l'évaluation et le suivi internes des engagements de crédit, ces techniques de réduction du risque ne sont utilisées que si elles sont considérées applicables par le système juridique concerné en cas d'insolvabilité du partenaire commercial. Un avis juridique est sollicité pour vérifier leur applicabilité.

Comme pour les contrats-cadres, le Groupe pbb conclut des accords de garantie avec ses partenaires opérationnels afin de garantir la créance nette ou le passif net restant après la compensation (garantie obtenue ou donnée). En règle générale, cette gestion des garanties (par le dépôt de garanties en espèces) réduit le risque de crédit grâce à une évaluation et à une correction rapides de l'exposition aux clients.

Volume des produits dérivés au 31 décembre 2025 (En millions d'Euros)	Montant nominal				Juste valeur/valeur comptable		Variation de la juste valeur pour le calcul d'efficacité
	Échéances résiduelles			Total	Positif	Négatif	
	jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	plus de 5 ans				
Produits dérivés autonomes1)	6 418	9 691	1 310	17 419	170	220	
Produits dérivés de taux d'intérêt	3 231	8 896	1 310	13 437	136	209	
Produits dérivés de gré à gré	3 231	8 896	1 310	13 437	136	209	
Swaps de taux d'intérêt	740	4 715	1 290	6 745	127	199	
Options de taux d'intérêt	2 491	4 181	20	6 692	9	10	
Produits dérivés sur devises	1 963			1 963	5	7	
Produits dérivés de gré à gré	1 963			1 963	5	7	
Transactions sur devises à terme	1 963			1 963	5	7	
Autres produits dérivés	1 224	795		2 019	29	4	
Swaps de devises	1 224	795		2 019	29	4	
Produits dérivés de la comptabilité de couverture de juste valeur 2)3)	4 137	12 113	10 552	26 802	102	607	-172
Produits dérivés de taux d'intérêt	4 137	12 113	10 552	26 802	102	607	-172
Produits dérivés de gré à gré	4 137	12 113	10 552	26 802	102	607	-172
Swaps de taux d'intérêt	4 131	10 912	10 204	25 247	102	606	-173
Options de taux d'intérêt	6	1 201	348	1 555		1	1
Autres produits dérivés							
Swaps de devises							

(1) Comptabilisés dans l'état de la situation financière sous « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou « Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

(2) Comptabilisés dans l'état de la situation financière sous « Justes valeurs positives des dérivés de la comptabilité de couverture » ou « Justes valeurs négatives des dérivés de la comptabilité de couverture ».

(3) Y compris l'exposition vis-à-vis d'Eurex Clearing AG après compensation des dérivés et des garanties en espèces. En raison d'une compensation avec des dérivés Eurex d'un montant de 10,6 milliards d'euros, un reclassement a été effectué des dérivés autonomes vers les dérivés comptabilisés selon la méthode de couverture de juste valeur.

Volume des produits dérivés au 31 décembre 2024 (En millions d'Euros)	Montant nominal				Juste valeur/valeur comptable		Variation de la juste valeur pour le calcul d'efficacité
	Échéances résiduelles			Total	Positif	Négatif	
	jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	plus de5 ans				
Produits dérivés autonomes1)	7 251	9 992	1 455	18 698	484	700	
Produits dérivés de taux d'intérêt	4 415	8 467	1 455	14 337	469	620	
Produits dérivés de gré à gré	4 415	8 467	1 455	14 337	469	620	
Swaps de taux d'intérêt	1 726	4 839	1 435	8 000	446	595	
Options de taux d'intérêt	2 689	3 628	20	6 337	23	25	
Produits dérivés sur devises	1 974			1 974	4	28	
Produits dérivés de gré à gré	1 974			1 974	4	28	
Transactions sur devises à terme	1 974			1 974	4	28	
Autres produits dérivés	862	1 525		2 387	11	52	
Swaps de devises	862	1 525		2 387	11	52	
Produits dérivés de la comptabilité de couverture de juste valeur 2)3)	6 124	13 672	12 636	32 432	135	493	222
Produits dérivés de taux d'intérêt	6 124	13 672	12 636	32 432	135	493	220
Produits dérivés de gré à gré	6 124	13 672	12 636	32 432	135	493	220
Swaps de taux d'intérêt	6 124	13 159	11 947	31 230	135	488	219
Options de taux d'intérêt		513	689	1 202		5	1
Autres produits dérivés							2
Swaps de devises							2
(1) Comptabilisés dans l'état de la situation financière sous « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou « Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».							
(2) Comptabilisés dans l'état de la situation financière sous « Justes valeurs positives des dérivés de la comptabilité de couverture » ou « Justes valeurs négatives des dérivés de la comptabilité de couverture ».							
(3) Y compris l'exposition vis-à-vis d'Eurex Clearing AG, après compensation des dérivés et des garanties en espèces. En raison d'une compensation avec des dérivés Eurex d'un montant de 13,8 milliards d'euros, un reclassement a été effectué des dérivés autonomes vers les dérivés comptabilisés selon la méthode de la couverture de juste valeur.							

La variation de la juste valeur utilisée pour le calcul de l'efficacité des dérivés du portefeuille de couverture s'est élevée à 43 millions d'euros et provenait de dérivés de taux d'intérêt/swaps de taux d'intérêt (2024 : 62 millions d'euros provenant de dérivés de taux d'intérêt/swaps de taux d'intérêt).

Contreparties (En millions d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Juste valeur		Juste valeur	
	Positive	Négative	Positive	Négative
Gouvernements nationaux et banques centrales d'États membres de l'OCDE	2		2	
Banques de l'OCDE	259	741	602	1 076
Établissements financiers de l'OCDE		34		20
Autres sociétés et particuliers	11	52	15	97
Total	272	827	619	1 193

La réserve pour la comptabilité de couverture des flux de trésorerie, dans laquelle aucun instrument dérivé n'a été désigné au cours des exercices 2025 et 2024, s'élevait à -44 millions d'euros après impôts différés (31 décembre 2024 : -41 millions d'euros). En 2025, un montant de -3 millions d'euros (2024 : -11 millions d'euros) après impôts a été reclassé de la réserve de couverture de flux de trésorerie vers le résultat net d'intérêts.

70. Éléments couverts dans la comptabilité de couverture

Au 31 décembre 2025 (En millions d'Euros)	Micro couverture de juste valeur				Couverture de portefeuille	
	Valeur comptable	Dont :		Variation de la valeur pour le test d'efficacité sur la période	Ajustement de l'évaluation	Variation pour le calcul d'efficacité sur la période déclarative
		Ajustement de couverture comprenant la valeur comptable	Ajustement de couverture résiduel après suspension de la relation de couverture			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	457	-3	5	-6		
Comptabilité de couverture liée à l'intérêt	457	-3	5	-6		
Actifs financiers au coût amorti	7 909	-99	246	-7	-31	-50
Comptabilité de couverture liée à l'intérêt	7 909	-99	246	-7	-31	-50
Comptabilité de couverture liée à la devise						
Passifs financiers évalués au coût amorti	17 933	-562	109	187	-26	8
Comptabilité de couverture liée à l'intérêt	17 933	-562	109	187	-26	8

Au 31 décembre 2024 en millions d'€	Micro couverture de juste valeur				Couverture de portefeuille	
	Valeur comptable	Dont :		Variation de la valeur pour le test d'efficacité sur la période	Ajustement de l'évaluation	Variation pour le calcul d'efficacité sur la période déclarative
		Ajustement de couverture comprenant la valeur comptable	Ajustement de couverture résiduel après suspension de la relation de couverture			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	470	3	9	3		
Comptabilité de couverture liée à l'intérêt	470	3	9	3		
Actifs financiers au coût amorti	9 127	-107	335	-4	-43	-24
Comptabilité de couverture liée à l'intérêt	9 127	-107	335	-2	-43	-24
Comptabilité de couverture liée à la devise				-2		
Passifs financiers évalués au coût amorti	19 872	-370	122	-224	-2	-32
Comptabilité de couverture liée à l'intérêt	19 872	-370	122	-224	-2	-32

Le poste « Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (actifs) » comprend les justes valeurs correspondant aux risques couverts dans les flux de trésorerie couverts au sein des portefeuilles d'éléments couverts (actifs). Le poste « correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (passifs) » comprend les justes valeurs correspondant aux risques couverts dans les flux de trésorerie couverts au sein des portefeuilles d'éléments couverts (passifs).

Inefficacité de la couverture (1) :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Résultat de la comptabilité de micro-couverture de juste valeur (risque de taux d'intérêt)	2	-3
Résultat de la comptabilité de couverture de portefeuille (risque de taux d'intérêt)	1	6
Total	3	3
(1) Comptabilisée dans les « produits nets de la comptabilité de couverture ».		

Les taux interbancaires offerts (IBOR) sont utilisés comme taux de référence pour fixer les prix et calculer les flux de paiement d'un grand nombre d'instruments financiers. En raison des faiblesses des anciens taux interbancaires révélées pour la première fois dans le cadre du scandale du LIBOR, les législateurs et les autorités de surveillance du monde entier s'efforcent d'établir un système de taux de référence sans risque basé sur les transactions (RFR) ou de réformer le calcul des taux de référence.

L'European Money Markets Institute (EMMI) a révisé la méthodologie de calcul du taux d'intérêt EURIBOR en 2019 et est passé à une méthode hybride. L'EMMI a déterminé et diffusé les taux de référence EURIBOR révisés depuis juillet 2019. La conformité EU-BMR du taux d'intérêt EURIBOR révisé permet aux acteurs du marché, et donc aussi à pbb, d'utiliser les taux d'intérêt

EURIBOR à titre de taux de référence pour les contrats existants et les nouveaux contrats jusqu'à nouvel ordre. pbb s'attend à ce que le taux d'intérêt EURIBOR reste le taux d'intérêt de référence au moins pour les prochaines années.

En septembre 2019, le Comité d'information financière (FAB) de l'Institut allemand des commissaires aux comptes (IDW), en collaboration avec le Comité bancaire (BFA) de l'IDW, a publié la note comptable « Handelsbilanzielle Folgen der Änderung bestimmter Referenzzinssätze (« Réforme IBOR ») für Finanzinstrumente » (IDW RH FAB 1.020) sur les effets possibles de la réforme IBOR sur le bilan commercial. pbb a tenu compte de cette note comptable lors de la préparation des états financiers annuels de 2025.

AUTRES NOTES CONCERNANT LES INSTRUMENTS FINANCIERS

71. Flux de trésorerie non actualisés des passifs financiers :

Flux de trésorerie non actualisés des passifs financiers convenus contractuellement selon l'IFRS 7.39 :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
À moins de 3 mois	3	6
Résultant des instruments financiers dérivés		
Résultant des instruments financiers non dérivés	3	6
De 3 mois à 1 an	7	5
Résultant des instruments financiers dérivés		
Résultant des instruments financiers non dérivés	7	5
De 1 à 5 ans	19	21
Résultant des instruments financiers dérivés		
Résultant des instruments financiers non dérivés	19	21
À plus de 5 ans	13	13
Résultant des instruments financiers dérivés	1	1
Résultant des instruments financiers non dérivés	12	12
Total	42	45

Les flux de trésorerie non actualisés sont présentés en fonction de l'échéance contractuelle, ce qui signifie que les options ou les droits de résiliation ne sont pas pris en compte. Cette présentation ne rend pas compte de la gestion économique qui repose sur les flux de trésorerie attendus. La stratégie et la gestion du risque de liquidité sont décrites dans le rapport sur les risques et les opportunités.

72. Actifs affectés ou donnés en garantie.

Des actifs (sans garanties en espèces) ont été donnés en garantie pour les passifs et pour les garanties reçues qui figurent ci-dessous :

Passifs :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers évalués au coût amorti	453	1 688
Total	453	1 688

Les actifs suivants ont été donnés en garantie pour les passifs indiqués ci-dessus :

Actifs donnés en garantie :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	269	230
Actifs financiers au coût amorti	503	433
Total	772	663

Les transferts de garanties résultent principalement de contrats de mise en pension. Ces opérations ont été réalisées selon les conditions habituelles applicables aux contrats de mise en pension et conclues dans le respect du principe de pleine concurrence. Par ailleurs, un montant de 273 millions d'euros a été transféré à titre de garantie au sein des actifs financiers évalués au coût amorti dans le cadre du TRS.

Par ailleurs, des garanties en espèces ont été fournies au titre des obligations de paiement irrévocables pour la taxe bancaire, à hauteur de 42 millions d'euros (31 décembre 2024 : 42 millions d'euros), pour le fonds de garantie des dépôts, à hauteur de 3 millions d'euros (31 décembre 2024 : 3 millions d'euros) et pour le système allemand d'indemnisation des banques d'un montant de 7 millions d'euros (31 décembre 2024 : 6 millions d'euros). Le traitement comptable des garanties fournies est présenté dans la note « Passifs éventuels, autres obligations et actifs éventuels ».

73. Garanties pouvant être revendues ou redonnées en garantie.

La juste valeur des garanties reçues pour lesquelles il existe un droit de revente ou de réutilisation sans que cela ne constitue un manquement de la part du constituant de la garantie comprend exclusivement les garanties issues d'opérations de prise en pension. En tant que bénéficiaire de la garantie, le Groupe pbb a le droit de réaliser ou de réutiliser la garantie, à condition de restituer des titres équivalents à la clôture de l'opération. Au 31 décembre 2025, la juste valeur des garanties reçues s'élevait à 101 millions d'euros (31 décembre 2024 : 405 millions d'euros), dont 0 million d'euros (31 décembre 2024 : 405 millions d'euros) avait été réhypothéqué.

74. Transfert d'actifs financiers

Lorsque le Groupe pbb transfère des actifs financiers qui ne peuvent pas être décomptabilisés (voir également la note « Instruments financiers »), ceux-ci continuent à être déclarés dans l'état de la situation financière.

Transfert d'actifs financiers au 31 décembre 2025 :

(En millions d'Euros)	Actifs financiers transférés qui ne sont pas intégralement décomptabilisés			
	Actifs transférés		Passifs correspondants	
	Valeurs comptables	Dont : Opérations de prise en pension	Valeurs comptables	Dont : Opérations de prise en pension
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	269	240	230	230
Titres de créance	269	240	230	230
Actifs financiers au coût amorti	230	73	223	70
Titres de créance	73	73	70	70
Prêts et avances aux clients	157		153	
Total	499	313	453	300

Transfert d'actifs financiers au 31 décembre 2024 :

(En millions d'Euros)	Actifs financiers transférés qui ne sont pas intégralement décomptabilisés			
	Actifs transférés		Passifs correspondants	
	Valeurs comptables	Dont : Opérations de prise en pension	Valeurs comptables	Dont : Opérations de prise en pension
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	230	230	220	220
Titres de créance	230	230	220	220
Actifs financiers au coût amorti	433	246	413	230
Titres de créance	246	246	230	230
Prêts et avances aux clients	187		183	
Total	663	476	633	450

À la date de clôture, la juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti s'élevait à 494 millions d'euros (31 décembre 2024 : 409 millions d'euros). La juste valeur des passifs associés s'élevait à 491 millions d'euros (31 décembre 2024 : 400 millions d'euros). La position nette résultant des justes valeurs des actifs et des passifs évalués au coût amorti s'élevait à 3 millions d'euros (31 décembre 2024 : 9 millions d'euros). Le Groupe pbb ne décomptabilise pas les actifs financiers, car la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété (en particulier le risque de crédit) n'ont pas été transférés.

En outre, des titres d'une valeur comptable de 59 millions d'euros (31 décembre 2024 : 56 millions d'euros) ont été transférés à Eurex à titre de garantie pour les contributions au fonds de défaillance et les marges initiales liées aux opérations sur produits dérivés.

En principe, le Groupe pbb n'a plus aucune implication dans les actifs financiers qui sont transférés et décomptabilisés.

75. Justes valeurs des instruments financiers.

Pour le Groupe pbb, la juste valeur des instruments financiers correspond au prix qui serait reçu lors de la vente d'un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation et en vertu des conditions de marché actuelles (il s'agit en d'autres termes d'un prix de sortie). Les justes valeurs ont

été calculées à la date de clôture du bilan à partir des informations disponibles sur le marché et en ayant recours aux méthodes de valorisation décrites dans les présentes.

Le Groupe pbb utilise trois niveaux de juste valeur au sein desquels il regroupe l'ensemble des actifs et des passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur. Les reclassements au sein des niveaux de juste valeur sont effectués à la fin de la période déclarative. Cette hiérarchie sur trois niveaux dépend du degré d'observabilité des données servant à l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 – cours (non corrigé) sur des marchés actifs pour des actifs financiers ou des passifs financiers identiques (prix du marché)
- Niveau 2 – données observables, que ce soit directement ou indirectement, et qui ne correspondent pas aux cours inclus dans le Niveau 1
- Niveau 3 – techniques de valorisation qui incluent des données ne reposant pas sur des données observables du marché (données non observables)

Justes valeurs et hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers (En millions d'Euros)	31/12/2025				
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs concernés par l'IFRS 13	39 583	39 100	4 335	7 744	27 021
Évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	2 418	2 418	1 387	465	566
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	912	912	3	343	566
<i>Justes valeurs positives des produits dérivés autonomes</i>	170	170		170	
<i>Instruments de capitaux propres</i>	1	1			1
<i>Titres de créance</i>	41	41		41	
<i>Prêts et avances aux clients</i>	697	697		132	565
<i>Participations dans des sociétés et des fonds qualifiés d'instruments de dette</i>	3	3	3		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	1 404	1 404	1 384	20	
Titres de créance	1 404	1 404	1 384	20	
Justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	102	102		102	
Non évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	37 165	36 682	2 948	7 279	26 455
Réserve de trésorerie	1 558	1 558	1 558		
Actifs financiers au coût amorti ⁽¹⁾	35 638	35 124	1 390	7 279	26 455
<i>Titres de créance</i>	4 839	4 753	815	3 402	536
<i>Prêts et avances aux autres banques</i>	1 228	1 223	542	642	39
<i>Prêts et avances aux clients</i>	29 462	29 036	33	3 123	25 880
<i>Créances résultant de contrats de location financement</i>	109	112		112	
Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (actifs)	-31				
Passifs concernés par l'IFRS 13	36 617	36 112	14 423	13 326	8 363
Évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	827	827		827	
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	220	220		220	
<i>Justes valeurs négatives des produits dérivés autonomes</i>	220	220		220	
Justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	607	607		607	
Non évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	35 790	35 285	14 423	12 499	8 363
Passifs financiers évalués au coût amorti	35 816	35 285	14 423	12 499	8 363
<i>Dettes envers les autres banques</i>	1 364	1 340	68	969	303
<i>Dettes envers les clients</i>	16 847	16 504	2	8 693	7 809
<i>Obligations au porteur</i>	16 965	16 790	14 037	2 631	122
<i>Passifs de second rang</i>	640	651	316	206	129
Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (passifs)	-26				
<i>(1) Moins les provisions pour pertes de crédit.</i>					

Au cours de l'exercice considéré, la classification par niveau des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, d'un montant de 20 millions d'euros, est passée du niveau 1 au niveau 2.

Justes valeurs et hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers (En millions d'Euros)	31.12.2024				
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs concernés par l'IFRS 13	43 830	43 021	5 065	9 444	28 512
Évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	2 638	2 638	1 255	881	502
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 247	1 247	3	746	498
<i>Justes valeurs positives des produits dérivés autonomes</i>	484	484		484	
<i>Titres de créance</i>	127	127		127	
<i>Prêts et avances aux clients</i>	633	633		135	498
<i>Participations dans des sociétés et des fonds qualifiés d'instruments de dette</i>	3	3	3		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	1 256	1 256	1 252		4
<i>Titres de créance</i>	1 255	1 255	1 252		3
<i>Prêts et avances aux clients</i>	1	1			1
Justes valeurs positives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	135	135		135	
Non évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	41 192	40 383	3 810	8 563	28 010
Réserve de trésorerie	2 010	2 010	2 010		
Actifs financiers au coût amorti(1)	39 225	38 373	1 800	8 563	28 010
<i>Titres de créance</i>	2 471	2 386	1 033	1 216	137
<i>Prêts et avances aux autres banques</i>	1 737	1 728	746	945	37
<i>Prêts et avances aux clients</i>	34 895	34 133	21	6 276	27 836
<i>Créances résultant de contrats de location-financement</i>	122	126		126	
Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (actifs)	-43				
Passifs concernés par l'IFRS 13	40 560	39 607	14 280	14 011	11 316
Évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	1 193	1 193		1 193	
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	700	700		700	
<i>Justes valeurs négatives des produits dérivés autonomes</i>	700	700		700	
Justes valeurs négatives des produits dérivés de la comptabilité de couverture	493	493		493	
Non évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière	39 367	38 414	14 280	12 818	11 316
Passifs financiers évalués au coût amorti	39 369	38 414	14 280	12 818	11 316
<i>Dettes envers les autres banques</i>	2 943	2 903	282	1 001	1 620
<i>Dettes envers les clients</i>	18 091	17 560	2	8 163	9 395
<i>Obligations au porteur</i>	17 732	17 393	13 996	3 169	228
<i>Passifs de second rang</i>	603	558		485	73
Correction de valeur résultant de la comptabilité de couverture de portefeuille (passifs)	-2				
(1) Moins les provisions pour pertes de crédit.					

Conformément aux principes généraux de l'IFRS 13 concernant les techniques d'évaluation de la juste valeur, une entité doit dans tous les cas maximiser l'utilisation des données observables pertinentes et minimiser celle des données non observables. Tous les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur sont affectés à un niveau de la hiérarchie de la juste valeur en fonction des données utilisées.

Les actifs financiers dépréciés évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont classés au niveau d'évaluation 3.

Informations sur les méthodes d'évaluation et les paramètres d'entrée :

Les divisions Financement et Risques financiers et Contrôle participent toutes deux au processus d'évaluation. La division « Financement » fournit des données comptables qui comprennent : Cela comprend :

- des données d'identification, telles que les numéros d'identification des entreprises ou les numéros internationaux d'identification des titres (ISIN)
- des données statiques, telles que les montants notionnels, le nom et le pays de la contrepartie, ainsi que les durées (résiduelles)

- des données comptables, telles que les valeurs comptables, les comptes de régularisation et les effets de la comptabilité de couverture

La division « Risques financiers et Contrôle » calcule des données supplémentaires qui sont utilisées pour évaluer la juste valeur, comme les taux d'intérêt, les écarts de crédit et les prix du marché, ainsi que les notations internes et les LGD pour certains instruments financiers.

La division « Risques financiers et Contrôle » utilise les paramètres d'entrée définis pour calculer (et communiquer à la division « financement ») la juste valeur ou le prix d'évaluation des instruments financiers selon des méthodes d'évaluation validées et acceptées. La division « financement » consolide les données que lui a envoyées la division « contrôle et gestion du risque » avec les données qu'elle possède à des fins de comptabilité et de déclaration, et elle vérifie leur exhaustivité.

Instruments de niveau 2 évalués à la juste valeur au 31 décembre 2025 :

Méthodes d'évaluation	Paramètres observables
Méthodes du flux (de trésorerie actualisé)	Taux d'inflation dans la zone euro
	Taux d'intérêt de référence
	Saisonnalités des taux d'inflation dans la zone euro
	Taux de change du marché au comptant
	Courbes de rendement
Modèles d'évaluation du prix de l'option	Volatilité du plafond
	Options de spread CMS (prix de levée)
	Options de spread CMS (prix d'option)
	Taux d'inflation dans la zone euro
	Taux d'intérêt de référence
	Saisonnalités des taux d'inflation dans la zone euro
	Volatilités d'options de swap
	Taux de change du marché au comptant
	Volatilités des taux de change
	Courbes de rendement

Instruments de niveau 3 évalués à la juste valeur au 31 décembre 2025 :

Méthodes d'évaluation	Paramètres non observables	Paramètres observables
Méthodes du flux	Écart sur le modèle PD/LGD	+/- 2 niveaux de notation pour le PD ; +/- 0,1 pour le LGD
Modèle d'approximation	Modèles d'approximation	+/- trois fois l'écart-type

Instruments financiers non évalués à la juste valeur au 31 décembre 2025 :

Méthodes d'évaluation	Paramètres observables (niveau 2)	Paramètres non observables (niveau 3)
Méthodes de flux de trésorerie actualisé	Écarts de crédit et Liqui-AddOns (propres), le cas échéant	Classes de notation interne
	Taux d'intérêt de référence	Taux de recouvrement
	Taux d'intérêt sans risque	Échéances résiduelles estimées
	Flux de trésorerie futurs observables	Flux de trésorerie futurs estimés
	Taux d'intérêt de référence	(Propres) écarts de crédit (grille du marché secondaire)
Modèle du tunnel de taux d'intérêt Bachelier (pour une obligation plafonnée à taux variable classique)	Volatilités du plafond supplémentaires compris « smile » (en sourire)	Volatilités du plafond supplémentaires compris « smile » (en sourire)
Modèle du tunnel de taux d'intérêt Bachelier (pour des options de coupons fixes)	Volatilités supplémentaires des swaptionsy compris « smile » (en sourire)	Volatilités du plafond supplémentairesy compris « smile » (en sourire)
Prix sur des marchés non actifs	Prix des transactions de substitution	

Sensibilités : Le calcul de la sensibilité se fonde sur des scénarios de chocs pour les corrélations et les volatilités, conformément au tableau sur les méthodes d'évaluation du niveau 3. Ces montants ont été calculés indépendamment les uns des autres.

Les écarts non observables sur un modèle PD (probabilité de défaut de paiement)/LGD (pertes en cas de défaut de paiement) sont utilisés pour l'évaluation des transactions de syndication prévues. L'application d'écarts alternatifs entraîne une variation de la juste valeur de +8 millions d'euros et de -15 millions d'euros, respectivement.

Parallèlement, les titres et les créances FVOCI sont évalués selon une démarche d'approximation. Le scénario alternatif ne montre qu'une variation mineure de la juste valeur (plus ou moins 1 million d'euros).

Variations des instruments de niveau 3 évalués à la juste valeur :

(En millions d'Euros)	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global	Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat
Solde au 01.01.2024	187	10	
Résultat/AERG	-8		
Ajouts (nouvelle activité)	452		
Cessions/remboursements	-133	-6	
Solde au 31.12.2024	498	4	
Solde au 01.01.2025	498	4	
Résultat/AERG	-23		
Ajouts (nouvelle activité)	147		
Cessions/remboursements	-56	-4	
Solde au 31.12.2025	566		

Les variations du résultat, d'un montant de -26 millions d'euros, concernant les éléments de niveau 3 comptabilisés pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, résultent notamment de variations de valeur de marché d'un montant de -35 millions d'euros et de charges d'intérêts d'un montant de +9 millions d'euros.

76. Modifications contractuelles

Le coût amorti des actifs financiers relevant des catégories de dépréciation 2 et 3, pour lesquels les flux de trésorerie contractuels ont été modifiés de manière non significative au cours de la période de référence, s'élevait à 859 millions d'euros avant la modification (31 décembre 2024 : 1 034 millions d'euros). Il en a résulté un résultat net de modification de 3 millions d'euros pour l'exercice, après prise en compte des provisions pour risques (2024 : 0 million d'euros). Ces modifications ont donné lieu à des concessions (sursis) de la part du Groupe pbb, notamment sous la forme de reports.

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, aucun actif financier du portefeuille n'a fait l'objet de modifications significatives au cours de l'exercice alors qu'il était classé au niveau de dépréciation 2 et n'a été transféré au niveau de dépréciation 1 indépendamment de la modification en raison d'un risque de défaut moindre. Aucun actif financier du niveau 3 n'a été transféré au niveau 1 en 2025 et en 2024 à la suite d'une modification non significative.

77. Compensation des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables brutes des actifs ou des passifs financiers comptabilisés, les valeurs comptables brutes des éléments compensés dans l'état de la situation financière et les montants nets des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière. Ils présentent également les droits de compensation qui n'ont pas conduit à une compensation dans l'état de la situation financière, les garanties reçues au titre des actifs financiers, les garanties redonnées en garantie au titre des passifs financiers et les montants nets des actifs et des passifs financiers restants suite à l'application des accords de compensation et à la déduction des garanties.

Valeurs comptables brutes des éléments compensés dans l'état de la situation financière

Les produits dérivés réglés par l'intermédiaire d'Eurex Clearing AG ont entraîné une diminution du total du bilan de 0,7 milliard d'euros au 31 décembre 2025 (contre 1,0 milliard d'euros au 31 décembre 2024) en raison de la compensation dans le bilan.

Accords de compensation

Afin de minimiser le risque juridique ainsi que le risque économique et réglementaire de défaillance de la contrepartie, des accords de compensation bilatéraux standardisés sont conclus dans le domaine des produits dérivés. Les accords internationaux ou nationaux utilisés à cet effet sont respectivement le contrat-cadre allemand, français et espagnol pour les opérations financières à terme et le contrat-cadre ISDA émis par l'International Swaps and Derivatives Association. Les produits dérivés ne peuvent pas être compensés dans l'état de la situation financière, car leurs conditions ne sont pas identiques (par exemple, des durées ou des sous-jacents de devises différents).

Garanties

En outre, le Groupe pbb conclut également des accords de garantie dans le but de couvrir les créances et les dettes nettes résultant de la compensation effectuée en vertu des accords de compensation (garantie reçue ou redonnée en garantie). La garantie utilisée est principalement une garantie en espèces. Cependant, elle peut également porter parfois sur des titres en cas de transfert de titres.

Compensation des instruments financiers au 31.12.2025 :

(En milliards d'Euros)	Valeurs comptables brutes des actifs ou des passifs financiers comptabilisés	Valeurs comptables brutes des éléments compensés dans l'état de la situation financière	Montants nets présentés dans l'état de la situation financière	Droits de compensation qui n'ont pas mené à une compensation dans l'état de la situation financière	Perçu dans le cadre d'une garantie donnée	Montant net restant
Actifs financiers	1,0	0,7	0,3	0,2	0,1	
Justes valeurs positives des produits dérivés	1,0	0,7	0,3	0,2	0,1	
Passifs financiers	1,5	0,7	0,8	0,2	0,6	
Justes valeurs négatives des produits dérivés	1,5	0,7	0,8	0,2	0,6	

Compensation des instruments financiers au 31.12.2024 :

(En milliards d'Euros)	Valeurs comptables brutes des actifs ou des passifs financiers comptabilisés	Valeurs comptables brutes des éléments compensés dans l'état de la situation financière	Montants nets présentés dans l'état de la situation financière	Droits de compensation qui n'ont pas mené à une compensation dans l'état de la situation financière	Perçu dans le cadre d'une garantie donnée	Montant net restant
Actifs financiers	1,6	1,0	0,6	0,3	0,3	
Justes valeurs positives des produits dérivés	1,6	1,0	0,6	0,3	0,3	
Passifs financiers	2,2	1,0	1,2	0,3	0,9	
Justes valeurs négatives des produits dérivés	2,2	1,0	1,2	0,3	0,9	

AUTRES NOTES.**78. Passifs éventuels et autres engagements**

Les engagements de prêt irrévocables constituent la majeure partie des autres engagements. Les engagements de prêt irrévocables comprennent l'ensemble des engagements d'un créancier qui peut consentir un prêt et une avance à une date ultérieure et qui peut provoquer un risque de crédit. Ce sont principalement des engagements de crédit qui ne sont pas entièrement tirés.

Les passifs éventuels et autres engagements représentent le risque de défaut de paiement maximal au sens de l'IFRS 7. Le Groupe pbb dispose d'une demande de remboursement des frais dans le cas où un passif éventuel serait utilisé.

Passifs éventuels et autres engagements :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs éventuels	149	99
Cautionnements et garanties	149	99
Autres engagements	1 437	1 465
Engagements de prêt irrévocables	1 433	1 465
Engagements divers	4	
Engagements divers	52	51
Garantie redonnée en garantie	52	51
Total	1 638	1 615

À la date de clôture, la juste valeur des passifs éventuels s'élevait à 149 millions d'euros (31 décembre 2024 : 99 millions d'euros) et la juste valeur des engagements de prêt irrévocables s'élevait à 1 445 millions d'euros (31 décembre 2024 : 1 437 millions d'euros).

Au 31 décembre 2025, il n'y avait plus d'actifs éventuels (31 décembre 2024 : 15 millions d'euros), un paiement ayant été effectué en août 2025 dans le cadre d'un règlement lié à un litige impliquant une société prédécesseur de pbb.

Les obligations découlant des prélèvements bancaires comprennent des obligations de paiement irrévocables garanties par des liquidités envers le Conseil de résolution unique (CRU) résultant du prélèvement bancaire, du Fonds de protection des dépôts et du système allemand d'indemnisation des banques. Celles-ci résultent de l'utilisation de l'option permettant de ne pas verser les contributions intégralement, mais en partie sous la forme d'une obligation de paiement irrévocable assortie d'une garantie en espèces. Au 31 décembre 2025, les garanties fournies au titre de la taxe bancaire européenne s'élevaient à 42 millions d'euros (31 décembre 2024 : 42 millions d'euros), à 3 millions d'euros pour le Fonds de protection des dépôts (31 décembre 2024 : 3 millions d'euros) et à 7 millions d'euros pour le système allemand d'indemnisation des banques (31 décembre 2024 : 6 millions d'euros). En 2025, la garantie destinée au système allemand d'indemnisation des banques a été augmentée de 1 million d'euros (2024 : augmentation de 2 millions d'euros pour le système allemand d'indemnisation des banques). En outre, le Groupe pbb est tenu d'effectuer des contributions supplémentaires sur demande.

Le Groupe pbb comptabilise les garanties conformément aux rapports de séance de la commission bancaire de l'Institut des commissaires aux comptes en Allemagne. Ces rapports stipulent que le transfert de liquidités à titre de garantie à l'établissement contributeur (fournisseur de garantie) entraîne la comptabilisation d'une créance financière sur le bénéficiaire de la garantie (fonds de restructuration) et la décomptabilisation des liquidités. L'établissement déclarant doit également vérifier à chaque date de clôture s'il existe une probabilité suffisante qu'une créance soit exercée. Si, dans ce cas, une créance ou une charge économique découlant de l'obligation de paiement irrévocable est attendue, une provision doit être comptabilisée.

Une banque française indépendante du Groupe pbb a intenté une action en justice contre le Conseil de résolution unique (CRU) concernant la contribution bancaire européenne afin d'obtenir la restitution de sa garantie en espèces à la suite de la restitution de son agrément bancaire. Le 13 novembre 2025, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rejeté en dernière instance le recours de la banque française. Selon le Groupe pbb, aucune provision n'a besoin d'être constituée, car pbb estime peu probable que le CRU fasse valoir la garantie. Les activités du Groupe pbb devraient se poursuivre (hypothèse de continuité d'exploitation), ce qui signifie que la restitution de la licence bancaire, avec pour conséquence éventuelle le paiement de la garantie en cours, est également jugée peu probable.

79. Contrats de location

Contrats de location simple en tant que preneur

En tant que preneur, le Groupe pbb comptabilise exclusivement à l'heure actuelle les actifs au titre du droit d'utilisation qui concernent les terrains et les bâtiments utilisés conformément à l'IFRS 16. Le Groupe pbb a conclu l'ensemble de ses contrats de location dans des conditions de pleine concurrence. Certains de ces contrats prévoient des options de renouvellement qui permettent de prolonger le contrat pour plusieurs périodes différentes, avec des clauses de révision du loyer sous la forme de loyers échelonnés, des clauses d'indexation ainsi que des clauses de résiliation anticipée. En ce qui concerne les options de prolongation et de résiliation anticipée des contrats de location, le Groupe pbb a pris en compte le scénario qui est actuellement considéré comme étant le plus probable. Le Groupe pbb a évalué les passifs locatifs à hauteur des loyers correspondants qui ont été actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal applicable au passif concerné. Le Groupe pbb n'a pas fait usage des concessions de loyer qui auraient été accordées à la suite de la pandémie de COVID-19.

L'IFRS 16 donne la possibilité d'exclure du champ d'application les contrats de location d'une durée inférieure ou égale à 12 mois ainsi que les actifs de faible valeur (le Groupe pbb considère qu'il s'agit des actifs avec une valeur limite de 5 000 euros). Le Groupe pbb a utilisé cette possibilité : les charges pour ce type de contrats de location ont été comptabilisées par le biais du compte de résultat de manière linéaire pendant la durée contractuelle de l'actif sous-jacent. Ces charges ont été déclarées dans les « autres charges d'exploitation » ou dans les « frais administratifs » lorsque les paiements ont concerné des loyers de locaux de bureaux.

Le Groupe pbb déclare les actifs au titre du droit d'utilisation dans les « actifs corporels » (voir la note « actifs corporels »), tandis que les passifs locatifs sont déclarés dans les « autres passifs » (voir la note « autres passifs »). L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation est intégré à la note sur les « produits nets des réductions de valeur et des réévaluations d'actifs non financiers » (voir la note correspondante). Les charges d'intérêt non significatives qui découlent de ces passifs locatifs sont comptabilisées dans les « produits d'intérêts nets ».

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les amortissements, les ajouts ou les autres ajustements effectués au niveau des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation, veuillez consulter l'état des variations des actifs corporels, comme l'indique la note « actifs corporels ».

Échéances contractuelles des flux de trésorerie non actualisés résultant des passifs locatifs :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Jusqu'à 1 an	5	4
De 1 à 5 ans	11	14
Plus de 5 ans	3	3
Total	19	21

Contrats de location dans le compte de résultat :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Amortissements	5	6
Charges d'intérêt	1	
Contrats de location à court terme, moins de 12 mois		1
Total	6	7

Contrats de location dans l'état des flux de trésorerie :

(En millions d'Euros)	2025	2024
Paiements au titre des contrats de location à court terme, moins de 12 mois (flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation)		
Partie des paiements relatifs aux passifs locatifs correspondant aux intérêts (flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation)		
Partie des paiements relatifs aux passifs locatifs correspondant aux remboursements (flux de trésorerie provenant des activités de financement)	5	6
Total	5	6

Location financière en tant que bailleur : Les créances de location-financement dues par le preneur sont ventilées dans les tableaux suivants selon la valeur d'investissement brute et nette et selon les échéances correspondantes.

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Investissement brut	124	141
Revenu financier non acquis	-15	-19
Investissement net/valeur actuelle des paiements minimums au titre de la location	109	122

Affectation par échéance :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Investissement brut	124	141
jusqu'à 1 an	17	16
de 1 à 2 ans	17	17
de 2 à 3 ans	17	17
de 3 à 4 ans	17	17
de 4 à 5 ans	18	18
plus de 5 ans	38	56
Valeur actuelle des paiements minimums au titre de la location	109	122
jusqu'à 1 an	13	12
de 1 à 2 ans	14	13
de 2 à 3 ans	14	14
de 3 à 4 ans	15	15
de 4 à 5 ans	16	15
plus de 5 ans	37	53

Les contrats de location-financement du Groupe pbb concernent la structure de financement pour un immeuble de bureaux. Au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent, aucune opération de cession-bail ou de sous-location à des tiers n'a été conclue.

80. Principaux ratios de capital réglementaire

Le Directoire gère la capitalisation du Groupe sur la base des ratios de capital réglementaire fixés par la CRR et par les règlements complémentaires de capitalisation promulgués par la BCE (Processus de surveillance et d'évaluation prudentielle – SREP, en anglais).

Veuillez consulter le rapport sur les risques et les opportunités pour en savoir plus sur la gestion de la capitalisation ainsi que sur les principaux ratios de capital réglementaire.

81. Honoraires des commissaires aux comptes du Groupe.

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Services d'audit	2 101	1 844
Autres services d'assurance	252	180
Services de conseil fiscal		
Autres services que les services d'audit	21	
Total	2 374	2 024

Par ailleurs, des honoraires d'un montant de 76 000 € (2024 : 71 000 €) ont été versés à l'échelle internationale aux sociétés du réseau du commissaire aux comptes au titre de prestations d'audit.

Les honoraires pour les services d'audit fournis par Deloitte GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft concernaient principalement l'audit des états financiers consolidés et des états financiers annuels, y compris les extensions statutaires et contractuelles de la mission de pbb. En outre, des examens des états financiers intermédiaires ont été effectués.

Les autres services d'assurance concernaient principalement la délivrance d'une lettre de confort dans le cadre de l'émission de titres de créance et l'audit conformément à l'Article 89 de la loi allemande sur le commerce des valeurs mobilières (WpHG).

Les autres services concernaient l'audit de la BaFin conformément à l'Article 107 de la Loi allemande sur le commerce des valeurs mobilières (WpHG).

L'indépendance du commissaire aux comptes n'a pas été affectée par les services fournis en dehors de l'audit.

82. Informations relatives aux parties liées.

Selon l'IAS 24 (« Informations relatives aux parties liées »), une partie est liée à une entité si, de manière directe ou indirecte, au travers d'un ou de plusieurs intermédiaires, la partie contrôle ou est contrôlée par l'entité qui présente les états financiers, si elle possède une participation dans l'entité qui lui permet d'exercer une influence notable sur celle-ci ou si elle exerce un contrôle conjoint sur l'entité ainsi que sur ses sociétés associées et coentreprises. En outre, les régimes de retraite visant à fournir aux salariés des prestations postérieures à l'emploi sont également considérés comme des parties liées.

Entités liées

À la date de clôture, le Groupe pbb n'avait aucune créance (31 décembre 2024 : 0 million d'euros) et, comme précédemment, aucun engagement à l'égard de sociétés associées non comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

À la date de clôture, le Groupe pbb détenait une créance (y compris la quote-part des intérêts) de 20 millions d'euros (31 décembre 2024 : 23 millions d'euros) et, comme précédemment, n'avait aucune dette envers la société associée 161 North Clark Holdco LLC, qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les engagements au titre des régimes de retraite à cotisations définies s'élevaient à 1 million d'euros au 31 décembre 2025 (31 décembre 2024 : 1 million d'euros).

Personnel de direction occupant des postes clés

Les membres de la direction occupant des postes clés sont des personnes qui sont directement ou indirectement responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Groupe pbb ; pour le Groupe pbb, il s'agit des membres du directoire et du conseil de surveillance.

Pour l'année 2025, les prestations de retraite versées aux anciens membres du Directoire et à leurs ayants droit s'élevaient à 4 932 000 euros (2024 : 4 867 000 euros). La rémunération des membres du Conseil de surveillance de pbb en fonction au cours de l'exercice s'est élevée à 754 000 euros (2024 : 729 000 euros) ; elle comprenait exclusivement la rémunération fixe pour les activités au sein du Conseil de surveillance (y compris la rémunération pour les activités au sein des comités).

Droits à rémunération acquis des personnes liées¹⁾:

(En milliers d'Euros)	2025						2024
	Prestations à court terme ²⁾	Prestations postérieures à l'emploi	Autres avantages à long terme	Indemnités de départ	Paiements fondés sur des actions ²⁾	Total	Total
Total	5 258	1 312	253	555	672	8 050	8 674
(1) Le rapport suit le principe dit de « vesting » : les éléments de rémunération qui ont été obtenus au cours de la période de référence 2025 sont déclarés.							

Obligations de pension envers les personnes liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Total (1)	60 251	68 260
(1) Sur ce montant, 50 637 000 euros (2024 : 51 687 000 euros) sont destinés aux bénéficiaires, aux retraités et à leurs ayants droit survivants.		

— DECLARATION EFFECTUEE CONFORMEMENT A L'ARTICLE 314 N° 6 DU HGB, PAR GROUPES DE PERSONNES**Rémunération versée aux membres du Directoire :**

(En milliers d'Euros)	2025 (1)	
	Rémunération	Total
Membres du directoire en fonction au cours de l'exercice 2025	4 852	4 852
Membres du directoire qui n'étaient plus en fonction avant le début de l'exercice 2025		
Total	4 852	4 852
(1) La rémunération des membres du Conseil d'administration en fonction en 2024 s'est élevée à 4 747 000 euros pour l'année 2024. En 2024, les membres du Conseil d'administration qui ont quitté leurs fonctions avant l'exercice 2024 n'ont pas reçu de rémunération.		

À la date de clôture du bilan, il n'existait aucune créance auprès de personnes liées en raison de prêts et d'avances ou d'autres engagements.

Provisions pour retraites :

(En milliers d'Euros)	2025 (1)	
	Ajouts/contreparties	Total
Membres du directoire en fonction au cours de l'exercice 2025	-7 015	9 199
Membres du directoire qui n'étaient plus en fonction avant le début de l'exercice 2025	-1 050	50 637
Total	-8 065	59 836
(1) Les provisions pour pensions des membres du Conseil d'administration en fonction au cours de l'exercice 2024 s'élevaient à 16 214 000 euros au 31 décembre 2024. Les provisions pour pensions des membres du Conseil d'administration ayant quitté leurs fonctions avant l'exercice 2024 s'élevaient à 51 687 000 euros au 31 décembre 2024.		

Rémunération versée aux membres du conseil de surveillance de pbb (1) :

(En milliers d'Euros)	2025 ²
	Rémunération fixe totale
Membres du Conseil de surveillance en fonction au cours de l'exercice 2025	754
Membres du Conseil de surveillance qui n'étaient plus en fonction avant le début de l'exercice 2025	
Total	754
(1) La rémunération des représentants du personnel au sein du Conseil de surveillance, qu'ils ont perçue indépendamment de leurs activités au sein de ce dernier et au titre de leur contrat de travail, n'est pas mentionnée.	
(2) La rémunération des membres du Conseil de surveillance en fonction au cours de l'exercice 2024 s'est élevée à 729 000 euros pour l'année 2024. En 2024, les membres du Conseil de surveillance ayant quitté leurs fonctions avant l'exercice 2024 n'ont perçu aucune rémunération.	

À l'exception des représentants des salariés au sein du Conseil de surveillance, qui sont rémunérés par pbb pour leurs activités dans le cadre de leurs contrats de travail, les membres du Conseil de surveillance de pbb n'ont perçu aucune rémunération pour les services personnels rendus en 2025.

— DECLARATION CONFORMEMENT A L'ARTICLE 19 DU MMVO

Le Dr Louis Hagen, Président du Conseil de surveillance, a acquis des actions de la société pour une valeur totale de 20 556,80 € au prix de 4,672 € par action sur le système de négociation XETRA le 7 mars 2024 (voir l'annonce du 12 mars 2024, publiée sur www.pfandbriefbank.com/investoren/pflichtveroeffentlichungen/directors-dealings-Management-Board-Supervisory-Board.html et sur www.dgap.de).

Le 14 août 2025, Kay Wolf, Président du Directoire, a acquis des actions de la société pour une valeur de 55 594,15 € au prix de 5,55 € et 5,56 € par action respectivement à la Bourse de Francfort (voir l'annonce du 19 août 2025, publiée sur www.pfandbriefbank.com/investoren/pflichtveroeffentlichungen/directors-dealings-Management-Board-Supervisory-Board.html et sur www.dgap.de).

Jörn Joseph, membre du Directoire, a acquis des actions de la société pour une valeur de 38 437,84 € au prix de 5,49 € par action sur le système de négociation XETRA le 15 août 2025 (voir l'annonce du 19 août 2025, publiée sur www.pfandbriefbank.com/investoren/pflichtveroeffentlichungen/directors-dealings-Management Board-Supervisory Board.html et sur www.dgap.de).

Marcus Schulte, membre du Directoire, a acquis des actions de la société d'une valeur de 54 700,00 € au prix de 5,47 € par action sur le système de négociation XETRA le 15 août 2025 (voir l'annonce du 19 août 2025, publiée sur www.pfandbriefbank.com/investoren/pflichtveroeffentlichungen/directors-dealings-Management Board-Supervisory Board.html et sur www.dgap.de).

Le 14 août 2025, Dr Pamela Hoerr, membre du Directoire, a acquis des actions de la société d'une valeur de 27 119,99 € au prix de 5,41 € par action sur le système de négociation XETRA (voir l'annonce du 19 août 2025, publiée sur www.pfandbriefbank.com/investoren/pflichtveroeffentlichungen/directors-dealings-Management Board-Supervisory Board.html et sur www.dgap.de).

Jörn Joseph, membre du Directoire, a acquis des actions de la société d'une valeur totale de 16 156,88 € au prix de 4,034 € à 4,038 € et 4,032 € par action respectivement sur le système de négociation XETRA (voir l'annonce du 25 novembre 2025, publiée sur www.pfandbriefbank.com/investoren/pflichtveroeffentlichungen/directors-dealings-Management Board-Supervisory Board.html et sur www.dgap.de).

Par ailleurs, i) à la connaissance de pbb, les membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi que les personnes qui leur sont étroitement liées ne détenaient aucune action pbb en quantité soumise à déclaration au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, et ii) à la connaissance de pbb, aucune action de pbb ni aucun instrument connexe n'a été acquis ou vendu en 2025 et 2024 par des membres du Directoire et du Conseil de surveillance ou des personnes qui leur sont étroitement liées dans une quantité qui serait soumise à des obligations de déclaration.

— MONTANT DES TRANSACTIONS DE PAIEMENT EN ACTIONS QUI ONT ETE REGLEES EN NUMERAIRE

Le montant total des actions virtuelles en suspens dans le cadre des accords de paiement en actions a été modifié de la façon suivante :

Montant des transactions de paiement en actions qui ont été réglées en numéraire :

Quantité (nombre)	2025	2024
Solde (en suspens) au 1er janvier	548 750	423 503
attribuées pendant la période déclarative	262 669	300 537
ayant expiré pendant la période déclarative		
exercées pendant la période déclarative	220 234	175 290
Solde (en suspens) au 31 décembre	591 185	548 750
Dont : pouvant être exercées		

La juste valeur des actions virtuelles attribuées au cours de la période considérée s'élevait à 2 millions d'euros à la date de clôture (2024 : 1 million d'euros). L'obligation découlant des transactions dont le paiement est fondé sur des actions s'élevait à 4 millions d'euros au 31 décembre 2025 (2024 : 4 millions d'euros). Elle est comptabilisée dans l'état de la situation financière sous la rubrique « Provisions ».

Les actions virtuelles exercées au cours de l'exercice ont été échangées à un prix moyen pondéré de 5,73 € par action pbb (2024 : 4,29 €).

Au cours de l'exercice 2025, le total des charges liées aux transactions de rémunération en actions s'est élevé à 1 million d'euros (2024 : moins de 0,5 million d'euros).

Moins de 0,5 million d'euros ont été dépensés au titre des anciens membres du Directoire (2024 : 0 million d'euros).

83 Employés :

Effectif moyen :

	2025	2024
Personnel (hors apprentis)	826	831
Dont : cadres supérieurs en Allemagne	16	16
Total	826	831

84. Membres du conseil de surveillance et du directoire :**Conseil de surveillance de pbb au cours de l'exercice 2025 :**

Nom	Fonction principale	Mandats au sein d'autres conseils de surveillance et autres mandats en 2025
Âge au 31 décembre 2025 Fonction au sein du conseil de surveillance Première nomination	Fonctions au sein des comités du conseil de surveillance	
Dr Louis Hagen 67 ans Président 25.5.2023	Avocat et ancien Président du Directoire de Münchner Hypothekenbank eG Président du Comité exécutif et de nomination et du Comité de contrôle des rémunérations ; membre du Comité d'audit et du Comité de stratégie en matière de liquidités et de gestion des risques	LBBW Asset Management Investmentgesellschaft mbH, Stuttgart - Membre du conseil de surveillance Baader Bank AG, Unterschleißheim - Membre du Conseil de surveillance (depuis le 30.01.2025 Président)
Hanns-Peter Storr 66 ans Membre ; Vice-président 12.05.2021	Entrepreneur Président du Comité de stratégie en matière de liquidités et de gestion des risques ; membre du Comité d'audit et du Comité exécutif et des nominations (à compter du 5 juin 2025)	BHW Bausparkasse AG, Hamelin – Membre du conseil de surveillance
Karim Bohn 54 ans Membre 30.11.2023	Directeur financier de Canyon Bicycles GmbH Membre du comité d'audit et du comité de stratégie en matière de liquidités et de gestion des risques	
Gertraud Dirscherl 67 ans Membre 2.2.2022	Entrepreneur Présidente du Comité d'audit ; membre du Comité de contrôle des rémunérations, du Comité de stratégie en matière de liquidités et de gestion des risques et du Comité exécutif et de nomination	Hans DEHN SE, Neumarkt i.d. Oberpfalz - Membre du Conseil de surveillance DEHN SE, Neumarkt i.d. Oberpfalz - Membre du Conseil de surveillance
Prof Dr Kerstin Hennig 61 ans Membre 19.07.2022	Professeur à Frankfurt School of Finance & Management Professeur à l'Université Frankfurt School of Finance & Management (depuis le 01.11.2023) Membre du Comité de stratégie en matière de liquidités et de gestion des risques	DWS Grundbesitz GmbH, Francfort-sur-le-Main – Membre du Conseil de surveillance et, à partir de juin 2025, Présidente du Comité d'audit Ehret & Klein AG, Starnberg – Membre du Conseil de surveillance (du 13 février 2024 au 31 janvier 2025)
Susanne Klöß-Braekler 61 ans Membre (jusqu'au 05.06.2025) 12.05.2021	Membre indépendant du Conseil de surveillance et du Conseil consultatif, Investisseuse, Conseillère senior Membre du Comité exécutif et de nomination et du Comité de contrôle des rémunérations (jusqu'au 5 juin 2025)	ING-DiBa AG, Francfort/Main – Présidente du conseil de surveillance Oddo BHF SE, Francfort-sur-le-Main – Membre du Conseil de surveillance Cembra Money Bank AG, Zürich – Membre du conseil de surveillance
Theresia Kirmaier 55 ans Représentante du personnel (à compter du 5 juin 2025) 05.06.2025	Employé de banque Membre du Comité exécutif et du Comité de nomination (depuis le 5 juin 2025)	
Georg Kordick 65 ans Représentant du personnel (jusqu'au 5.06.2025) 22.02.1990	Employé de banque Membre du Comité exécutif et du Comité de nomination (jusqu'au 5.06.2025)	
Britta Lehfeldt 60 ans Membre (depuis le 05.06.2025) 05.06.2025	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité de contrôle des rémunérations (depuis le 5 juin 2025)	V-Bank AG, Munich – Membre du Conseil de surveillance
Olaf Neumann 49 ans Représentant du personnel 12.05.2021	Employé de banque Membre du comité d'audit	
Jennifer Wendels 32 ans Représentant du personnel 01.10.2024	Employé de banque Membre du Comité de contrôle des rémunérations	

Directoire de pbb au cours de l'exercice 2025 :

Nom	Fonction au sein du directoire	Mandats au sein d'autres conseils de surveillance
Kay Wolf	PDG Directeur des risques (du 16 mars au 31 mai 2025)	
Thomas Köntgen	Directeur général adjoint Real Estate Finance Solutions	
Dr Pamela Hoerr	Membre Real Estate Investment Solutions	
Jörn Joseph	Membre depuis le 1er juin 2025 Directeur des risques	
Andreas Schenk	Membre jusqu'au 15 mars 2025 Directeur des risques	
Marcus Schulte	Membre Directeur financier/Trésorier	

85. Participations de pbb

Participations de pbb au 31.12.2025 :

Déclaration supplémentaire conformément au HGB Nom Lieu d'activité et pays	Objet de l'entreprise	Participation en %		Droits de vote différenciés En %	Devise	Capitaux propres en milliers d'euros	Résultat net en milliers d'euros
		Total(Art.16 (4) de l'Aktienge setz)	Dont détenues indirectement				
Sociétés consolidées							
IMMO Invest Real Estate GmbH1)Munich, Allemagne	Acquisition de matériel de récupération	100,00			EUR	948	
Niagara Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	30 431	-8 214
Alabama One Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	103	-3 887
Alabama Two Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	-10	-5 020
Alabama Three Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	36 512	-2 875
Alabama Four Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	42	-16
Alabama Five Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	30	-6 281
Alabama Six Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD	35	-5 743
pbb Beteiligungs GmbH1) Munich, Allemagne	Société d'investissement	100,00			EUR	44 150	
pbb invest GmbH1)Munich, Allemagne	Société d'investissement	100,00	100,00		EUR	44 125	
Sociétés non consolidées							
Alabama Seven Asset Management LLC, Atlanta	Autre société	100,00			USD		
Sociétés associées							
161 North Clark Holdco LLC, New York, États-Unis	Acquisition de matériel de récupération	21,74	21,74		USD	27 304	-35 499
Sociétés associées non évaluées en capitaux propres en raison d'une moindre importance							
Eco Estate GmbHFrankfort-sur-le-Main, Allemagne	ESG consulting	45,00			EUR	152	-451

(1) Transfert de bénéfice par les actionnaires sur la base d'un contrat de transfert de résultat.
(2) Données financières de l'exercice 2024.
(3) Les informations relatives aux capitaux propres et aux résultats des sociétés sont tirées des états financiers établis conformément aux normes comptables IFRS (lorsqu'ils sont disponibles).

86. Rapport sur les événements postérieurs à la date de clôture du bilan .

Le 1^{er} janvier 2026, la participation majoritaire dans les sociétés suivantes du groupe Deutsche Investment a été cédée : 89,9 % de Deutsche Investment Kapitalverwaltung AG, 74,9 % de DIR Deutsche Investment Retail GmbH, 100 % de EB Immobilienmanagement GmbH, 100 % de B worx Project GmbH et 100 % de B worx Service GmbH, ainsi que, indirectement via B worx Service GmbH, 100 % de B worx Facility Management GmbH. L'acquéreur était pbb invest GmbH (une filiale à 100 % de pbb Beteiligungs GmbH, elle-même filiale à 100 % de pbb). Les droits de vote correspondent aux parts de capital.

À la suite de cette acquisition, pbb contrôle les sociétés acquises depuis le 1^{er} janvier 2026. Cette acquisition vise à diversifier les sources de revenus et à renforcer le segment « Solutions d'investissement immobilier ». Deutsche Investment Kapitalverwaltung AG est une société de gestion de capitaux qui lance et gère des fonds immobiliers. Les autres sociétés l'assistent en fournissant des services de gestion d'actifs, d'investissement, immobilière et des installations, ou proposent des services dans ces domaines à des tiers externes.

pbb invest GmbH a déjà versé le prix d'achat de base convenu de 43 millions d'euros en espèces le 30 décembre 2025. Ce montant sera ajusté conformément au mécanisme de clôture des comptes convenu avec les vendeurs, sur la base des comptes annuels des sociétés acquises au 31 décembre 2025. En outre, une composante supplémentaire du prix d'achat, de l'ordre de quelques millions d'euros, pourrait s'ajouter lors de l'acquisition d'un troisième portefeuille.

Dans le cadre de la première consolidation des sociétés acquises, les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toutes les participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres seront comptabilisés à l'actif ou au passif séparément du goodwill. Les éléments qui n'étaient pas comptabilisés auparavant dans les états financiers individuels des sociétés acquises, tels que les immobilisations incorporelles et les autres actifs, ainsi que les passifs éventuels et les impôts différés, doivent également être comptabilisés. Sur la base des contributions attendues aux bénéfices futurs, un goodwill positif est supposé. La situation bénéficiaire du Groupe pbb devrait notamment bénéficier des revenus de commissions et des autres produits d'exploitation provenant des sociétés acquises, tandis que leurs frais généraux et administratifs auront un impact négatif. En outre, des charges de personnel sous la forme d'un paiement d'earn-out pouvant atteindre un montant de l'ordre de quelques dizaines de millions d'euros pourraient survenir, lequel, en fonction de la probabilité de paiement, doit être étalé sur une période de cinq ans. À la date de clôture des états financiers consolidés de pbb, les comptes annuels au 31 décembre 2025 n'étaient pas encore disponibles pour toutes les sociétés acquises. En conséquence, la détermination de la juste valeur de la contrepartie transférée, des actifs et des passifs, ainsi que du montant de la participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres n'était pas encore achevée et il n'était pas possible de fournir ces informations. Sur la base des chiffres préliminaires, les états de la situation financière des sociétés se composaient principalement de créances et de dettes de l'ordre de quelques dizaines de millions d'euros.

Il est prévu de modifier la structure organisationnelle interne à compter du premier trimestre 2026. En conséquence, le Groupe pbb scindera le segment actuel « Real Estate Finance » (REF) en deux segments distincts : « Real Estate Finance Solutions » (REFS) et « Real Estate Investment Solutions » (REIS). Le segment REFS regroupe le financement de l'immobilier commercial, tandis que le segment REIS englobe les activités de commission hors bilan. Les sociétés acquises du groupe Deutsche Investment feront partie du segment REIS.

Le 27 février 2026, à la demande de la BCE, l'ABE a estimé que les données publiées par la Réserve fédérale américaine devaient être considérées comme « non équivalentes » aux fins du « test rigoureux » (ABE Q&A 2026_7688). En conséquence, le traitement préférentiel accordé aux biens immobiliers aux États-Unis, précédemment appliqué par pbb dans le calcul des actifs pondérés en fonction des risques (APR) ne s'appliquerait plus selon cette approche (suppression du privilège de garantie en matière de LGD). pbb examinera attentivement cette évaluation et, si celle-ci s'avère pertinente et contraignante, ajustera en conséquence son calcul des APR pour la prochaine date de publication du rapport trimestriel. Cet ajustement se traduirait par des APR supplémentaires d'environ 800 millions d'euros et par une réduction d'environ 1,2 point de pourcentage du ratio CET1 (chiffre indicatif basé sur le portefeuille au 31 décembre 2025).

Par ailleurs, aucun événement ayant une incidence significative sur le patrimoine net, la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe pbb ne s'est produit après le 31 décembre 2025.

Fait à Munich, le 3 mars 2026

Deutsche Pfandbriefbank AG

Le Directoire :

Kay WOLF

Thomas KÖNTGEN
Andreas SCHENK

Dr. Pamela HOERR
Marcus SCHULTE

VII. — Déclaration de responsabilité

À notre connaissance et conformément aux principes de déclaration applicables, les états financiers consolidés donnent une image fidèle et exacte des actifs, des passifs, de la situation financière ainsi que du résultat du Groupe. Le rapport de gestion combiné contient pour sa part un examen fidèle de l'évolution et de la performance de l'entreprise comme de la situation du Groupe et il décrit les opportunités ainsi que les risques significatifs dans le cadre de l'évolution attendue pour le Groupe.

Fait à Munich, le 3 mars 2026

Deutsche Pfandbriefbank AG

Le Directoire :

Kay WOLF

Thomas KÖNTGEN
Andreas SCHENK

Dr. Pamela HOERR
Marcus SCHULTE

VIII. — Rapport du commissaire aux comptes indépendant

À l'attention de la Deutsche Pfandbriefbank AG, Munich/Allemagne

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DU RAPPORT DE GESTION COMBINE.**— Avis d'audit**

Nous avons vérifié les états financiers consolidés de Deutsche Pfandbriefbank AG, Munich, Allemagne, et de ses filiales (le Groupe), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, le compte de résultat consolidé, l'état consolidé des autres éléments du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés, y compris les informations importantes sur les méthodes comptables. En outre, nous avons vérifié le rapport de gestion combiné de la société mère et au groupe de la Deutsche Pfandbrief-bank AG, Munich, Allemagne, pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025. Conformément aux dispositions légales allemandes, nous n'avons pas audité le contenu des sections « Ressources immatérielles les plus importantes », « Organisation et principes du système de contrôle interne » et « Adéquation et efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques » du rapport de gestion combiné, qui sont signalées comme « non auditées », ni le contenu de la déclaration combinée sur la gouvernance d'entreprise conformément aux Articles 289f et 315d du Code de commerce allemand (HGB), y compris les informations complémentaires sur la gouvernance d'entreprise qui y figurent, ni le rapport non financier combiné distinct conformément aux Articles 315b, paragraphe 3, et 289b, paragraphe 3, du Code de commerce allemand (HGB), auxquels il est fait référence dans le rapport de gestion combiné.

De notre point de vue, sur la base des éléments obtenus dans le cadre de l'audit,

- les états financiers consolidés ci-joints sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux normes comptables IFRS® publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) (ci-après dénommées « Normes comptables IFRS ») telles qu'adoptées par l'UE et aux exigences supplémentaires du droit commercial allemand conformément à l'Article 315e (1) du HGB et, conformément à ces exigences, donnent une image fidèle de l'actif, du passif et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière pour l'exercice financier du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 ; et
- le rapport de gestion combiné ci-joint donne dans son ensemble une image adéquate de la situation du Groupe. Pour tous les aspects importants, ce rapport de gestion combiné est cohérent par rapport aux états financiers consolidés, il est conforme aux exigences légales en vigueur en Allemagne et il présente de manière appropriée les perspectives ainsi que les risques dans le cadre de l'évolution future du Groupe. Notre opinion d'audit sur le rapport de gestion combiné ne couvre pas le contenu des sections « Ressources immatérielles les plus importantes », « Organisation et principes du système de contrôle interne » et « Pertinence et efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques » du rapport de gestion combiné susmentionné, ni le contenu de la déclaration combinée sur la gouvernance d'entreprise susmentionnée, y compris les informations complémentaires sur la gouvernance d'entreprise qui y figurent, ni celui du rapport non financier combiné distinct susmentionné.

Conformément à l'article 322 (3) phrase 1 du HGB, nous déclarons que notre audit n'a donné lieu à aucune réserve concernant la conformité juridique des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné.

— Base de l'avis d'audit

Nous avons effectué notre audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné conformément à l'Article 317 du HGB et au règlement d'audit de l'UE (N° 537/2014 ; ci-après dénommé « Règlement de l'UE sur les audits ») et conformément aux normes allemandes généralement reconnues pour les audits d'états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW). Nos responsabilités dans le cadre de ces exigences et de ces principes sont décrites de manière plus détaillée dans la partie du rapport des commissaires aux comptes qui est intitulée « responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné ». Nous sommes indépendants des entités du groupe conformément aux exigences du droit européen, du droit commercial et professionnel allemand ainsi que du Code international de déontologie des comptables professionnels (y compris les normes internationales d'indépendance) de l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA), et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences et au Code de l'IESBA. En outre, conformément à l'Article 10, paragraphe 2, point f), du Règlement de l'UE sur les audits, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits en vertu de l'Article 5, paragraphe 1, du Règlement de l'UE sur les audits. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder nos avis d'audit sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné.

— Principaux points d'audit dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés

Les points clés de l'audit correspondent aux points qui ont été, selon notre appréciation professionnelle, les plus importants dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés dans leur ensemble et de la formation de notre opinion d'audit sur ceux-ci ; nous ne fournissons pas d'opinion d'audit distincte sur ces questions.

Ci-dessous, nous présentons la détermination de la provision pour risque dans l'activité de prêt, que nous avons considéré comme l'un des points clés de l'audit.

Notre présentation de ce point clé de l'audit a été structurée comme suit :

- a) description (y compris la référence aux informations correspondantes dans les états financiers consolidés)
- b) réponse du commissaire aux comptes

— Détermination de la provision pour risque dans l'activité de prêt

- a) Au 31 décembre 2025, un total de 35,6 milliards d'euros « d'Actifs financiers au coût amorti après dépréciation des pertes de crédit » sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Deutsche Pfandbriefbank AG, ce qui représente 89,2% du total des actifs. La provision pour risque existante de 832 millions d'euros a déjà été déduite de ces actifs. La provision pour risques comprend à la fois des provisions spécifiques de niveau 3 déterminées individuellement, d'un montant de 691 millions d'euros, et des provisions pour pertes de crédit de niveaux 1 et 2 déterminées selon une approche fondée sur un modèle, d'un montant de 141 millions d'euros, auxquelles s'ajoute une majoration de gestion de 26 millions d'euros en raison des incertitudes et des risques liés à l'évolution de l'économie globale et des marchés immobiliers américains. Les passifs éventuels et autres engagements s'élèvent à 1,6 milliard d'euros, pour lesquels des provisions de 4 millions d'euros ont été constituées dans le cadre de l'activité de crédit ; celles-ci se rapportent intégralement aux provisions de portefeuille des stades 1 et 2 déterminées à l'aide d'une approche fondée sur un modèle.

La Banque évalue la recouvrabilité des prêts et avances dans le cadre de l'activité de prêt sur une base régulière et chaque fois que des indications objectives suggèrent que les actifs peuvent être dépréciés. La perte de crédit attendue de niveau 3 est déterminée sur la base des flux de trésorerie individuels dans plusieurs scénarios pondérés par la probabilité. Le montant des provisions pour risques est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs qui sont attendus. Cette dernière est calculée sur la base du taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie futurs attendus tiennent compte de la négociabilité des garanties telles que les charges foncières/hypothèques. Le cas échéant, des provisions correspondantes sont constituées pour les opérations hors bilan soumises soit à un risque imminent d'utilisation par des emprunteurs douteux (garanties, cautionnements), soit à des dépréciations attendues en raison d'obligations de paiement (engagements de prêts irrévocables).

Lors de la comptabilisation initiale des prêts et avances, le provisionnement du risque dans l'activité de prêt est basé sur les pertes de crédit attendues pour douze mois (niveau 1). La perte de crédit attendue sur douze mois correspond à la partie des pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie de l'actif qui est égale aux pertes de crédit attendues en raison de défaillances susceptibles de se produire statistiquement dans les douze mois suivant la date de clôture. En cas d'augmentation significative du risque de crédit de l'actif financier dans le cadre de l'évaluation ultérieure (niveau 2), le provisionnement du risque doit refléter les événements de défaillance attendus sur la durée de vie de la transaction. Afin de déterminer les pertes de crédit de niveau 1 et 2, la Banque applique généralement une procédure fondée sur un modèle reposant sur les paramètres de risque internes (probabilité de défaut, perte en cas de défaut) et sur les règles convenues dans les contrats de prêt qui sous-tendent les prêts et les avances, comme les flux de trésorerie convenus contractuellement. Les paramètres de risque internes sont transformés en tenant compte des informations prospectives. Les provisions pour risques de niveau 1 et 2 sont mesurées à l'aide de différents scénarios pondérés en fonction de leur probabilité d'occurrence.

À la date de clôture du 31 décembre 2025, une marge de sécurité de 26 millions d'euros est incluse dans les pertes de crédit de niveau 1 et 2. Afin de déterminer cette marge de sécurité pour les instruments financiers des portefeuilles américains non dépréciés, la perte en cas de défaut, calculée à partir des moyennes historiques à long terme et selon une approche modélisée, est remplacée par des estimations de réalisation actuelles. En outre, le Groupe pbb constitue des provisions pour tous les instruments financiers du portefeuille américain à hauteur de la perte attendue sur la durée résiduelle des instruments, en transférant collectivement ces transactions vers le niveau 2.

Étant donné que l'activité de prêt est l'une des activités principales de la Banque et que l'évaluation des prêts et avances, tant individuelle que par modèle, ainsi que la détermination du montant de liquidation des provisions, conformément aux règles de dépréciation de l'IFRS 9, exigent que les directeurs exécutifs formulent des jugements et des estimations, par exemple en ce qui concerne la conception des modèles d'évaluation, des estimations telles que les paiements futurs attendus, l'évaluation des garanties ou d'autres défauts attendus, il existe un risque plus élevé que le montant des provisions pour pertes de crédit, le cas échéant, ne soit pas approprié. Cette question a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, étant donné que la recouvrabilité des prêts et avances dans le cadre de l'activité de prêt et, par conséquent, la détermination appropriée des provisions sont sujettes à des incertitudes.

Les informations relatives à la détermination des provisions dans le secteur des prêts figurent dans les notes annexes aux états financiers consolidés, à la note 7 « Instruments financiers », sous-section « Comptabilisation des dépréciations », à la note 30 « Jugements et estimations », sous-section « Provisions », ainsi qu'à la note 53 « Actifs financiers au coût amorti après provisions pour pertes de crédit (y compris les créances résultant d'accords de location-financement) », sous-section « Évolution des provisions pour risques ».

- b) Sur la base de notre évaluation des risques, notre approche d'audit basée sur les risques a impliqué un examen du système de contrôle interne pertinent et la réalisation de vérifications approfondies. Le test de conception, de mise en œuvre et d'efficacité opérationnelle a porté sur les contrôles relatifs aux processus d'identification des indices de dépréciation (processus de reconnaissance précoce du risque), aux notations des clients ainsi qu'à la détermination de la dépréciation sur la base des flux de trésorerie (provisions pour risque de niveau 3 ou provisions spécifiques). En outre, nous avons effectué un test de conception, de mise en œuvre et d'efficacité opérationnelle des contrôles relatifs à la détermination des provisions pour risques de niveau 1 et 2.

En outre, nous avons procédé à une évaluation de l'identification appropriée des indices de dépréciation sur la base de cas individuels sélectionnés en fonction des aspects de risque, ainsi que de l'évaluation des prêts et avances pour lesquels la Banque a jugé nécessaire d'effectuer un test de dépréciation, notamment l'acceptabilité des valeurs estimées. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons notamment examiné les méthodes, hypothèses et données utilisées par la Banque afin de déterminer les valeurs estimées. En ce qui concerne l'évaluation des prêts et avances, nous avons examiné les hypothèses sous-jacentes, notamment le montant et le calendrier ainsi que l'actualisation des paiements futurs attendus dans les différents scénarios ainsi que leur pondération. Dans ce contexte, nous avons également évalué la mesure des garanties prises en compte dans les scénarios.

En outre, nous avons retracé les pertes de crédit déterminées aux niveaux 1 et 2 sur la base d'un échantillon représentatif et nous avons évalué la méthodologie de calcul de la superposition de gestion et l'adéquation des hypothèses sous-jacentes, en particulier en ce qui concerne le portefeuille de crédit identifié et les ajustements des pertes en cas de défaillance, par rapport aux valeurs estimées.

Nous avons fait appel à nos spécialistes internes pour l'évaluation des biens immobiliers et l'évaluation du modèle de risque de crédit afin d'évaluer la détermination des provisions pour risques de niveau 1 et 2 et l'évaluation des sûretés.

En outre, nous avons vérifié l'exactitude et l'exhaustivité des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

— Autres informations

Les autres informations relèvent de la responsabilité des directeurs exécutifs et/ou du conseil de surveillance. Les autres informations comprennent :

- Le rapport du conseil de surveillance ;
- la déclaration combinée sur la gouvernance d'entreprise conformément à l'Article 289f et à l'Article 315d du HGB, notamment le rapport complémentaire sur la gouvernance d'entreprise qui y est inclus, auquel il est fait référence dans le rapport de gestion combiné ;
- le rapport non financier combiné et distinct conformément à l'Article 315b, paragraphe 3, et à l'article 289b paragraphe 3 du HGB, auquel il est fait référence dans le rapport de gestion combiné et qui est publié conjointement avec celui-ci ;
- les confirmations des directeurs exécutifs conformément à la phrase 4 de l'Article 297 (2) et à la phrase 5 de l'Article 315 (1) du HGB concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné ; et
- le contenu non audité du rapport de gestion combiné portant la mention « non audité », et
- toutes les autres parties du rapport annuel ;
- à l'exception des comptes consolidés, du contenu audité des informations fournies dans le rapport de gestion combiné et de notre rapport d'audit s'y rapportant.

Le conseil de surveillance est responsable du rapport du conseil de surveillance. Le conseil de surveillance est responsable du rapport du conseil de surveillance. Les directeurs exécutifs et le conseil de surveillance sont responsables de la déclaration conformément à l'Article 161 de la Loi allemande sur les sociétés par actions (AktG) relative au Code allemand de gouvernance d'entreprise, qui fait partie de la déclaration de gouvernance d'entreprise. Par ailleurs, les directeurs exécutifs sont responsables des autres informations.

Notre avis d'audit sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'avis d'audit ni aucune autre forme de conclusion d'assurance à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, de considérer si ces autres informations :

- sont significativement incompatibles avec les états financiers consolidés, avec le contenu vérifié des informations fournies dans le rapport de gestion combiné ou avec les connaissances acquises au cours de l'audit, ou
- si, de toute autre manière, elles semblent comporter des inexactitudes significatives.

— Responsabilités de la direction et du Conseil de surveillance concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné

Il incombe à la direction d'établir des états financiers consolidés conformes, à tous égards importants, aux Normes comptables IFRS adoptées par l'UE et aux exigences supplémentaires du droit commercial allemand conformément à l'Article 315e (1) du HGB, et de veiller à ce que les états financiers consolidés, conformément à ces exigences, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats financiers du Groupe. En outre, il incombe aux directeurs exécutifs de mettre en place le contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes (c'est-à-dire d'informations financières frauduleuses et de détournements d'actifs) ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son activité. Elle doit aussi déclarer, le cas échéant, les éléments qui sont liés à la viabilité de l'entreprise. Par ailleurs, elle est chargée de l'information financière sur la base comptable de la continuité de l'exploitation, à moins qu'il existe une intention de liquider le Groupe ou d'interrompre ses activités ou qu'il n'y ait pas d'autre alternative réaliste.

En outre, il incombe aux directeurs exécutifs d'établir le rapport de gestion combiné qui, dans son ensemble, donne une image appropriée de la situation du Groupe et est, à tous égards importants, cohérent avec les états financiers consolidés, conforme aux exigences légales allemandes, et présente de manière appropriée les opportunités et les risques du développement futur. En outre, les directeurs exécutifs sont responsables des dispositions et des mesures (systèmes) qu'ils ont jugées nécessaires aux fins de permettre la préparation d'un rapport de gestion combiné conforme aux exigences légales allemandes applicables, et de pouvoir fournir des preuves suffisantes et appropriées pour les assertions contenues dans le rapport de gestion combiné.

Le conseil de surveillance est chargé de superviser le processus d'information financière pour l'établissement des états financiers consolidés et pour celle du rapport de gestion combiné du Groupe.

— Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné

Nos objectifs consistent à obtenir une garantie raisonnable quant à l'absence d'inexactitude significative, que celle-ci soit le fruit de fraudes ou d'erreurs, au niveau des états financiers consolidés dans leur ensemble, et quant au fait que le rapport de gestion combiné donne une image appropriée de la situation du Groupe qui est cohérente dans tous les aspects significatifs par rapport

aux états financiers consolidés, qui est conforme aux exigences légales en Allemagne et qui présente comme il se doit les perspectives ainsi que les risques d'évolution future, le tout en publiant un rapport d'audit comprenant notre avis d'audit sur les états financiers consolidés ainsi que sur le rapport de gestion combiné.

Une garantie raisonnable correspond à un niveau de garantie élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit mené conformément à l'article 317 du HGB, au règlement de l'UE sur les audits et aux normes allemandes généralement acceptées pour la vérification des états financiers qui ont été promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW), détectera systématiquement une inexactitude significative. Les inexactitudes peuvent être le fruit de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, de manière individuelle ou collective, elles influencent les décisions économiques des utilisateurs qui sont prises à partir de ces états financiers consolidés et de ce rapport de gestion combiné.

Nous avons fait preuve de discernement et de scepticisme professionnels tout au long de l'audit. Nous avons également :

- identifié et évalué les risques d'inexactitude significative au niveau des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné, que celles-ci soient le fruit de fraudes ou d'erreurs, nous avons conçu et appliqué des procédures d'audit pour répondre à ces risques, et nous avons obtenu des éléments d'audit probants qui sont suffisants et pertinents pour motiver notre avis d'audit. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations inexacts ou le contournement du contrôle interne.
- acquis une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit des états financiers consolidés et des arrangements et mesures pertinents pour l'audit du rapport de gestion combiné afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion d'audit sur l'efficacité du contrôle interne ou de ces dispositions et mesures du Groupe.
- évalué le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par les directeurs exécutifs et le caractère raisonnable des estimations réalisées par les directeurs exécutifs et des informations fournies à cet égard.
- formulé une conclusion quant à la pertinence de l'utilisation par les directeurs exécutifs du principe comptable de continuité de l'exploitation et, à partir des éléments obtenus dans le cadre de l'audit, quant à l'existence d'une incertitude significative concernant les événements ou les conditions qui sont susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans le rapport d'audit, sur les déclarations correspondantes au niveau des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné ou, lorsque ces déclarations ne sont pas adaptées, de modifier nos avis d'audit à leur sujet. Nos conclusions se basent sur les éléments probants obtenus dans le cadre de l'audit jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures sont susceptibles d'empêcher le Groupe de pouvoir poursuivre ses activités ;
- évalué au niveau global la présentation, la structure et le contenu des états financiers consolidés et des déclarations correspondantes, ainsi que le fait qu'ils présentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière qui permette d'avoir une image fidèle et exacte des actifs, des passifs, de la situation financière et de la performance financière du Groupe, conformément aux Normes comptables IFRS telles que celles-ci ont été adoptées par l'UE et aux exigences supplémentaires du droit commercial allemand qui sont prévues à l'Article 315e (1) du HGB ;
- planifié et réalisé le contrôle des comptes consolidés de manière à obtenir des éléments probants suffisants et adéquats concernant l'information financière des entités ou des activités du Groupe, qui servent de base à la formation de l'opinion d'audit sur les comptes consolidés et sur le rapport de gestion combiné. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la vérification des procédures d'audit mises en œuvre aux fins de l'audit du groupe. Nous demeurons seuls responsables de notre avis d'audit.
- évalué la cohérence du rapport de gestion combiné par rapport aux états financiers consolidés, sa conformité au droit allemand et l'image qu'il donne de la situation du Groupe ;
- appliqué des procédures d'audit aux informations prospectives qui sont présentées par la direction dans le rapport de gestion combiné. Sur la base d'éléments probants suffisants et appropriés, nous avons notamment évalué les hypothèses significatives sur lesquelles les directeurs exécutifs se sont fondés en vue d'établir les informations prospectives, et nous avons vérifié que les informations prospectives avaient été calculées correctement à partir de ces hypothèses. Nous n'exprimons pas d'opinion d'audit distincte sur les informations prospectives et sur les hypothèses de base. Il existe un risque important et inévitable que les événements futurs diffèrent substantiellement des informations prospectives.

Nous avons communiqué avec les personnes chargées de la gouvernance pour échanger, entre autres, sur le périmètre et sur les dates prévues pour l'audit, ainsi que sur les principales conclusions de l'audit, y compris si nous avons identifié dans le cadre de notre mission des lacunes importantes au niveau du contrôle interne.

Nous avons également remis aux personnes chargées de la gouvernance une déclaration indiquant que nous avons rempli les exigences correspondantes en matière d'indépendance, et nous leur avons communiqué l'ensemble des relations et des autres éléments dont on pourrait raisonnablement penser qu'ils affectent notre indépendance et, le cas échéant, les mesures prises ou les garanties mises en œuvre pour éliminer les menaces pesant sur l'indépendance.

À partir des questions communiquées aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise, nous déterminons celles qui ont été les plus importantes pour l'audit des états financiers consolidés de la période en cours et qui constituent donc les points clés de l'audit. Nous présentons ces éléments dans le rapport d'audit, à moins que la législation ou la réglementation n'interdise la publication de tels éléments.

AUTRES EXIGENCES LEGALES ET REGLEMENTAIRES

— Rapport sur l'audit des reproductions électroniques des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné préparés pour la publication conformément à l'Article 317 (3a) du HGB

Avis d'assurance

Nous avons effectué une mission d'assurance conformément à l'Article 317 (3a) du HGB afin d'obtenir une assurance raisonnable que les reproductions électroniques des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné (ci-après dénommés « documents ESEF ») préparés pour la publication, contenues dans le fichier, dont la valeur SHA-256 est 01d5291a91754d8014efbb91bb5cfac6e7a2f74512e26af78576c8b088564f3e, satisfont, à tous égards importants, aux exigences du format de rapport électronique conformément à l'Article 328 (1) du HGB (« format ESEF »). Conformément aux exigences légales allemandes, cette mission d'assurance porte uniquement sur la conversion des informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné au format ESEF, et ne porte donc ni sur les informations contenues dans ces reproductions électroniques, ni sur aucune autre information contenue dans le fichier identifié ci-dessus.

Selon nous, les reproductions électroniques des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné préparés pour la publication contenus dans le fichier identifié ci-dessus répondent, à tous égards importants, aux exigences du format de rapport électronique conformément à l'Article 328 (1) du HGB. En dehors de cet avis d'assurance et de nos avis d'audit sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 contenus dans le « Rapport d'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné » ci-dessus, nous n'exprimons aucune opinion d'assurance concernant les informations contenues dans ces reproductions électroniques ou concernant toute autre information contenue dans le fichier identifié ci-dessus.

Fondement de la conclusion d'assurance

Nous avons effectué notre mission d'assurance concernant les reproductions électroniques des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné contenus dans le dossier susmentionné, conformément à l'Article 317, paragraphe 3a, du Code de commerce allemand (HGB) et sur la base de la norme d'assurance IDW : Mission d'assurance sur les reproductions électroniques des états financiers et des rapports de gestion établis à des fins de publication conformément à l'Article 317, paragraphe 3a, du HGB (IDW AsS 410 (06.2022)). Nos responsabilités dans ce contexte sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes du groupe au titre de la mission d'assurance sur les documents ESEF ». Notre cabinet d'audit a appliqué les exigences des normes de gestion de la qualité de l'IDW.

Responsabilités des directeurs exécutifs et du conseil de surveillance en ce qui concerne les documents ESEF

Il incombe aux directeurs exécutifs de la Société de préparer les documents ESEF sur la base des fichiers électroniques des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné conformément à l'Article 328 (1) phrase 4 N° 1 du HGB et de marquer les états financiers consolidés conformément à l'Article 328 (1) phrase 4 N° 2 du HGB.

En outre, il incombe aux directeurs exécutifs de la Société d'effectuer tout contrôle interne qu'ils ont jugé nécessaire pour permettre la préparation de documents ESEF exempts de toute irrégularité significative, intentionnelle ou non, par rapport aux exigences du format de rapport électronique conformément à l'Article 328 (1) du HGB.

Le conseil de surveillance est chargé de superviser le processus de préparation des documents ESEF dans le cadre du processus d'information financière.

Responsabilités du commissaire aux comptes du groupe au titre de la mission d'assurance sur les documents ESEF

Nous souhaitons obtenir une assurance raisonnable quant à l'absence de non-conformité significative, intentionnelle ou non, des documents ESEF aux exigences de l'Article 328 (1) du HGB. Nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme professionnel tout au long du travail d'assurance. Nous avons également :

- identifier et évaluer les risques de manquement significatif, intentionnel ou non, aux exigences de l'Article 328 (1) HGB, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'assurance adaptées à ces risques, et obtenir des preuves d'assurance suffisantes et appropriées aux fins de motiver notre avis sur l'assurance.
- acquérir une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'assurance sur les documents ESEF afin de concevoir des procédures d'assurance appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion d'assurance sur l'efficacité de ces contrôles.
- évaluer la validité technique des documents ESEF, c'est-à-dire vérifier si le fichier contenant les documents ESEF satisfait aux exigences du Règlement délégué (UE) 2019/815, dans sa version en vigueur à la date de clôture, relatives aux spécifications techniques de ce fichier électronique.
- évaluer si les documents ESEF permettent une reproduction XHTML avec un contenu équivalent aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion combiné audité.
- évalué si le balisage des documents ESEF avec la technologie Inline XBRL (iXBRL) conformément aux exigences des Articles 4 et 6 du Règlement délégué (UE) 2019/815, dans la version en vigueur à la date de clôture, permet une copie XBRL lisible par machine appropriée et complète de la reproduction XHTML.

— Informations complémentaires conformément à l'Article 10 du règlement de l'UE sur les audits

Nous avons été choisis comme commissaires aux comptes du Groupe lors de l'assemblée générale annuelle du 5 juin 2025. Nous avons été engagés par le conseil de surveillance les 13 et 22 août 2025. Nous sommes le commissaire aux comptes du groupe Deutsche Pfandbriefbank AG, Munich/Allemagne, depuis l'exercice 2021.

Nous déclarons que les avis d'audit exprimés dans le présent rapport d'audit sont cohérents avec le rapport supplémentaire au comité d'audit conformément à l'Article 11 du Règlement de l'UE sur les audits (rapport d'audit détaillé).

AUTRE QUESTION - UTILISATION DU RAPPORT DE L'AUDITEUR

Notre rapport d'audit doit toujours être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion combiné audité, ainsi qu'avec les documents ESEF certifiés. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné convertis au format ESEF - notamment les versions à soumettre pour inscription au Registre du commerce - ne sont que des reproductions électroniques des états financiers consolidés audités et du rapport de gestion combiné audité et ne les remplacent pas. Le rapport ESEF et notre avis d'assurance qui y figure doivent notamment être utilisés exclusivement conjointement avec les documents ESEF certifiés mis à disposition sous forme électronique.

COMMISSAIRE AUX COMPTES ALLEMAND EN CHARGE DE L'AUDIT

Le commissaire aux comptes allemand responsable de l'audit est Martin Kopatschek.

Fait à Munich, Allemagne, le 4 mars 2026

Deloitte GmbH
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Martin KOPATSCHEK	Isabelle MAURER
Wirtschaftsprüfer	Wirtschaftsprüferin
(Commissaire aux comptes allemand)	(Commissaire aux comptes allemand)

TRADUCTION

- La version allemande prévaut -

Déclarations prospectives

Le présent rapport contient des déclarations prospectives sous forme d'intentions, d'hypothèses, d'attentes ou de prévisions. Ces déclarations sont fondées sur les plans, estimations et prévisions dont le directoire de pbb dispose actuellement. Les déclarations prospectives sont par conséquent uniquement valables le jour où elles sont formulées. Nous ne nous engageons pas à actualiser ces déclarations à la lumière de nouvelles informations ou d'événements futurs. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des facteurs d'incertitude. Un certain nombre de facteurs importants peuvent contribuer à ce que les résultats réels diffèrent sensiblement des déclarations prospectives. Ces facteurs comprennent, notamment, les crises géopolitiques, la situation des marchés financiers en Allemagne, en Europe et aux États-Unis, le défaut éventuel d'emprunteurs ou de contreparties de sociétés d'énegoce, la fiabilité de nos principes, procédures et méthodes de gestion des risques, ainsi que d'autres risques liés à notre activité commerciale.

Mentions d'impression

DEUTSCHE PFANDBRIEFBANK AG (ÉDITEUR) Parkring 2885748 Garching Allemagne
T +49 (0)89 2880 - 0 info@pfandbriefbank.com www.pfandbriefbank.com

La version allemande du présent rapport annuel fait foi et seule la version allemande du rapport de gestion combiné et des états financiers consolidés a été vérifiée par les commissaires aux comptes.